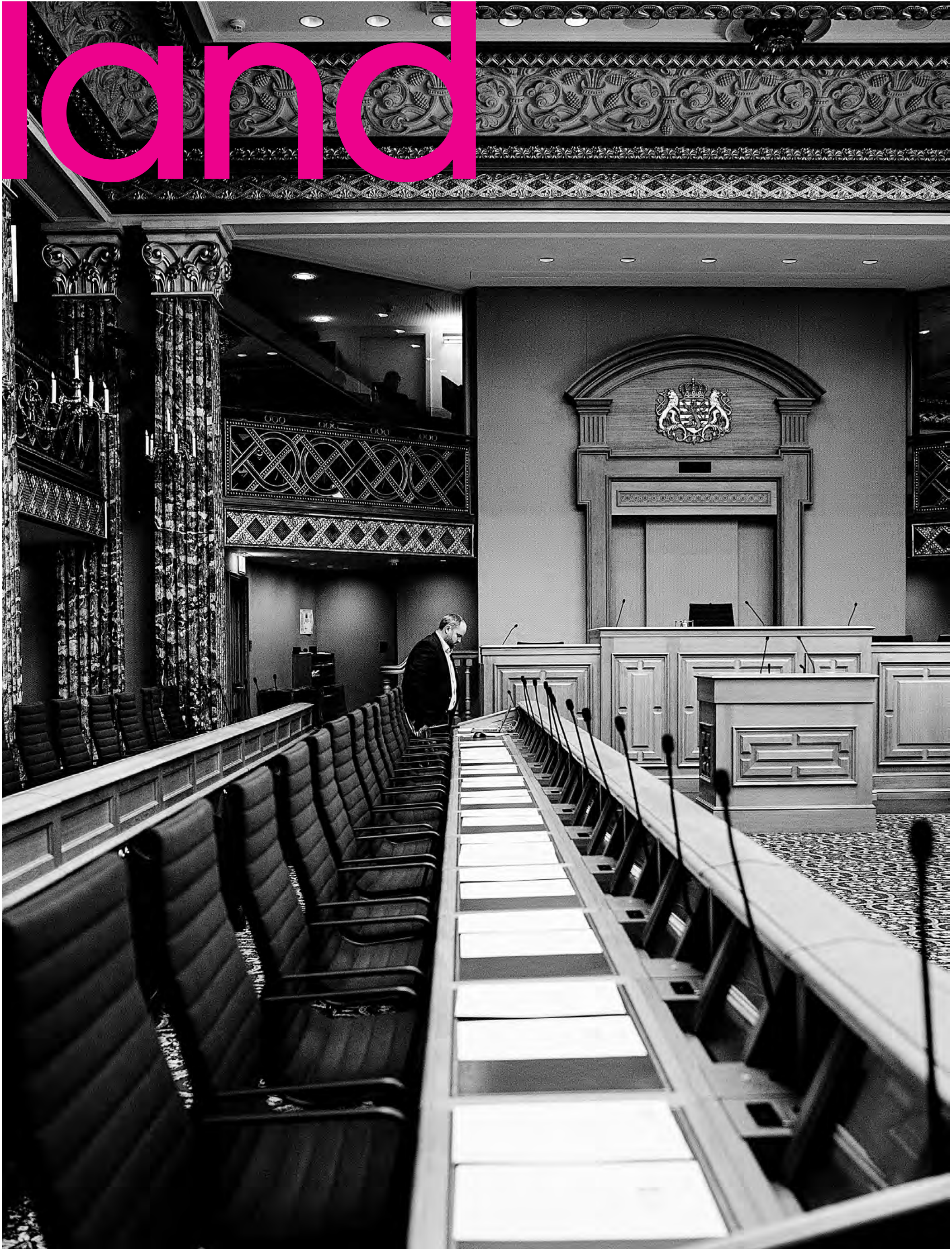




N°47 · 22.11.2024 · 71. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK Un bleu face au monde de Trump Ukraine, Proche-Orient et Chine, avec l'incertitude américaine en filigrane : retour sur la première déclaration de politique étrangère de Xavier Bettel S. 3	Zwou pickëg Zongen In der Piratenpartei kochen immer wieder Anfeindungen hoch. Die Statutenänderung im Dezember soll ein erster Schritt in Richtung Befriedung sein S. 5 Foto: Sven Becker	WIRTSCHAFT „Prix de Revient“ Wer soll die Elektrifizierung der Tice-Flotte bezahlen? Die beteiligten Südgemeinden können sich das offenbar nicht leisten S. 12	FEUILLETON „Es muss ein bisschen Coolitude haben“ Interview mit dem Direktor der Cinémathèque, Claude Bertemes, und Georges Bildgen, Archivar, über die letzten Jahre – und die großen Renovierungen, die anstehen S. 15	MADE IN LUXEMBOURG GREEN Das Grüne in Luxemburg Kreislaufwirtschaft, Hightech und was von Ideen zu <i>décroissance</i> zu halten ist S. 29
---	---	---	---	---



24047



5 453000 174663

6,00 €

ÉDITO

« Schéi roueg »

IIII France Clarinval

Depuis trois ans, la Ville de Luxembourg est en proie à un litige concernant une étude sur la sécurité des passages pour piétons. Il s'agissait d'abord d'une question de sécurité routière, c'est devenu une question de transparence politique.

Les rues de la capitale compteraient 1 786 passages piétons selon les chiffres cités par la bourgmestre Lydie Polfer (DP). En 2021, le Zentrum fir urban Gerechtegheet (ZUG) a pointé que 475 de ces passages ne sont pas conformes au Code de la route, en raison de places de stationnement trop proches qui entravent la visibilité (cinq mètres de chaque côté sont prescrits). Le service de la circulation aurait alors mené sa propre analyse et n'a reconnu que 37 passages problématiques.

Cette étude, mentionnée en novembre 2021 au Conseil communal par l'échevin à la mobilité Patrick Goldschmidt (DP), n'a jamais été rendue publique. Pour comprendre l'écart avec leurs propres constats, le groupe de bénévoles de ZUG a demandé l'accès aux documents de la Ville, en se basant sur la loi sur la transparence de 2018. Premier refus. En mars 2022, la Commission d'accès aux documents a jugé que rien ne s'opposait à la remise des informations. En avril, la commune autorisait ZUG à consulter certains documents, mais pas ceux que l'asbl demandait, notamment l'analyse de tous les passages pour piétons effectuée par les services de la Ville. Face aux refus, ZUG a porté l'affaire devant le tribunal administratif. Le jugement prononcé le 11 novembre dernier oblige la commune à publier les documents.

Le collectif n'a pas eu le temps de crier victoire que le conseil communal de ce lundi votait, majorité contre opposition, la décision de faire appel de ce jugement. Pour expliquer sa décision, Lydie Polfer n'a pas parlé de la sécurité des passages pour piétons. Elle a évacué cet aspect d'un revers de la main, considérant que « les services de la Ville n'ont pas attendu ZUG pour faire le plus possible pour la sécurité des usagers ». Martelant ses mots et scandant chaque syllabe comme si elle s'adressait à des enfants, son argumentaire a uniquement porté sur « une question de principe ». La bourgmestre a mentionné de la « loi relative à une administration transparente et ouverte » et la circulaire du ministère de l'Intérieur qui en explique l'application aux communes. Pédagogue comme une institutrice devant une classe dissipée (« Bleif schéi roueg a brav » ou « lauschter gutt no » a-t-elle lancé à plusieurs reprise), elle a détaillé plusieurs articles en se concentrant sur les limites de l'accès aux documents et aux discussions d'une commune. Elle estime que les débats tenus à huis clos par le Conseil échevinal et les documents qui y sont présentés peuvent ne pas être divulgués au public. « Si les communications internes devaient être diffusées dès que quelqu'un les demande, je pense que les fonctionnaires n'écriront plus grand-chose. Or, nous voulons être une administration dans laquelle nos employés se sentent bien », a déclaré la Lydie Polfer. Elle espère que l'appel clarifiera ce qui est considéré comme communication interne et doit être protégé : « Cela va très loin et c'est pourquoi ce principe doit être clarifié ». Alors que la mobilité est son ressort, Patrick Goldschmidt est resté muet.

L'opposition municipale s'est clairement distancée de ces vues. François Benoy (Déi Gréng) a défendu l'association en soulignant l'important travail réalisé par des bénévoles pour améliorer la protection des piétons, notamment des enfants. Il avait déposé une motion demandant au conseil échevinal bleu et noir d'accepter le jugement. Il fustige : « On a assez perdu de temps et d'argent dans toutes ces procédures. Tout cela finit par se faire aux dépens des piétons. » Gabriel Boisanté (LSAP) s'est étonné qu'autant de discussions aient eu lieu autour de la publication d'un document de trois pages où les noms du personnel communal pourraient tout simplement être caviardés.

Dans un communiqué, ZUG considère que « cette décision n'est pas seulement une attaque contre la liberté d'information, mais une véritable trahison de la confiance du public ». L'action du collectif porte désormais une autre question de principe, celle du droit à la transparence. « Si l'appel nous donne raison, cela aura des conséquences sur le fonctionnement parfois opaque de certaines administrations. C'est sans doute ce que la Ville redoute, cela va bien au-delà des passages pour piétons », estime Thorben Grosser, cofondateur de l'association face au Land. Il affirme que la bourgmestre veut préserver son contrôle au détriment d'une gouvernance ouverte. Sûre de son bon droit, du haut de sa chaire, Lydie Polfer appréciera. ●



Politi





ilk



Un bleu face au monde de Trump

IIII Pierre Sorlut

Ukraine, Proche-Orient et Chine avec l’incertitude américaine en filigrane : retour sur la première déclaration de politique étrangère de Xavier Bettel

« Ech kennen den Donald Trump aus menger Zäit als Premier Minister, a wäert mat him a sengen neien Ekippe schaffen », a promis le Vice-premier ministre Xavier Bettel très tôt dans sa déclaration de politique étrangère à la Chambre mardi après-midi. L’ambition est de « renforcer la relation bilatérale » avec les États-Unis, « pour défendre nos intérêts, mais aussi nos valeurs », a avancé le libéral pour ce premier exercice en tant que ministre des Affaires étrangères, aussi en charge du Commerce extérieur. (Le volet Coopération sera abordé dans un discours ultérieur.) Les trois principales régions et enjeux diplomatiques identifiés par Xavier Bettel dans cette traditionnelle composition ont été envisagés à travers le prisme de l’élection présidentielle américaine du début du mois et le retour du Republicain à la Maison Blanche, quatre ans après la fin de son premier mandat. Le président-élu des États-Unis prendra ses fonctions le 20 janvier. Xavier Bettel a cité son patronyme dix fois durant son discours et a évoqué à cinq reprises supplémentaires la future administration américaine, bien plus souvent que dans les discours de Jean Asselborn, LSAP, entre 2016 et 2020.

La guerre d’Ukraine a évidemment pris une dimension particulière. La séance a débuté par une minute de silence en hommage aux victimes du conflit dont c’était le millième jour. Une cinquantaine de personnes avec des drapeaux ont sensibilisé à la cause devant le Krautmaart, malgré le froid, la pluie et le vent. Les manifestants ont distribué des douilles de fusil utilisées par les Russes en symboles de l’agression subie. Lydie Polfer en a donné une à Xavier Bettel avant sa prise de parole. Il y a vingt ans tout juste, la députée-bourgmestre libérale avait livré sa cinquième et dernière déclaration de politique étrangère en plénière, avant que ne débute l’ère Asselborn (seize exercices). En tutrice politique, l’ancienne ministre des Affaires étrangères a glissé quelques mots au nouveau titulaire de la fonction, posant ses mains sur les siennes.

Pour le chef de la diplomatie, le président Trump serait pressé de mettre fin à la guerre d’Ukraine sans tenir compte de l’intégrité territoriale de celle-ci ou de l’avis des pays occidentaux. « America First dierf net America Alone heeschen », a recyclé Xavier Bettel. Il avait déjà employé la formule au soir de l’élection du Republicain. « Vlächet ass d’Wal vum Donald Trump e gudde Moment, fir ons als Europäesch Unioun nei bewosst ze ginn, dass ons Unitéit

ons gréisste Stärkt ass », a espéré le ministre alors que le conflit s’intensifie cette semaine. Au barrage d’ogives russes sur les villes ukrainiennes le week-end dernier, tuant des dizaines de civils, a suivi le premier tir longue portée de l’Ukraine sur le territoire de la Russie, après qu’elle eut obtenu l’accord (et les missiles) du président américain sortant Joe Biden. Pour Xavier Bettel, Volodymyr Zelensky doit venir à la table des négociations en position de force : « Als EU, als NATO, an och bilateral ennerstëtze mir d’Ukrainer, fir um Terrain Fortschrëtter ze maachen, fir dass Verhandlung zu engem dauerhafte Fridde féieren an deem Russland d’Souveränitéit vu sengem Nopeschland unerkennt. »

Selon le ministre des Affaires étrangères, la sécurité et l’avenir de l’Europe sont en jeu. « Et quand le droit international est ainsi piétiné, il n’y a pas de neutralité possible. Personne ne peut accepter que prévale la loi du plus fort. Cela constituerait un précédent qui pouvant mener à d’autres injustices en d’autres endroits du monde », a prévenu Bettel. Quelques secondes plus tard, il a ainsi confié « vouloir éviter » les doubles standards dans tous les conflits : « An der Ukraine, a Gaza, am Libanon, am Sudan, am Venezuela, am Myanmar oder am Congo, d’internationaalt Recht an d’Mënschrechter sinn iwwerall zelwecht wichteg. »

Le Proche-Orient s’est révélé, après l’Ukraine, la deuxième problématique prioritaire de la déclaration de Xavier Bettel, un conflit qu’il aborde comme s’il avait commencé avec l’attaque du Hamas le 7 octobre, à la veille des législatives qui l’ont rétrogradé à la vice-présidence du gouvernement. « La situation dramatique à Gaza, et maintenant aussi au Liban » est celle « qui nous occupe le plus », avec la guerre en Ukraine et pour laquelle il faut trouver des solutions en concertation « avec l’administration Biden jusqu’à fin janvier puis avec le nouveau gouvernement du président Trump ». Selon Bettel, il est « évident » qu’il n’y aura pas de paix durable dans la région sans les États-Unis.

Bettel se veut néanmoins volontariste. « C’est la région dans laquelle je suis le plus allé, avec Bruxelles ». L’exercice de la déclaration devait clarifier une politique erratique ces douze derniers mois en ce qui concerne le Proche-Orient. Il ne l’a pas (évidemment) pas rappelé devant les députés, mais Xavier Bettel est passé d’une condamnation univoque des massacres du 7 octobre et du rapt de plus de 200 Israéliens, à une prise en compte (très) tardive du drame humanitaire à Gaza sous les bombes et le blocus du gouvernement Netanyahu, à un semblant d’alliance avec des pays européens solidaires de la Palestine et désireux de la reconnaître en tant qu’État. Il les a finalement laissés tomber quand il s’est agi de franchir le cap. Xavier Bettel raconte son « voyage compliqué » à Jérusalem et Ramallah le 30 octobre. « Je n’ai pas reçu de réponse claire à la question de savoir quels étaient les buts de guerre d’Israël après la mort des chefs du Hezbollah et du Hamas », s’étonne Bettel alors que le terme de nettoyage ethnique est évoqué par le Haut-représentant de l’UE pour la politique étrangère, Josep Borrell. « Ech hu mengen israelleschen Interlocuteuren och d’Fro gestallt, ob et e Palästina ouni Palästinenser ass, wat si wëllen », a-t-il lâché.

Défendre le droit international et le bifteck national avec le « Team Lëtzebuerg »

[Suite de la page 3]

Xavier Bettel sème la confusion et tue le sens : « Déi fuerchtbar Biller, wou all Dag onschëlleg Zivilisten, dorënner vill Kanner, ëmkommen, well Israel weiderhi kämpft géint den Terrorismus vum Hamas, loosse keen Zweifel drun dass d'UNRWA net einfach sou ka vun der Knesset ofgeschaaft ginn. » Une phrase que l'on pourrait traduire par : Israël tue des dizaines de milliers de civils innocents, dont de nombreux enfants dans une guerre prétendument menée contre son régime, le Hamas (qu'Israël a laissé grandir). Israël interdit maintenant à la principale organisation humanitaire d'exercer ses activités sur place. « Déi Spiral vun der Gewalt muss op en Enn kommen », invoque Xavier Bettel. Là, pas de référence au droit international.

En mars 2001, quelques mois après le début de la deuxième Intifada, Lydie Polfer s'étonnait (et c'était le seul passage du discours consacré au conflit israélo-palestinien) que les accords d'Oslo, signés en 1993 par les deux parties, peinent à être appliqués. « Les principes d'un règlement sont connus : celui de l'échange de la terre contre la paix, celui de la sé-

curité de tous les États de la région et celui de l'autodétermination du peuple palestinien ». L'année suivante, la juriste se félicitait de la création de la Cour pénale internationale (CPI) qui permettrait de juger les criminels de guerre, « e grouse Schrëtt fir dat internationalt Recht ». Ces derniers mois, Xavier Bettel a discuté avec les membres d'un gouvernement dont le président, Benjamin Netanyahu, était visé par le procureur de la CPI pour crimes contre l'humanité (avec l'ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant, et trois représentants du Hamas dont deux ont été tués entretemps). Ce jeudi, la CPI a émis des mandats d'arrêt contre Netanyahu, Gallant et Mohamed Deif. Sollicité, le gouvernement luxembourgeois assure attacher « une importance primordiale au respect de l'indépendance et de l'impartialité de la CPI » et appliquera « l'ensemble de ses obligations découlant du Statut de Rome ». Par ailleurs, la Cour internationale de justice, exige d'Israël de rendre les régions occupées illégalement par plus de 600 000 colons.

À la chambre mardi, Xavier Bettel dit vouloir soutenir la reconnaissance de la Palestine pour une paix durable dans la région suivant l'objectif de la solution à deux États. Mais

La surprise Mercosur

Mardi, Xavier Bettel a lâché que « pour le moment », le gouvernement ne souhaitait pas donner sa voix à l'accord de libre-échange avec le Mercosur (Union commerciale sud-américaine). « Mir waarden drop dass d'Kommissioun de Memberstaaten den Inhalt vum fäerdeg verhandelten Text virstellt, matt zousätzlechen Engagementer », a précisé le Vice-Premier ministre à la surprise générale. L'accord commercial fait craindre l'importation de marchandises produites selon des critères sociaux et environnementaux moins exigeants qu'en Union européenne. Est-ce pour se prémunir d'une contestation des agriculteurs ? Le président français Emmanuel Macron se dit opposé au texte et cherche une minorité de blocage (35 pour cent). pso



Sven Becker

Lydie Polfer remet une douille d'arme russe à Xavier Bettel avant son discours

il pose mardi de nouvelles conditions : la fin des hostilités à Gaza, la libération des otages et l'association d'autres pays. Ces conditions ont été remplies à plusieurs reprises pendant la décennie durant laquelle le Luxembourg de Xavier Bettel Premier ministre disait attendre « le moment opportun ». La discussion politique sur la reconnaissance de la Palestine devient de la gesticulation diplomatique. De même, il soulève que l'adhésion à part entière de la Palestine à l'Onu (elle a aujourd'hui le statut d'observateur) en faveur de laquelle le Luxembourg a voté, réglerait « la question de la reconnaissance », mais il sait que le veto américain au Conseil de sécurité bloque la démarche. Face à l'impasse et à l'impuissance, le Luxembourg augmente les financements, notamment à l'UNRWA. Dans un article paru mardi soir, titré « Der Nahostkonflikt ist Bettel eine Nummer zu groß », le *Wort* souligne qu'utiliser le chéquier comme levier diplomatique « est une astuce très ancienne : « Normalerweise läuft das diskret ab; nicht so bei Bettel. »

Troisième destination-clef du ministre des Affaires étrangères dans son tour du monde en 90 minutes mardi à la chambre : la Chine. Il s'y rendra à la fin du mois, informe-t-il, avec son camarade à l'Économie, Lex Delles, « eng Wirtschaftsmission an Aarbechtsvisite op Peking, Shanghai an Hongkong. » Bettel défend volontiers le bifteck avec le « Team Lëtzebuerg », une expression utilisée cinq fois pour désigner les services dédiés à l'attraction d'investisseurs étrangers, dorénavant liés au MAE. Le Grand-Duché continue de se placer entre la Chine et les États-Unis, dans le contexte de guerre en Ukraine. « China a Russland hunn eng komplex Relatioun, et gëtt Soutien aus verschiddene Beräicher a China fir de russesche Krich an der Ukrain, mä China gehiert och zu deene rare Länner, déi kënnen derzou bäidroen, en dauerhaften a gerechte Fridden an der Ukrain erbäizeféieren », analyse Bettel. Pour le ministre, il s'agit de ne pas précipiter la Chine dans les bras de la Russie. « Il faut prendre au sérieux le dialogue avec la Chine, sur de nombreux sujet », a-t-il dit devant l'ambassadeur de Chine, assis au balcon : Hua Ning. « China ass a bleift e wichtege Partner a ville Beräicher. (...) Ech sinn iwuerzeegt, dass den Donald Trump déi Realitéit och net kann, an net wëll, ignoréieren. »

Mercredi, les députés de la majorité se sont félicités de l'intervention de Xavier Bettel, notamment le « double Laurent » de la politique étrangère du CSV à la Chambre, un surnom qu'a trouvé le député et avocat d'affaires Laurent Mosar pour son association en la matière avec Laurent Zeimet. Yves Cruchten, pour le LSAP, a notamment souligné un manque de cohérence de la politique au Proche-Orient : « L'Iran, comme Israël, doivent savoir que les atteintes aux droits de l'homme ne sauraient être tolérées. » David Wagner (Déi Lénk) a stigmatisé le « deux poids, deux mesures », avec des sanctions prononcées contre la Russie (l'agression sur l'Ukraine), mais pas contre les États-Unis (pour l'invasion de l'Irak en 2003) ou Israël (pour l'occupation des Territoires palestiniens). L'écologiste Sam Tanson s'est, elle, interrogée sur le sens de la politique étrangère luxembourgeoise sur le long terme. La députée a regretté les voix fortes de ces dernières décennies en faveur de droits de l'Homme et pour plus d'Europe : « D'Regierung awer mutéiert Lëtzebuerg éischter zu enger EU-Schwäiz. Sie huet dacks keen eegene kloere Message oder probéiert sech mat jidderengem gutt ze halen. » La politique étrangère du gouvernement Frieden-Bettel relève d'une mise en balance entre intérêts et valeurs. En décembre, après la première réunion de la commission thématique, le site de la Chambre écrivait que le ministre Bettel ne prévoyait pas de « révolution, mais une continuité en matière de politique d'affaires et étrangères ». ●



Sven Clement
und Marc Goergen
am Mittwoch
in der Chamber

Zwou pickëg Zongen

IIII Stéphanie Majerus

**In der Piratenpartei
kochen immer wieder
Anfeindungen hoch.
Die Statutenänderung
im Dezember soll ein
erster Schritt in Richtung
Befriedung sein.
Rekonstruktion einer
turbulenten Polit-Familie**

Seit Monaten sorgt die Piratenpartei für Schlagzeilen: „Kaputtes Vertrauensverhältnis“ titelte das *Tageblatt* am 17. Juli, „Clement und Goergen im Rosenkrieg“, das Wort drei Tage später. Und so geht es bis heute weiter: „Die Piraten zerlegen sich selbst“ (*Wort* 21. Juli), „Stürmische Zeiten bei den Piraten, Stimmung am Nullpunkt“ (*Revue* 24. Juli), „Naufrage imminent?“ (*Quotidien* 5. August), „Alles im Griff auf dem sinkenden Schiff?“ (*Wort* 26. Oktober), „La justice européenne s'attaque aux Pirates“ (*L'essentiel* 15. November).

Nach außen kippte die interne Krise der Piratenpartei am 15. Juli, just als die Partei die letzten Vorbereitungen für ein Pressebriefing traf. Eigentlich wollte sie ihre parlamentarische Arbeit bilanzieren. Doch wenige Stunden zuvor erhob der Abgeordnete Ben Polidori schwere Vorwürfe gegen seine Kollegen Sven Clement und Marc Goergen. Er kritisierte „Unstimmigkeiten über die interne Führung sowie die Art der

Entscheidungsfindung“ und kündigte an, die Partei zu verlassen, sein Mandat jedoch zu behalten. Polidori sprach von einem „instabilen und konfliktreichen Arbeitsumfeld“ und zeigte sich im Laufe des Nachmittags enttäuscht von seinem einstigen Vorbild, dem Parteigründer und Abgeordneten Sven Clement. Neben zwischenmenschlichen Konflikten brodelte es auch wegen Ungereimtheiten rund um die Sprachen-App Malt.

Vor rund zehn Jahren wurde einigen Mitgliedern der Piratenpartei die Entwicklung der Malt-App („Mobile Assisted Language Tool“) anvertraut. Die Luxemburger Immigrationsbehörde hatte den Auftrag, der teilweise durch EU-Gelder finanziert wurde, ausgeschrieben. Ziel der App war es, Flüchtlingen das Erlernen der luxemburgischen Sprache zu erleichtern. Im Frühling dieses Jahres beanstandete eine Rechnungsprüfung, die auf Antrag der Generalinspektion für Finanzen durchgeführt wurde, das Fehlen von Belegen für bestimmte Ausgaben. Ebenfalls als fragwürdig bewertet wurde der Kauf von 110 USB-Sticks, eines I-Macs und eines I-Phone 7 durch die für die App-Entwicklung zuständigen Mitarbeiter. Im Raum steht darüber hinaus der Verdacht, dass eine Rechnung gefälscht und Geld in die Partei gelotst wurde.

Clement verneint vorsätzliche Täuschungen, den App-Entwicklern seien *d'Paperassen* über den Kopf gewachsen. Und bekräftigte letzte Woche im *RTL*-Radio: „Déi Stonnesätz hate näischt mat Sue-Maachen ze dinn“ – der große Reibach sei nicht das Ziel gewesen. So sieht es auch der Ex-Pirat und Grafiker der App, Andy Maar. Im Juli schrieb er auf *Facebook*, die Vergütung habe in keinem Verhältnis zum Arbeitsaufwand gestanden. Am vergangenen Mittwoch kam es nun auf Anordnung der Europäischen Staatsanwaltschaft zu einer Durchsuchung des Parteibüros sowie unter anderem von Sven Clements Privatwohnung, wie dieser im *RTL*-Radio bestätigte. Clement betonte, er habe „kooperiert“, da er sich strafrechtlich nichts vorzuwerfen habe. Vernommen wurde bisher niemand, aber Anhörungen stünden noch an. Die Ermittlungen würden „viel Klarheit in den Nebel“ bringen, sagte Clement gegenüber *Reporter*. Er hofft auf einen Freispruch, um seiner angeschlagenen Partei einen Neuanfang zu ermöglichen. Wegen dem Dauergezank, schlechter Presse und möglichen juristischen Schritten gegen Sven Clement haben acht Gemeinderatsmitglieder die Partei verlassen. Darunter sind: Kim Müller (Ell/Kanton Redingen), Tammy Broers (Esch/Alzette), Morgan Engel (Differdingen), Vincenzo Tucarelli (Niederkerschen), Mathis Godefroid (Hesperingen) und Steven Curfs (Monnerich). Laut *RTL*-Radio ist die Mitgliederzahl der Partei über den Sommer von 806 auf inzwischen 758 geschrumpft.

Marc Goergen hatten den Gemeindewahlkampf für Juni 2023 koordiniert; dabei räumte die Partei regelrecht ab: 13 Mandate errang sie in Proporzgemeinden, 2017 waren es lediglich drei. In Colmar-Berg gelang es der Erzieherin Mandy Arendt sogar, das Bürgermeisteramt zu sichern. Anders verlief der Wahlkampf fürs Parlament, den Sven Clement leitete. Trotz hoher Erwar-

tungen – Umfragen hatten der Partei zwischenzeitlich bis zu sieben Sitze prognostiziert – konnte sie nur um ein Mandat zulegen. Da sich Goergen eine loyale Anhängerschaft auf Gemeindeebene erarbeitet hatte und sich als unverzichtbare Säule im Parteigebälk erlebte, versuchte er, Sven Clement aus der Partei zu drängen. Er beklagte Mitte Juli im *RTL*-Radio, er sei von Clement „wie ein kleiner Junge“ behandelt worden und Clement mache Mitarbeitern zu schaffen – wegen ihm sei die Parteisprecherin Rebecca Lau seit Monaten krankgeschrieben.

Daraufhin holte Sven Clement während einer Pressekonferenz zum Gegenschlag aus: Seit Januar 2023 habe Marc Goergen Ausgaben in Höhe von 29 997 Euro über die Visa-Karte der Fraktion getätigt – darunter 88 Restaurantbesuche, 28 Besuche bei McDonald's, drei beim Automechaniker und elf Friseurbesuche. Letztere kommentierte Clement spöttisch: „Ech wollt proposéieren, eng Tondeuse am Fressnapf ze kafen, dat wier méi bëlleg ginn.“ Und wundert sich, ob Goergen möglicherweise öffentliche Gelder für private Zwecke ausgeben hat (Goergen entgegnete später, die Ausgaben seien im Rahmen von Essen mit Parteimitgliedern und Informanten entstanden). Außerdem habe Goergen Parteimitglieder durch Intrigen und Mobbing verschucht – er kenne neben Goergen niemanden „mit so einem großen Ego und so wenig Selbstachtung“. Nach diesen Sätzen war klar, dass der Rosenkrieg über den Sommer andauern wird – wahrscheinlich bemerke Clement noch bevor er Rednerpult verlassen hatte, dass es nicht klug war, sich auf einen öffentlichen Streit einzulassen. Seine Mobbing-Vorwürfe an die Adresse von Goergen, fielen jedoch auf Resonanz: Andy Maar unterstrich im Juli, dass er die Partei verlassen habe wegen dem „toxischen Umfeld, dat vum Marc Goergen etabléiert gouf“. Ähnliche Begründungen waren von den Ex-Piraten Jeff Cigrand, Sandra Adler, Laurent Kneip und Claude Feltgen zu vernehmen.

Am Abend desselben Tages tauchte ein Schreiben von Gemeinderatsmitgliedern der Piratenpartei auf, in dem sie „Marc Goergen ihren Beistand und ihr Vertrauen bestätigen“ und ihm „Merci soen fir de Courage, fir déi bestehend Mängel an der Partei opzeraumen“. Sven Clement würde weder „Einsicht zeigen“ noch „Verantwortung übernehmen“. Außerdem sei er „überheblich“ und habe „eng pickëg Zong“. Mitunterzeichnet haben den Brief Morgan Engel aus Differdingen und Mathis Godefroid aus Hesperingen, die inzwischen aus der Partei ausgetreten sind (Morgan Engel sagte gegenüber *RTL*, sie hätte die Mitteilung nicht unterschrieben und sei zu dem Zeitpunkt bereits von Parteimitgliedern ausgegrenzt worden). Aus dem Kreis der Ex-Piratenmitglieder heißt er überdies, Goergen habe Druck ausgeübt, man solle seine Unterschrift unter das Schreiben setzen, oder über einen Parteiaustritt nachdenken. Genau das wirft das Schreiben Sven Clement vor, er würde verlangen: „Entweder du bass fir mech, oder géint mech“.

[...]

[Fortsetzung von Seite 5]

Ende Oktober schrammte das Piratenschiff an einer weiteren Felswand. Der Radiosender 100,7 enthüllte, dass Marc Goergen von der Parlamentsfraktion einen Kredit in Höhe von 33 000 Euro erhalten hatte, der auf Ende 2021 zurückgeht. Das Geld habe Goergen benötigt, um eine Steuerschuld zu begleichen, die er allerdings vor Gericht angefochten hat und die erst 2025 entschieden wird. Der Streitpunkt: Die Steuerverwaltung hatte ihn als Arbeitnehmer statt als Selbstständigen (Indépendant) eingestuft. Goergen beschuldigte im *Radio-100,7*, sein Parteikollege Clement habe ihm mit dem Kredit „eine Falle“ gestellt. Vor einigen Wochen habe er ihm mitgeteilt, „dass ich der Öffentlichkeit sagen müsse, dass er in der Malt-Affäre keine Fehler gemacht habe, sonst würde er meinen Kredit öffentlich machen.“ Clement winkt daraufhin im *L'Essentiel* ab, seit Juli habe er nichts unternommen, um die Polemik weiter anzuheizen. Am Nachmittag nach Bekanntwerden der geliehenen Summe verkündete Goergen auf der Plattform X, dass er das Geld zurücküberwiesen habe.

Marc Goergen war nicht der Einzige, der bei der Partei Geld geliehen hatte. Nachdem Mitte Oktober bekannt wurde, dass die Differdinger Gemeinderätin Morgan Engel die Piraten verlässt, um sich der LSAP anzuschließen, kursierte innerhalb der Piraten die Vermutung, die LSAP habe Engel angeboten, ihre Schulden zu tilgen. Engel hätte nämlich von der Piratenpartei einen vierstelligen Betrag geliehen, um sich ein Auto zu kaufen. LSAP-Bürgermeister Guy Altmeisch wies diese Anschuldigungen jedoch im Gespräch mit dem *Wort* zurück: „Die LSAP ist kein Kreditinstitut.“ Und betonte, dass vor Engels Eintritt in die Partei keine derartigen Gespräche stattgefunden hätten. Die 25-jährige Morgan Engel führte im Oktober 2023 gemeinsam mit Marc Goergen die Parteiliste der Piraten im Süden als Spitzenkandidatin an. Zuvor war sie mit 1 045 Stimmen nicht zu knapp in den Differdinger Gemeinderat gewählt worden. Neben Engel wechselte auch die städtische Gemeinderätin Marie-Martine Müller zur LSAP. Als Begründung nannte Müller die parteipolitischen Ideale der Inklusion und des sozialen Fortschritts. Seit dem Gemeindevahlkampf haderte sie mit Marc Goergen. Dieser prangerte nach ihrem Austritt einen „Mandatsklau“ an. Da sie der Piratenpartei recht kurzfristig ihre Entscheidung mitteilte, urteilte die Parteileitung, sie habe „kee Courage“ und „keen Anstand“. Sven Clement distanzierte sich von der Wortwahl und erklärte im September, das Schreiben nicht mitverfasst zu haben. Er habe den Absendern jedoch empfohlen, „wenigstens ihre Schreibfehler zu korrigieren“.

Dass es zwischen den beiden Hauptprotagonisten Goergen und Clement immer wieder zu Streit kam, sickerte bereits in den vergangenen Jahren in die Öffentlichkeit. Von ehemaligen Mitgliedern werden sie als zwei „Alpha-Déire mat grousssem Ego“ beschrieben. Der Streit zwischen den beiden Piraten war im Parteichat fortlaufend spürbar, der Ton wurde als „bessen ze rau“ beschrieben. Die beiden seien zugleich sehr unterschiedlich. Sven Clement präsentiert sich als diplomatischer Unternehmer. Er baut ein transatlantisches Netzwerk auf, nimmt an verschiedenen interparlamentarischen NATO-Ver-

Der Streit zwischen den beiden Piraten war im Parteichat fortlaufend spürbar, der Ton wurde als „bessen ze rau“ beschrieben

sammlungen teil und gibt sich als pragmatischer Techie und Datenschutzexperte. Wenn er spricht, wählt er seine Worte, spricht langsam und bewegt dabei die Hände, als würde er die Wörter vor sich aufstellen. Seine Reden würzt er mit rhetorischen Fragen. Clements Oppositionsarbeit fand Anklang: Ende März belegte er Platz sieben in der Rangliste der beliebtesten Politiker. Vor einem Monat hieß es nach einer erneuten Umfrage in der *RTL-Teleë*: „Vun 3 op 0 Sätz: D’Pirate géifen an der Chamber komplett ënnergoen.“ Marc Goergen dagegen gibt sich volksnah und jargonfrei. Er *stëppelt* gerne in den sozialen Medien (drei Tage vor den Gemeindevahlen etwa machte er auf *Twitter* Stimmung gegen seinen LSAP-Gemeinderatskollegen Romain Mertzig, weil dieser angeblich in Spanien einem Stierkampf beigewohnt habe). Goergen sagt von sich, er beherrsche den Süd-Slang, mit dem man eben schneller jemandem auf die Füße trete. Er war Pétinger Karnevalprinz und ist im Süden in lokalen Vereinen engagiert.

Als letzter verließ das Hespringer Gemeinderatsmitglied Mathis Godefroid die Partei am 11. November. In einem ans *Wort* geleakten Schreiben, das er an die Parteileitung versendete, ärgert sich dieser: „Ech muss mech mëttlerweil schummen, wat aus eiser Partei ginn ass an et ass net emol d’Schold vun deene Meeschten, mee déi Onschëlleg mussen d’Zopp fir de Schëllegen ausläffelen.“ Die öffentliche Schlammschlacht habe eine zielgerichtete politische Arbeit verunmöglicht, bedauert er. Zudem habe er an keinem Event mehr teilnehmen können, ohne mit Fragen über die Malt-Affäre gelöchert zu werden. Nachdem er die Partei verlassen hatte, enthüllte Marc Goergen auf X, dass er eigentlich sein designierter Nachfolger als Koordinator war. Er habe „Mathis an d’Partei bruet, en opgebaut an ënnerstëtzt wou et méiglech war.“ Mathis Godefroid hat angedeutet, zur LSAP oder zu den Grünen wechseln zu wollen, seine Entscheidung steht jedoch noch aus. Ein Gemeinderatsmitglied hofft jedenfalls laut *Wort* auf ein verändertes Kräfteverhältnis und eine mögliche Isolierung des CSV-Bürgermeisters Marc Lies (CSV), der durch herablassende Kommentare negativ auffalle. Aktuell koalitiert er mit der DP, einer Partei zu der Godefroid nicht überlaufen wird.

Nicht nur die LSAP wuchs durch den Piratenschwund. In Esch/Alzette schloss sich Tammy Broers den Grünen an. Diesen Freitag nahm sie erstmals neben ihren neuen Parteikollegen Meris Sehic und Mandy Ragani an der Gemeinderatssitzung teil, die sie gemeinsam vorbereitet hätten. Zuvor saß sie als

einzigste Piratin im Gemeinderat und beklagte gegenüber mehreren Presseorganen, sie sei von der Partei kaum unterstützt worden. Was Marc Goergen wiederum im *RTL*-Radio bestritt – Tammy Broers hätte die angebotene Hilfe nicht angenommen. Auf *Land*-Nachfrage deutete die Bürgermeisterin Mandy Arendt keinen Rückzug aus der Partei an. Fühlt sie sich in der Partei gut aufgehoben oder will sie keinen Parteikonflikt in ihre Majorzgemeinde einfließen lassen? Die Piraten-Bürgermeisterin will sich zu diesem Zeitpunkt nicht gegenüber der Presse äußern. Der Schöffe Kim Müller wird in Ell zunächst parteilos bleiben, schließt aber nicht aus, künftig in einer neuen Partei aktiv zu werden. Parteilos sind derzeit auch Steven Curfs und Vincenzo Tucarelli.

Die ehemaligen Gemeinderatsmitglieder, mit denen das *Land* im Gespräch war, monierten nicht nur die Anfeindungen an der Parteispitze und den Umgang mit der Malt-Affäre, sondern auch die amorphen Entscheidungsfindungsprozesse. Das Versprechen auf Transparenz und Basisdemokratie sei nicht in der Form eingelöst worden, wie erhofft, da letztlich zwar viel diskutiert werde, die Entscheidungen dennoch recht willkürlich von Clement und Goergen getroffen wurden. Vielleicht sei es besser ein/e Präsident/in würde die Partei leiten, vermutet ein ehemaliges Mitglied, damit klar ist, wer Entscheidungen absegnet und kommuniziert. Das aber scheint auch künftig nicht der Fall zu sein. In Workshops wurde parteiintern an neuen Statuten gearbeitet, über die online ab dem 1. Dezember abgestimmt werden können und die am 14. Dezember auf dem Parteikongress bestätigt werden sollen. Was als Schwäche der Partei ausgelegt werden kann – keine erkennbare Struktur, keine Hierarchie – stellt der politische Berater der Partei, Tommy Klein, im *Wort* als Vorzug dar. Man setze weiterhin auf eine horizontale Organisation: „Es wird weniger um Titel gehen, und es wird auch nur wenige Funktionen oder offizielle Ämter geben.“ Für Klein würden dennoch bestehende Probleme behoben werden, denn es soll künftig ein „breites Entscheidungsgremium entstehen“, um die Richtung der Partei basisdemokratisch lenken zu können. Die Partei werde auch keinem Präsidenten mit alleiniger Entscheidungsbefugnis unterliegen, sondern möglicherweise wird ein „Team“ entstehen, „das die Verwaltung des Alltags übernimmt“. Als Allheilmittel wollte Tommy Klein die Statutenreform allerdings nicht betiteln.

Reporter verglich das Duo Clement und Goergen 2021 mit *Pinky and the Brain*. Clement „The Brain“ strebe „mit taktischen Manövern schrittweise nach der Weltherrschaft“, während *Pinky* Goergen das „einfache Gemüt“ sei, das Clement etwas „unbeholfen assistiert“. Diese Zeiten sind nun vorbei. Die beiden gehen getrennte Wege innerhalb derselben Partei. Vor dem Sommer meinte Clement, es habe mehrere Momente gegeben, da wollte er „d’Bengele bei d’Tromm ze geheien“. Mittlerweile sagt er, er sei „ein Scheidungskind“, das alle möglichen Konfliktkonstellationen kenne. Er sitze „mat um Boot“, er sei mit „Leib und Seele“ Pirat. Die Piraten sind jedoch nicht nur eine Partei, die selbstzerstörerisches Potenzial an den Tag legt; sie haben auch einen großen Verdienst: Sie haben es geschafft junge Menschen aus politikfernen Elternhäusern in die Politik zu lotsen. ●



Sven Becker

Ben Polidori hat sich der LSAP angeschlossen

B L O G



P O L I T I K

„Just em d’Caritas“

„La commission spéciale ne viserait pas à dégager les coupables, mais à contribuer à pérenniser les œuvres dans le secteur social. La commission pourrait contribuer à trouver les meilleurs moyens possibles pour que le gouvernement puisse éventuellement mieux contrôler les dépenses du secteur social, notamment les dépenses publiques.“ So fasste die Kammer auf ihrer Internetseite die politischen Ziele des parlamentarischen Sonderausschusses zur Caritas-Affäre zusammen, die dessen Präsidentin Stéphanie Weydert (CSV) am Mittwoch in der zweiten Sitzung des Gremiums formuliert hatte. Vor dem Hintergrund der diese Woche von *Reporter* aufgedeckten Veruntreuung von 74 000 Euro bei der NGO OGBL Solidarité Syndicale behauptete Weydert am

Donnerstag im *Radio 100,7*, dass „de Sektor vun den Asblen oder vun den ONGen awer vläicht e bësse méi ufälleg fir sou Saache sinn“. Und dass man vielleicht auch dazu „Conclusiounen kann huelen“, obwohl es im unter Ausschluss der Öffentlichkeit tagenden Caritas-Sonderausschuss ja eigentlich „just em d’Caritas“ gehe. Sodass jetzt unklar ist, worum es im Ausschuss tatsächlich geht. Die LSAP hatte seine Einsetzung im September gefordert, um die Implikationen der CSV-DP-Regierung bei der Entscheidungsfindung auf politischer Ebene besser zu verstehen. Auch die Linke wollte herausfinden, ob CSV-Premier Luc Frieden eine aktive Rolle bei der Gründung der neuen Vereinigung Hëllef um Terrain spielte, und wenn ja, welche. Die Ziele von Mehrheit und Opposition hinsichtlich des Caritas-Sonderausschusses scheinen sich demnach grundlegend zu unterscheiden (Foto: pf). ^{LL}

Auch im Public

Zum ersten Mal hat sich der Minister für den öffentlichen Dienst, Serge Wilmes (CSV), zu den Pensionen im *Public* geäußert. Sie seien derart eng

mit dem Rentenregime des *Privé* verbunden, „que toute discussion de changements potentiels dans le régime général aurait des répercussions sur les régimes spéciaux, y compris celui des agents publics“. Die Antwort auf eine parlamentarische Anfrage der LSAP-Fraktion überrascht an sich nicht. Sie widerspricht aber endgültig der Behauptung von CSV-Fraktionspräsident Marc Spautz, eine Rentenreform werde sich auf den *Privé* beschränken. ^{PF}

Länger arbeiten

In ihre Stellungnahme zum Haushaltsentwurf 2025 flocht die Handwerkskammer eine „Verlängerung der Lebens-Arbeitszeit“ als Idee für eine Rentenreform ein. Martine Deprez, CSV-Sozialministerin hatte das im Januar gegenüber dem *Land* ausgeschlossen: „Wer 40 Jahre für die Gesellschaft da war, hat es, denke ich, verdient, in Rente gehen zu dürfen.“ ^{PF}

Faktencheck

„Herr Keup, sind Sie der Meinung, dass der Planet eine Scheibe ist?“, fragte *RTL*-Journalist François Aulner den ADR-Abgeordneten Fred Keup diese Woche im Face-à-Face. „Auch das ist eine Meinung, die man haben

kann“, antwortete Keup, um etwas weniger laut hinzuzufügen: „Auch wenn sie eindeutig falsch ist.“ Es folgte ein halbstündiger Clash der Weltanschauungen zwischen dem Rechtspopulisten und dem Troubadour Serge Tonnar, Mitglied von *déi Lénk*, während dem die beiden sich nicht darauf einigen konnten, was Fakt und was reine Meinung ist – ein Gespräch, das die erschreckend verarmte Debattenkultur veranschaulicht und letztendlich völlig ins Leere lief. Falschaussagen gab es von Fred Keup über erneuerbare Energien ebenso wie Relativierungen von Nazi-Symbolik. Interessant war seine Aussage, es sei äußerst wichtig, den politischen Diskurs beleidigungsfrei zu halten. Vergessen die Tatsache, dass er vor knapp zwei Jahren dem damaligen LSAP-Wirtschaftsminister Franz Fayot im Parlament „Topert“ zurief, nachdem der die ADR „rechtsextrem“ genannt hatte. ^{SP}

F I N A N Z E N

Über Defizite

„Bisschen erstaunlich“ findet Romain Bausch, Präsident des Conseil national des finances

publiques (CNFP), dass CSV-Finanzminister Gilles Roth das Defizit im Zentralstaat für dieses Jahr mit 1,4 Milliarden Euro so hoch veranschlagt wie für 2023. Lagen Ende September 2023 die Ausgaben doch 706 Millionen Euro über den Einnahmen, dagegen diesen September die Einnahmen 471 Millionen über den Ausgaben – 1,17 Milliarden Euro Unterschied. In den Augen des CNFP ist das „vorsichtig“ und „nicht schlecht“. Denn dass 2025 der *Entlaaschtungspak* mit seinen 16 Maßnahmen 421 Millionen kosten soll, sei womöglich unterschätzt, und die Regierung stelle im Haushaltsentwurf 2025 das wirtschaftliche Umfeld „viel positiver“ dar als im März. Dabei könne „geopolitisch wie makroökonomisch viel geschehen“. Donald Trumps Zölle etwa, mit ihren schwer kalkulierbaren Effekten „auf unsere offene Wirtschaft“. Was der CNFP nicht sagt: Ruft die Opposition bei den Haushaltsdebatten in drei Wochen zum Sparen auf, macht sie sich unbeliebt, nicht Gilles Roth (Foto: oh). ^{PF}

G E M E I N D E N

Eingekauft

Der Schöffenrat der Gemeinde Contern hat die seit September gegen ihn gerichteten Mobbing-Vorwürfe von zwei Mitarbeiter/innen diese Woche als unbegründet zurückgewiesen. Als Beleg führen CSV-Bürgermeisterin Marion Zovilé-Braquet sowie die Schöff/innen Stéphanie Ansay (LSAP) und Jim Schmitz (CSV) eine unveröffentlichte Untersuchung an, die sie bei dem ehemaligen PWC-Direktor und EY-Partner Pierre Mangers in Auftrag gegeben haben, der sich vor einigen Jahren als

Unternehmensberater selbständig gemacht hat. Die Anwaltskanzlei Kleyr Grasso hat den Bericht des Beraters juristisch begutachtet und festgestellt, dass die Mobbing-Vorwürfe nicht begründet seien. Der OGBL stellte diese Form der „Gerichtsbarkeit“ am Donnerstag in einer Mitteilung entschieden in Frage. Da der Schöffenrat die von einer kommerziellen Firma durchgeführte Untersuchung selbst in Auftrag gegeben und bezahlt habe, sei diese weder unabhängig noch glaubwürdig. Die Vorwürfe müssten von einer wirklich unabhängigen Kommission untersucht werden, die dem Innenminister untersteht, fordert die Gewerkschaft. ^{LL}

D ’ L A N D

Kostendeckung

Ab 1. Januar 2025 steigen der Abo- und der Kioskpreis des *Land*. Die Inflationstendenz der letzten Zeit zwingt den Verlag zu dieser Anpassung, um weiterhin kostendeckend arbeiten zu können. Ein Jahresabo kostet künftig 220 Euro, die Ausgabe am Kiosk 6,50 Euro. Bei den Studentenabos ändert sich nichts. Das *Land* finanziert sich derzeit zu je einem Drittel aus dem Abo- und Kioskverkauf, aus Anzeigen und Bekanntmachungen sowie der staatlichen Pressehilfe. Redaktionelle Unabhängigkeit ist für kein Medium ohne ökonomische Unabhängigkeit denkbar. ^{PF}

Berichtigung

Anders als im *Land* vom 15.11. dargestellt, endet das Mandat von Staatsrat Lucien Lux nicht im Januar 2026, sondern im Januar 2029. Ausscheiden wird er aber schon am 13. September 2028 beim Erreichen des Höchstalters von 72 Jahren.

|||||

30 Milliarden, alles gut?

||||| Peter Feist

Die Rentenreserve im Allgemeinen Regime könnte bis Jahresende auf 30 Milliarden Euro steigen. Diese Information des *Land* bestätigte der Kompensationsfonds (FDC) der Pensionskasse CNAP – im Prinzip: „Wie sich die Finanzmärkte bis dahin entwickeln, können wir natürlich nicht voraussehen. Beim aktuellen Stand der Investitionen gehen wir aber davon aus, dass die Sicav des FDC ein ähnlich gutes Resultat erzielt wie 2023.“ Dann werde „die Gesamtreserve sich höchstwahrscheinlich auf +/- 30 Milliarden Euro belaufen“. 2023 betrug der Erlös der Sicav 2,29 Milliarden. Weitere 300 Millionen Euro verdiente der FDC auf Investitionen in Luxemburg. Was die Rentenreserve auf 27,39 Milliarden hob.

30 Milliarden werden in den Diskussionen um die Renten ein Argument gegen eine Reform

liefern. Doch die Rentenreserve ist nur ein Puffer, wenngleich ein großer. Und nicht immer erzielt die Sicav einen *taux de rendement* von 10,4 Prozent wie 2023 und vielleicht auch 2024. In den Wirren des Jahres 2022 hatte sie auf ihre Investitionen 3,1 Milliarden Euro verloren. Die Rentenreserve ging dadurch auf 24,5 Milliarden Euro zurück.

Politisch relevanter wird sein, was der Mehrjahreshaushalt 2024-2028 andeutet: Schon 2026 könnte auf die Reserve zurückgegriffen werden müssen, um die Ausgaben der CNAP zu bestreiten. Nicht 2027, wie die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) 2022 geschätzt hatte, und nicht 2028, wie sie es im Juni für absehbar hielt. Letzten Endes hängt das von der Entwicklung der Beschäftigung und damit der Beitrags-

zahler ab. Die Schätzung der IGSS vom Sommer beruhte auf Statec-Zahlen vom April. Mittlerweile schätzt das Statec den Zuwachs im *emploi* pessimistischer ein. Die IGSS griff das für den Mehrjahreshaushalt auf.

Für Spannung sorgt, dass die genaue Finanzlage der Rentenkasse stets mit Verspätung klar wird. Derzeit ist ein Verordnungsentwurf unterwegs, der die *prime de répartition pure* – das Verhältnis der Ausgaben der CNAP gegenüber ihren Beitragseinnahmen – für 2023 festlegt. Am 1. Januar tritt die Verordnung in Kraft; so geht das jedes Jahr. Mit 22,33 Prozent ist die *prime* für 2023 noch weit entfernt von den 24 Prozent, bei deren Erreichen laut Rentenreformgesetz von 2012 die Anpassung der schon bestehenden Renten (und der Pensionen im öffentlichen Sek-

tor) an die Reallohnentwicklung um mindestens die Hälfte gekürzt würde. Würden die 24 Prozent bereits 2026 erreicht, würde das im Sommer 2027 klar und Anfang 2028 amtlich. Erst dann könnte die Regierung einen Gesetzentwurf schreiben, um die Rentenanpassung zu kürzen. Dass dazu ein Spezialgesetz nötig ist, war Teil des Kompromisses von 2012. Sodass eine Mini-Rentenreform, mit allen Konflikten, mitten in den Wahlkampf 2028 fiele. Oder die nächste Regierung bekäme es damit zu tun, kaum dass sie im Amt ist – falls die Beschäftigung stärker wächst. Um solchen Aussichten zuvorzukommen, dürfte die CSV-DP-Regierung eine große Rentenreform noch in dieser Legislaturperiode für umso nötiger erklären. Die Oppositionsparteien könnten sich dem anschließen. Mit der Höhe der Reserve hätte das nichts zu tun. ●

Déi bannenzeg Sécherheet

IIII Bernard Thomas

Pascal Peters veut favoriser le « community policing » et pointe les limites de la « war on drugs ». Portrait du nouveau directeur général de la Police

Pascal Peters fait preuve de beaucoup d'ouverture d'esprit ; du moins pour un directeur général de la Police. Dans ses interviews, il se réfère à la « philosophie du *community policing* » et plaide pour plus de « diversité » (*Wort*, 23 mai). Il ose également pointer les limites de la « war on drugs » : « Tant qu'il y a une demande, il y a une offre ; et nous, on fait déplacer un peu l'offre dans d'autres quartiers, mais on ne résout pas le problème de la demande. » (*Le Quotidien*, 30 septembre). Le syndicat policier loue ses compétences sociales, sa disponibilité et son ouverture. La politique l'apprécie également. On le décrit comme « intègre », « sobre » et « réfléchi ». Contrairement à Philippe Schrantz, son prédécesseur, Peters n'a pas peur des médias. Il communique beaucoup, s'affichant patient, pédagogue et peu autoritaire.

Natif de Differdange, Pascal Peters a grandi dans une famille d'enseignants. Son père était prof de chimie, sa mère institutrice. Son enfance et son adolescence, il les a passées à Reckange-sur-Mess, où ses parents, comme de nombreux *Minettsdäpp* de la classe moyenne, avaient déménagé au début de la crise sidérurgique. En 1992, son bac en section maths en poche, Pascal Peters s'inscrit au Hårebierg, où il opte pour la gendarmerie. Parmi ses anciens potes du Lycée Michel Rodange, il est le seul à avoir choisi cette voie, finalement très atypique pour son milieu. Il aurait cherché « un défi », dit-il, ainsi que des études lui permettant de rester actif et de continuer à faire du sport, notamment du basket. Ses parents auraient accepté son choix : « Dat war nie een Thema ».

Peters entame alors la formation qu'ont suivie tous les officiers de sa génération : Deux ans à Bruxelles à l'École royale militaire, deux autres à l'Université de Liège, et une dernière à l'École de gendarmerie à Melun en France. Un mélange de droit et

« On sait que c'est un milieu très spécial dans lequel ces gens travaillent tous les jours. Il faut bien-sûr faire attention à ne pas perdre le Nord »

Pascal Peters sur l'unité de Police dissoute de la Gare

de pénologie, avec un peu de sociologie, de psychologie et de médecine légale. Durant les vacances universitaires, il suit des stages à la gendarmerie au Luxembourg. La philosophie de l'époque restait largement répressive en Europe. Pascal Peters se rappelle les émeutes de mineurs en Flandre et les années Pasqua en France. « Dat war méi *strong policing*... Quand j'ai commencé, c'était vraiment encore 'Force à la loi' », dit-il, en référence à l'union qui était gravée sur les boutons et les ceinturons des gendarmes français (à côté de la devise « Respect aux personnes et aux propriétés »).

En 1997, Pascal Peters intègre une gendarmerie qui, dit-il, restait fortement marquée par l'« esprit militaire » et le « casernement ». Au lendemain de sa fusion avec la Police, initiée en 1999 par le socialiste Alex Bodry, elle aurait peu à peu cessé d'être « un milieu à part », commençant son « intégration dans la société ». Qu'en est-il de l'affaire *Bommeleeër* ? Les jeunes recrues interrogeaient-elles leurs collègues sur cette série d'attentats terroristes dont il fait aujourd'hui peu de doutes qu'elle émanait des forces de l'ordre ? « J'ai souvent entendu dire que si on n'avait pas

connu l'époque on ne pourrait pas vraiment comprendre », se souvient Peters. Si les accusations étaient avérées, ce serait « grave ». Mais, ajoute-t-il aussitôt, il faudrait remettre les faits « dans le contexte de l'époque ». Pour lui, personnellement, les années 1980 seraient toujours restées « presque abstraites ».

En 27 ans, Pascal Peters a patiemment parcouru toutes les stations. Il a été gendarme de terrain dans l'Ösling puis à Esch, commandant à l'Unité spéciale, chef de département à l'Inspection générale de la Police, directeur adjoint des opérations, chef de la « police administrative » (de ceux qui portent des uniformes). Il ne restait plus qu'un échelon à grimper : La direction générale. Peters l'a fait en juin 2024. Comme candidat, il était de facto incontournable.

Depuis son QG au Findel, une suite de bâtiments (dont l'ancien siège de Ferrero) reliés entre eux par un dédale de couloirs anonymes, Peters a la responsabilité sur plus de 3 100 policiers, dont 2 400 en uniforme. La tâche n'est pas simple. Les policiers défrayent régulièrement la chronique judiciaire. Dernier exemple en date : En avril 2021 à Bonnevoie, un policier travaillant à la Cour grand-ducal se dispute avec sa petite amie, propriétaire d'un cabaret. Il sort son arme de service et tire cinq coups, « fir datt dat ophält mat deem Stress » : Quatre balles percutent le meuble télé, la cinquième sa jambe. Autrement plus grave, l'affaire du double meurtre dans un *penthouse* à Bereldange. En septembre 2016, un policier de 26 ans – que ses collègues avaient affublé du sobriquet « de Rosenen » – empoisonne sa sœur et son beau-frère à la cyanure de potassium. (Il pensait avoir commandé sur le *darknet* de la toxine botulique, plus lente à agir et plus difficile à détecter.) Un pompier qui avait été présent sur le lieu du crime témoigne au procès :

Alors que les secouristes tentaient de réanimer les victimes, l'accusé aurait allumé la télé pour regarder une course cycliste.

Les policiers ne se retrouveraient pas plus souvent sur le banc des accusés que d'autres catégories socioprofessionnelles, prétend Peters. Leurs procès seraient simplement « davantage médiatisés ». Le cas qui a fait couler le plus d'encre est celui des tirs mortels à Bonnevoie, suite à un contrôle de véhicule qui a mal tourné. En avril 2018, un policier de 22 ans ouvre le feu sur une Mercedes noire qui fonce droit sur lui. Le conducteur, un Néerlandais fortement alcoolisé, dévie au dernier moment. Trop tard : il est touché par deux des trois balles, et meurt des suites de ses blessures. Au procès, le Parquet fait le portrait du policier en « Law-and-Order-Typ » (*Tageblatt*). En première instance, il est condamné à cinq ans de prison, dont trois avec sursis. En appel, les juges estiment que la jeune recrue a agi en légitime défense. L'ex-policier sort blanchi de la Cité judiciaire.

Les stagiaires de l'école de police se retrouvent fréquemment aux prises avec la Justice. Un élève policier et « Freizeitwrestler » se déchaîne contre un collègue (qui s'était mis en couple avec son ex) en novembre 2016 dans une discothèque au Limpertsberg. De manière répétée, il frappe la tête et le visage de celui-ci, jusqu'à lui fracturer le plancher de l'orbite. Quelques mois plus tôt, devant une autre discothèque, le même flic-catcheur était impliqué dans une bataille rangée entre policiers et soldats. Et la liste continue. En juillet 2022, moins de trois mois après son assermentation, un policier est placé en détention provisoire. Il vient d'être pris en flagrant délit de cambriolage. Le propriétaire de la maison, expert en arts martiaux, a réussi à immobiliser le visiteur. Le *Wort* cite une source selon laquelle le jeune policier aurait expliqué avoir agi « fir de Flipp ».



Pascal Peters, ce mercredi à la direction générale de la Police, au Findel

Sven Becker



Cette accumulation de « faits divers » inquiète. D'autant plus que la Police vient d'ouvrir grand les portes des recrutements : 200 postes sont à pourvoir annuellement. Dans un éditorial, le *Wort* pointe le danger « dass vermehrt 'schwarze Schafe' die Uniform tragen ». Pascal Peters pointe les garde-fous : Avant d'être admis à l'école de Police, chaque candidat doit passer des entretiens et des tests psychologiques, qui seraient « relativement sévères ». Ensuite, durant les deux années de formation, on tenterait de filtrer les élèves qui ont choisi la Police pour les mauvaises raisons, en accordant une attention particulière aux « comportements ». Dix à quinze pour cent des élèves finiraient d'ailleurs par être relégués, en partie à cause du non-respect « des valeurs que nous voulons promouvoir ». Un des principaux défis que Peters veut relever, c'est « l'élargissement du *Spektrum* » des recrutements. Une campagne médiatique tente de positionner la Police comme « employeur attractif », notamment pour les bacheliers et les femmes. (Celles-ci représentent actuellement moins de quinze pour cent des agents en uniforme.)

Mais il y a plus alarmant que les violences commises par de jeunes recrues dans leur conduite privée. Les violences commises par des policiers dans l'exercice de leur fonction pourraient indiquer, elles, des problèmes plus structurels. Au fil des décennies, une culture toxique s'est développée dans certains commissariats, surtout ceux situés dans les *hotspots* et laissés longtemps dans un état de délabrement matériel. (Le nouveau commissariat de Differdange a été ouvert en mai 2023, ceux d'Esch et d'Ettelbruck sont en cours d'étude.)

Le 20 mai 2023, pendant la nuit de l'ING Marathon, un homme capverdien est passé à tabac dans la cellule de dégrisement du commissariat de la Gare. Tandis qu'un policier aurait frappé le détenu, deux autres auraient observé sans intervenir. C'est un jeune policier de 22 ans, qui venait de rejoindre le commissariat trois semaines plus tôt, qui est chargé de rédiger le rapport d'intervention. Son supérieur l'aurait poussé à maquiller le compte-rendu. Le jeune s'exécute, intimidé. Plus tard, alors qu'il a quitté le commissariat de la Gare, il finit par dénoncer ses anciens collègues. Les trois policiers impliqués dans les violences présumées vont passer plus de deux mois en détention préventive à Sanem, tout comme le commissaire en chef soupçonné de falsification.

En août 2013, *Le Quotidien* évoque un « système de mérite très spécial » qui aurait eu cours à la Gare : « Un certain nombre de flics ripoux » auraient harcelé les jeunes recrues, « tenues d'obéir et de se taire ». Trois mois plus tard, le *Wort* publie des extraits de mails adressés par l'accusé à une partie de ses collègues qu'il désigne comme « Bridder an zolitt Faischt vun der Gare » ou comme « meng roosen Amigos vun der Gare ». Ces

échanges exposent l'atmosphère toxique qui régnait dans le commissariat. En novembre 2023, l'unité de police du quartier Gare est dissoute. (L'enquête serait clôturée, annonce le *Wort* en juin dernier, le Parquet pouvant désormais décider d'engager des poursuites.)

« On sait que c'est un milieu très spécial dans lequel ces gens travaillent tous les jours », commente Pascal Peters. « Il faut bien-sûr faire attention à ne pas perdre le Nord. » Le jeune *whistleblower* travaillerait toujours dans un commissariat, il ne serait donc pas devenu un paria, rassure-t-il. La violence policière présumée à la Gare révèle-t-elle un dysfonctionnement plus systémique ? L'affaire serait « intern opgeschafft », promet Peters. Toutes les « conclusions nécessaires » en seraient tirées. Et de marteler : « La culture générale » au sein de la Police n'accepterait pas de tels agissements qui seraient « contraires à nos valeurs ».

L'affaire de la Gare en rappelle une autre. Il y a neuf ans, trois policiers eschois étaient condamnés pour corruption passive et entrave à la justice. Entre juillet 2010 et décembre 2012, le trio avait pris l'habitude de finir ses services de nuit au comptoir d'un cabaret, rue d'Audun à Esch. Ils s'étaient liés d'amitié avec le propriétaire. Le fait que des femmes se prostituaient dans les « séparés » au sous-sol ne semble pas les avoir gênés. Au contraire, ils auraient prévenu le tenancier en amont des contrôles de la Police et des Douanes. Durant le procès, le procureur remarque qu'une bonne partie des policiers eschois se seraient « in diesem Milieu verrannt » (*Tageblatt*). « Ich habe der ganzen Escher Polizei Drinks ausgegeben », déclare le propriétaire du cabaret. Un des policiers accusés abonde dans le même sens : « In Esch war das eben so [...] Da wurden die jungen von den alten Beamten angelernt. Man wollte halt mit dem Strom schwimmen » (*Wort*).

Pendant cinq ans, Pascal Peters a travaillé à l'Inspection générale de la Police (IGP). S'est-il fait beaucoup d'ennemis à ce poste ? « Si on n'a rien à se reprocher, on n'a pas à craindre l'IGP », répond-il. Même s'il admet que convoquer un collègue dans une audition « dat wor scho speziell ». Mais on aurait toujours enquêté « de manière propre, à charge et à décharge ». Par moments, Pascal Peters parle comme un technocrate, évoquant les processus qu'il a implémentés ou les « formations de management » qu'il a suivies. Il faudrait intégrer les « best practices » au Luxembourg, dit-il. Peters y a réussi avec la « police locale ». Durant les campagnes électorales de 2023, Lydie Polfer et le CSV avaient promis une *Gemengepolice* « soumise au maire ». La montagne aura accouché d'une souris, sous forme d'une patrouille à pied et d'un brassard bleu. Les policiers se relaient selon un système de rotation et restent intégrés dans leur chaîne de commandement. On peut y voir un début de

la police de proximité, chère à Peters. Mais telle que la vendaient le DP et la CSV, la *Gemengepolice* est restée en tout cas une chimère.

En principe, Peters se déclare ouvert à l'intégration des non-Luxembourgeois (mais parlant les trois langues administratives) dans la Police. Face au *Land*, il explique que pour être crédible dans un rôle de « community policing », la Police devrait être « le reflet de la société » qui est constituée à cinquante pour cent de non-Luxembourgeois. « Iergendwann muss een sech déi Fro stellen », au plus tard le jour où les candidats viendraient à manquer, dit Peters. Pas sûr que les troupes de Peters soient prêtes à l'entendre. En juillet, *RTL* a révélé une vidéo enregistrée dans le commissariat central et qui circulait depuis plusieurs semaines. On y entend un stagiaire se faire insulter par ses collègues : « Ale, wat ass dat ? » « T'ass e Fransous. » « Dat ass mir schäiss-egal, e soll meng Sprooch léieren dee Wichsert. » « D'Police hëllt och all Schäiss. » La cible de ses attaques xénophobes est un policier-stagiaire binational qui parle le luxembourgeois avec un accent français.

La direction de la Police a réagi illico en condamnant les insultes comme « inappropriées » et « inacceptables », allant « absolument à l'encontre des valeurs de la police. » Le lendemain, Fred Keup décide de jeter de l'huile sur le feu. Dans une question parlementaire, le député ADR s'enquiert : « Wéi een Niveau am Lëtzebuergesche gëtt am Moment fir déi eenzel Karrière bei der Police verlaangt ? » Le ministre des Affaires intérieures, Léon Gloden (CSV), répond et sous-entend : « Ech gi dovunner aus, datt Dir mat Ärer Fro dësem Sujet keng populistesch Konnotatioun wëllt ginn. »

Face au *Land*, Peters affiche une politique de zéro tolérance : « Dat geet guer net ». Le dossier aurait été transmis au Parquet, des mesures disciplinaires seraient « évidemment » à l'étude. Il assure que ce genre de « dérapage » ne serait « pas du tout accepté *am Corps* ». Or, les sociologues estiment que l'extrême-droite est sur-représentée dans la Police. C'est ce que confirment les sondages en France, selon lesquels plus de cinquante pour cent des policiers et gendarmes voteraient RN. Peters dit ne pas avoir connaissance de tels sondages pour le Luxembourg. Il martèle son message : Le racisme serait absolument contraire aux valeurs de la Police. Et de se référer au Code de déontologie, élaborée il y a cinq ans à l'aide d'Erny Gillen, ex-vicaire général et PDG de Moral Factory sarl.

Par moments, Pascal Peters se démarque de la rhétorique « law & order » dont le CSV et le Starter DP ont fait leur fonds de commerce. Par exemple quand il évoque la répression contre la drogue. La Police ne serait « qu'un acteur parmi

beaucoup d'autres ». Elle pourrait « désamorcer certaines situations » mais pas « résoudre le problème » qui serait « sociétal ». Lors de son récent passage sur *RTL*, la procureure générale Martine Solovieff a critiqué l'actionnisme dans le quartier de la Gare. La Police serait poussée par la politique à « faire du chiffre ». Les affaires entrant au cabinet d'instruction n'auraient « pas la même qualité, pas la même gravité que par le passé ». On arrêterait surtout de petits dealers « avec trois ou quatre grammes », qu'on finirait de toute manière par relâcher au bout de deux semaines.

Pascal Peters s'en explique : « Plus on est présents, plus on voit des choses... Et ces choses nous sommes tenus de les rapporter au Parquet. » La sortie de Solovieff a très peu amusé le député Laurent Mosar (CSV) qui interroge la ministre de la Justice dans une question parlementaire : « Géif dat och bedeiten, dass d'Drogekonsumente net méi vum Parquet poursuivéiert ginn ? » Une manière de rappeler le programme électoral du CSV qui avait revendiqué une « répressive Drogenpolitik », tout en promettant : « Der Strafkatalog für Drogendelikte wird verschärft ». (L'accord de coalition ne perd, quant à lui, pas un mot sur la question.)

Un chef de police ne critique pas les mesures de son ministre. Pascal Peters monte la défense du « Platzverweis généralisé » souhaité par Léon Gloden (CSV). Cette mesure, dit-il, constituerait une bonne alternative à la détention administrative qui s'avérerait souvent démesurée. Déposé fin juillet, le projet de loi vise ceux qui troublent « la tranquillité, la salubrité ou la sécurité publiques » ou simplement ceux qui « importunent les passants ». Ils peuvent être « éloignés », « au besoin par la force », à une distance qui ne peut dépasser « un rayon d'un kilomètre ». Sur *RTL-Radio*, Martine Solovieff se montrait très peu rassurée : « Dat do geet, mengen ech, awer ze wäit ». Les critères seraient vagues et ouvriraient la porte à l'arbitraire : « C'est à la tête du client... une appréciation subjective du policier ».

Les critères ne seraient pas flous, rétorque Peters, du moins pas plus flous que ceux qui définissent le « trouble à l'ordre public ». De toute manière, rassure-t-il, la Police se donnerait des directives internes pour contrer les abus. Le « Platzverweis » serait un instrument de la « Gefahrenabwehr », il serait notamment à employer lors de matchs de foot. Pas sûr que la politique ait les mêmes intentions. En juillet 2022, Léon Gloden avait déclaré devant la commission de la Sécurité intérieure que son parti souhaitait pouvoir éloigner une personne « qui glandouille devant une vitrine d'un commerce ». Lors de son passage sur le podcast *Gëlle Fro*, Luc Frieden a parlé d'amis à lui qui n'oseraient plus traverser la place Hamilius le soir : « Well der do lauter sëtze déi eng Onsécherheet – reell oder empfonnt – ausstralen ». ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Rechter Zeitpunkt

Vorige Woche erinnerte sich der DP-Abgeordnete Gusty Graas: „Hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mer elo schon wäit iwwer e Joerzengt iwwer eng eventuell Unerkennung vu Palästina.“

Im Grunde seit 77 Jahren. Die Vollversammlung der Vereinten Nationen verabschiedete am 29. November 1947 die Resolution 181. Sie verfügte: „Independent Arab and Jewish States [...] shall come into existence in Palestine [...] not later than 1 October 1948.“ Damals wollte die CSV/Groupement-Regierung sich enthalten. Dann beugte sie sich den „pressure tactics“ der USA, wie es im Plenum hieß. Sie stimmte dafür.

Am 17. Dezember 2014 verabschiedete das Parlament eine Motion, die „invite le Gouvernement à reconnaître formellement l’État de Palestine [...] au moment qui sera jugé le plus opportun“. Das war eine Einladung, kein Beschluss. Über die diplomatische Anerkennung eines Staates entscheidet alleine die Regierung.

2014 ging es Regierung und Parlament nicht um Palästina. Sondern um außenpolitische Entscheidungsgewalt. Die jede Regierung mit allen Mitteln gegen das Parlament verteidigt. Außenpolitik scheint zu wichtig, um sie parlamentarischen Unwägbarkeiten auszusetzen.

Die Regierung, die Parlamentsmehrheit wollten Palästina nie anerkennen. Die Palästinenser vertreten keine westlichen Werte. Freiheit, Rechtsstaatlichkeit, Gleichheit, werden ihnen seit Generationen vorenthalten. Anders als Israel: der von den USA bewaffnete Vorposten westlicher Wertpapiere inmitten der Erdölfelder des Nahen Ostens.

146 Staaten haben Palästina anerkannt. Deshalb sprechen sich Regierung, Parlamentsmehrheit nicht offen gegen eine Anerkennung aus: Sie sei gut und richtig. Nur der rechte Zeitpunkt sei noch nicht gekommen. Die Taktik hat sich bewährt. Mit ihr verhinderten liberale und klerikale Notabeln jahrzehntelang die Einführung des allgemeinen Wahlrechts.

Nunmehr „zéng Joer laang war et net dee richtege Moment“. So David Wagner von déi Lénk. Der linke Zeitpunkt kam auch nicht vorige Woche. Weil die Kriterien „net erfüllt sinn, vu kenger Säit“. So der CSV-Abgeordnete Laurent Zeimet. „Dofir ass de Moment fir eng Unerkennung vu Palästina fir eis elo net opportun.“ ADR-Abgeordneter Fred Keup gab sich untröstlich: „Datt et am Moment wierklech net den Zäitpunkt ass, fir Palästina unzekerennen, esou gär wéi mer dat och wäerten eng Kéier wëlle maachen.“

Um den rechten Zeitpunkt hinauszuschieben, ändern Regierung, Parlamentsmehrheit die Kriterien. Außenminister Xavier Bettel verlangte, „dass eng Fräiloossung vu Geiselen, dass e Cessez-le-feu muss do sinn“. Der CSV-Sprecher ergänzte: Israel gehört zuerst von seinen Nachbarn anerkannt, eine europäische Einigung sei nötig, die Bereitschaft zu Friedensverhandlungen, der Respekt des Völkerrechts, der Menschenrechte.

Dann lehnte das Parlament eine Anerkennung wieder ab. 2014 stimmten drei Abgeordnete gegen die Anerkennung. Vergangene Woche waren es 42. Die CSV hatte sich 2014 enthalten. Jetzt ist sie mit der DP dagegen. Unterstützt von der ADR. Die mit der rechtsextremen Regierung in Jerusalem sympathisiert. Und von den Piraten. Die mit der CSV sympathisieren, wenn die Kriminalpolizei klingelt.

So wird Zeit geschunden. Bis der „moment qui sera jugé le plus opportun“ eintritt. Bis die israelische Armee das „Palästinenserproblem“ gelöst hat: Wenn sie Gaza unbewohnbar gemacht hat wie den Mond. Wenn sie die letzten Palästinenser aus dem Westjordanland vertrieben hat. Dann erübrigt sich mangels Staatsgebiets eine „Zweistaatenlösung“. Dann ist die 1947 begonnene Nakba abgeschlossen. Premier Frieden lässt Minister Bettel dann eine Botschaft in Jerusalem eröffnen. Die Abgeordneten Zeimet, Graas und Keup bringen eine ausgewogene Resolution ein. ● ROMAIN HILGERT

Maximize

IIII Pierre Sorlut

« Look at our share », interpelle le directeur général de SES, Adel Al-Saleh. « Vous avez vu la performance de notre action en dépit des bons résultats réalisés au troisième trimestre », insiste-t-il vendredi dernier, lors d’une réunion en ligne avec les salariés du siège. Le chef de l’opérateur de satellites depuis l’automne 2023 informe son personnel que la direction entre dans la phase de négociations d’un plan social « pour Betzdorf spécifique-ment ». Vendredi dernier, le titre SES s’échangeait à 3,39 euros en bourse.

« The impact that we’re looking at is about 80 employees », précise Adel Al-Saleh. À ses côtés : Fabien Loeffler, nommé en septembre au titre inédit pour l’entreprise de *chief transformation officer*, et la DRH, Veronika Ivanovic. La « chief people officer » est arrivée en septembre après avoir travaillé dix ans pour Vodafone où elle a conduit ces derniers mois des restructurations de grande envergure. Le plan social en discussion chez SES intervient après l’annonce, en mai, de l’acquisition pour 2,8 milliards d’euros de l’opérateur américain Intelsat. L’opérateur luxembourgeois de satellites lutte pour sa survie sur un marché ultra-concurrentiel. Les deux acteurs historiques unissent leurs satellites en moyenne orbite et en géostationnaire face aux constellations en basse orbite d’Elon Musk (Starlink) et de Jeff Bezos (Kuiper) qui tirent les prix et les marges vers le bas. En avril, l’information (parue sur *Bloomberg*)

d’un nouveau rapprochement entre SES et Intelsat (après un échec en juin 2023) avait fait chuter l’action de 18 pour cent (de 5,53 à 4,56 euros).

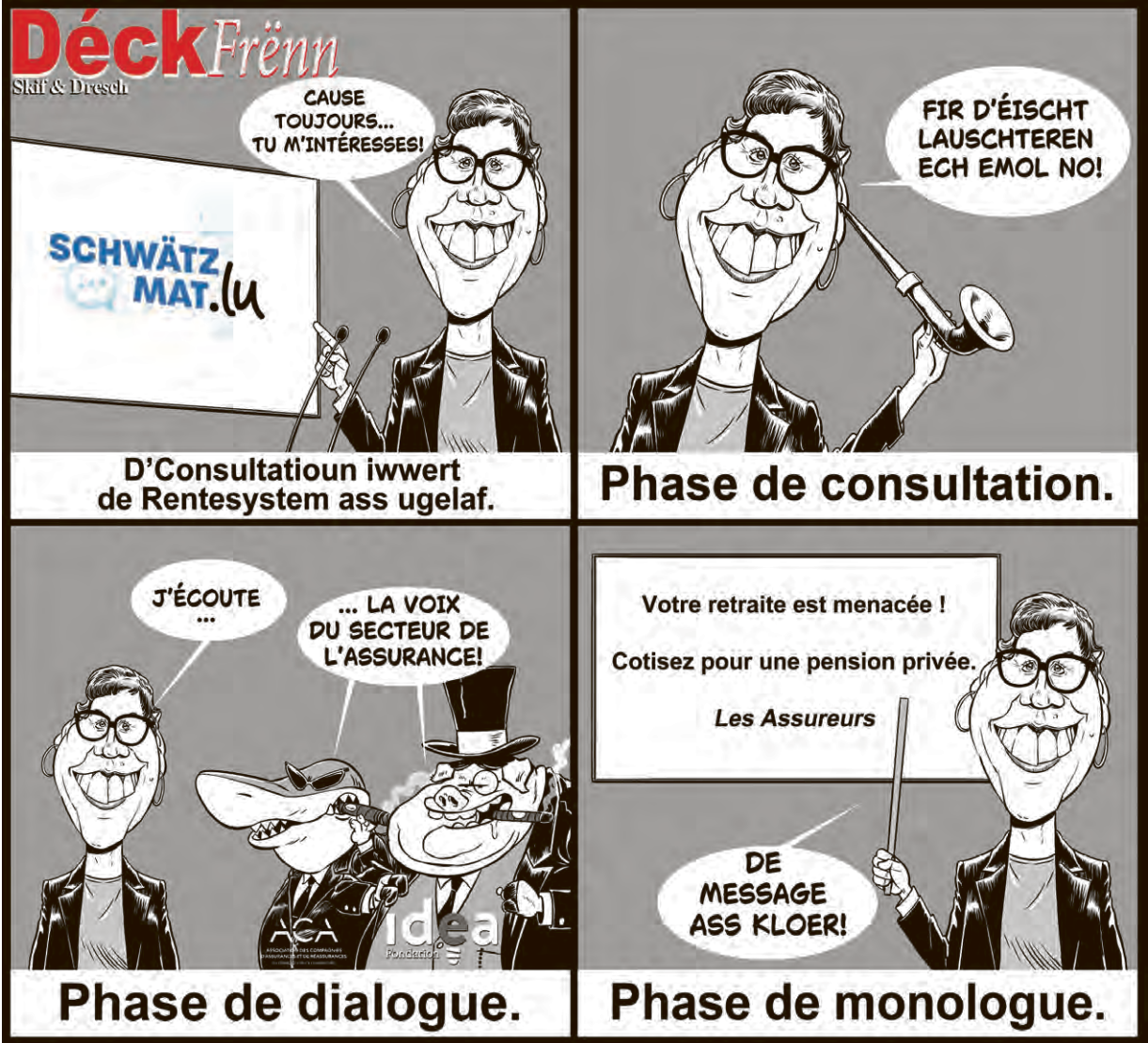
L’acquisition est contrôlée par les autorités et leur accord est attendu courant 2025. « Nous ne savons pas ce que va donner précisément la transaction avec Intelsat avant d’avoir de vraies données », explique le CEO à ses employés. « Le narratif sur le marché, c’est que tout le monde a perdu. Seul Starlink tire son épingle du jeu. Il ne faut pas perdre de temps », prévient le dirigeant. Or, la « structure de coûts » de l’entreprise « does not match » avec celle de la concurrence : « C’est pourquoi on fait ce qu’on fait ». Il partage son « sentiment » : « Si on ne fait rien pour l’entreprise, alors elle ne survivra pas ». Veronika Ivanovic se veut emphatique et promet un processus des plus « humain ».

Parallèlement, SES développe des activités en Inde : « Ce n’est pas qu’une affaire de coûts. C’est le pays qui produit le plus de PhDs », détaille le directeur général. Tous les concurrents auraient déjà des bureaux sur place. « L’Inde ne sera jamais aussi importante que Betzdorf », rassure-t-il. Le *transformation manager* précise que deux tiers des emplois supprimés seront ouverts en Inde à terme. SES emploie au Luxembourg 600 de ses 2 000 salariés. Interrogée sur d’éventuels autres licenciements à l’étranger, la porte-parole de l’entreprise ne veut commenter.

Mais la digestion d’Intelsat pourrait aussi entraîner des suppressions de postes. « Le boulot de la direction, c’est de faire en sorte que cela n’arrive plus (les restructurations, ndlr) », s’avance Adel Al-Saleh face aux employés.

Dès vendredi, les syndicats se sont offusqués de l’annonce du plan social. L’OGBL et le LCGB demandent un plan de maintien dans l’emploi. L’État détient 37 pour cent des droits de vote dans SES. « Cette décision est également tout à fait incohérente avec les efforts du gouvernement Frieden-Bettel pour attirer des talents au Luxembourg », soulignent les syndicats. Interrogé samedi sur *RTL Radio* à ce sujet, le Premier ministre, Luc Frieden (CSV), n’a pas voulu se prononcer sur un éventuel plan de maintien dans l’emploi. Le chef du gouvernement s’est contenté d’assurer que « quelques centaines de personnes » resteraient au Luxembourg, où le groupe est né dans les années 80.

Les syndicats demandent en outre à ce que la rémunération du CEO soit aussi concernée par les économies. Celui-ci a gagné neuf millions d’euros (bruts) en 2023. Les quatre administrateurs luxembourgeois, des hauts fonctionnaires et François Thoma (directrice de la BCEE) ont touché entre 90 000 et 124 000 euros (bruts) en 2023. Malgré l’annonce du plan social, le titre SES a encore perdu trois pour cent de sa valeur cette semaine. Il s’échange à 3,28 euros ce jeudi. ●



Le « plan Albanie » de Meloni tombe à l’eau

IIII Simon Rico

Les centres délocalisés par l’Italie de l’autre côté de l’Adriatique ont ouvert à la mi-octobre, mais n’ont toujours pas accueilli le moindre demandeur d’asile

Le 4 novembre, les garde-côtes italiens ont intercepté un groupe de plusieurs dizaines de personnes au large de l’île de Lampedusa, entre la Tunisie et la Sicile. Tous ont été transférés à bord du navire militaire *Libra*, où une « procédure de vérification » a eu lieu. L’objectif : déterminer qui parmi eux pourrait être envoyé vers l’Albanie. En vertu de l’accord signé fin 2023 entre Rome et Tirana, seuls les hommes majeurs, en bonne santé physique et mentale, n’ayant pas subi de violences ou de traite et originaires de pays considérés comme sûrs sont éligibles à ces transferts le temps de l’étude accélérée de leurs demandes d’asile. Une externalisation de la gestion des flux migratoires inédite au sein de l’Union européenne, mais qui pose de nombreuses questions, notamment en cas d’expulsion pour ceux qui seront déboutés.

Finalement, à peine huit d’entre eux, venus d’Égypte et du Bangladesh, ont repris la mer à bord du patrouilleur, qui a mis le cap vers le port de Shëngjin, à plusieurs centaines de milles marins de là. Un périple aussi dispendieux que polluant pour un si petit groupe, comme l’ont relevé des médias des deux rives de l’Adriatique. D’autant plus qu’aucun migrant n’a pu rester en Albanie. L’un d’eux a très vite été rapatrié vers l’Italie : la visite médicale a mis en évidence sa « vulnérabilité ». Les sept autres ont ensuite connu le même sort après qu’un tribunal de Rome a suspendu, le 11 novembre, leur détention. « Ils ne peuvent pas rester dans les centres, mais ils ne peuvent pas non plus être laissés libres sur le territoire albanais », résume le *Corriere della Serra*.

Le bras de fer continue

Pour justifier leur décision, les juges ont rappelé l’obligation constitutionnelle qu’a l’Italie de se conformer au droit européen et ils ont donc saisi la Cour de Justice de l’Union européenne (CJUE). L’institution basée à Luxembourg devra trancher. Le point d’achoppement concerne la liste des « pays sûrs » d’origine des demandeurs d’asile. Voilà qui est crucial : seuls les requérants dont les demandes d’asile traitables en procédure accélérée – 28 jours maximum – sont éligibles à une détention dans les centres délocalisés en Albanie. Or, ce n’est pas le cas pour ceux venant d’un pays dit non sûr. Quant à la définition de ce qu’est, ou non, un pays sûr, voilà l’autre clarification que demandent les magistrats italiens à la CJUE depuis déjà plusieurs semaines. Ce motif a été invoqué lors du premier transfert, invalidé à la mi-octobre, et dans plusieurs autres décisions concernant des migrants arrivés sur le sol italien.

Le « plan Albanie » vanté par Giorgia Meloni est-il en train de tomber à l’eau après avoir accumulé les retards dans sa mise en place ?

Ulcérés par les revers judiciaires qui s’accumulent, la présidente du Conseil et ses alliés d’extrême-droite dénoncent une « justice politique » qui œuvrerait « contre les Italiens et leur sécurité », selon les mots de Matteo Salvini... Lui-même encourt six ans de prison pour séquestration de personnes et abus de pouvoir lorsqu’il avait, en tant que ministre de l’Intérieur, empêché le navire de l’ONG *Open Arms* d’accoster à Lampedusa en 2019. De leur côté, les magistrats réfutent ces accusations de partialité et se rangent derrière le droit. Le gouvernement a bien tenté de leur faire manger leur chapeau en adoptant en urgence un décret le 21 octobre modifiant la liste des « pays sûrs ». L’Italie reste toutefois en porte-à-faux avec le droit européen puisqu’y figurent toujours

l’exception des juifs, des homosexuels, des opposants politiques, des personnes roms et d’autres groupes minoritaires », soulignent-ils dans un communiqué publié le 25 octobre, en ajoutant que « la même chose pourrait être dite de l’Italie sous le régime fasciste ». Du côté des associations de défense des droits humains, elles aussi dans le viseur de l’extrême droite au pouvoir à Rome, on se félicite de décisions de justice qui mettent du plomb dans l’aile à cet accord controversé conclu avec l’Albanie d’Edi Rama, dont l’objectif est de favoriser son intégration européenne. « Combien de temps encore le gouvernement italien continuera cette farce inhumaine ? », s’interroge par exemple l’ONG *Sea Watch*, qui assure le sauvetage de migrants en mer et vient de déposer plainte contre l’État italien pour non-assistance à personnes en danger lors d’un naufrage qui a fait 21 morts le 2 septembre dernier.

En Albanie, le média en ligne indépendant *Lapsi* fait de son côté remarquer les différences majeures qui existent entre l’indépendance des institutions sur chaque rive de l’Adriatique comme l’illustre ce dossier. L’hiver dernier, la Cour constitutionnelle albanaise, saisie par l’opposition concernant une possible perte de souveraineté vu le statut d’extra-territorialité de ces centres ad hoc, s’est empressée de valider l’accord conclu par le gouvernement d’Edi Rama. À l’inverse, côté italien, les coups de boutoir de Giorgia Meloni pour imposer son « plan Albanie » n’ont pas fait plier la justice, l’un des trois piliers du pouvoir en démocratie. « Giorgia Meloni est peut-être Premier ministre, mais elle a reçu quelques gifles de la part des juges de Rome, car personne ne peut être au-dessus des lois. Pas comme en Albanie, où ce sont généralement les juges qui reçoivent les gifles », conclut *Lapsi*.

Des centres vides qui coûtent déjà très cher

En Italie, d’autres critiques se font aussi entendre contre le coût exorbitant - 670 millions sur cinq ans – de ces deux centres délocalisés de l’autre côté de la mer Adriatique, censés accueillir chaque année 36 000 demandeurs d’asile et pour lesquels 65 millions ont déjà été déboursés. Des députés d’opposition ont saisi la Cour des comptes, en dénonçant un possible « préjudice financier » pour l’Italie, surtout avec ces transferts avortés, tandis que d’autres se désolent de voir gaspillés « des fonds qui auraient pu servir pour la santé ». Pourtant, les arrivées ont été très nombreuses ces dernières semaines en Italie, avant que les températures chutent et que les traversées en mer deviennent encore plus périlleuses durant l’hiver. Alors que plusieurs milliers d’exilés ont

débarqué, moins d’une dizaine ont été envoyés en Albanie, d’où ils ont vite été rapatriés vers l’Italie. « À ceux pour qui les centres en Albanie sont le tournant de la lutte contre les trafiquants, n’avez-vous pas l’impression de vous faire rouler par Meloni et ses acolytes ? », s’interroge sur X la journaliste de *La Repubblica*, Alessandra Ziniti. Selon les informations de son journal, le gouvernement Meloni a déjà discrètement décidé de réduire la voilure : 50 des 220 employés des centres albanais vont revenir en Italie alors même que 295 postes étaient initialement prévus. Guère étonnant vu que ces installations sont vides et vont encore le rester, au moins le temps que la CJUE se prononce. Lors de leur ouverture, il y a un mois, la présidente conservatrice de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, promettait de « tirer les leçons de cette expérience » qualifiée d’innovante. On ne l’a plus entendue depuis, alors que ce « plan Albanie » vire au fiasco. ●



Giorgia Meloni et Edi Rama le 5 juin 2024 pour l’inauguration du centre de rétention de Shengjin (Albanie) géré par l’Italie

l’Égypte, le Bangladesh et la Tunisie, contrairement à la liste publiée deux semaines plus tôt par la CJUE.

« Farce inhumaine »

En outre, les magistrats italiens rappellent que « le système de protection internationale est, par nature, un système juridique de garantie pour les minorités exposées » et que les demandes d’asile devraient être examinées indépendamment du fait de venir d’un pays sûr ou non. Il faut donc comprendre qu’aucune demande ne pourrait donc être étudiée en procédure accélérée et qu’aucun requérant ne pourrait, de fait, être détenu dans les centres délocalisés en Albanie. « L’Allemagne nazie était un pays extrêmement sûr pour la grande majorité de la population allemande : à

Les centres coûtent plus de cent millions d’euros par an et peuvent accueillir 36 000 demandeurs d’asile



Das Tice-Depot
am Boulevard
Charles de Gaulle

in Esch/Alzette
muss weiter
ausgebaut werden

„Prix de Revient“

IIII Luc Laboulle

Guy Altmeisch hatte sich in der Gemeinderats-sitzung vom 8. November offenbar „verplappert“. Auf eine Frage des linken Gemeinderats Gary Diderich erwiderte der Differdinger LSAP-Bürgermeister, Mobilitätsministerin Yuriko Backes (DP) beanstandete die hohen Fahrkosten des Tice: „A Fro gött gestallt, dass dee Prix de Revient, deen den Tice kascht, fir all Kilometer ze fueren, dass do of muss gebaut ginn an dass do müssen déi verschidde Faarten iwwer RGTRs Busser geregelt ginn.“ Dadurch komme man zu einem anderen Selbstkostenpreis für den öffentlichen Transport, der die Finanzen der Gemeinden nicht mehr sprengt. Ändere sich nichts, seien die Kosten, die das interkommunale Bussyndikat verursacht, für die Gemeinden nicht mehr zu stemmen. Alleine Differdingen müsste dann künftig acht Millionen Euro jährlich zahlen, rechnete Altmeisch vor.

Die Beteiligungskosten der neun Südgemeinden, die seit nunmehr 110 Jahren das Syndicat des Tramways intercommunaux dans le canton d'Esch betreiben, sind in den vergangenen Jahren kontinuierlich gestiegen. Zahlte Differdingen 2022 noch 2,9 Millionen, wurden im dies-jährigen Haushaltsentwurf rund 5,5 Millionen Euro veranschlagt. Auch für die anderen Gemeinden hat sich der Anteil in den vergangenen Jahren fast verdoppelt. Der Beitrag des Staats ist ebenfalls gestiegen. In ihrer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage des Piraten-Abgeordneten Marc Goergen erklärte Yuriko Backes am 10. September, der Staat habe 2023 zwei Drittel (46,9 Millionen) der insgesamt 70 Millionen Euro Gesamtbetriebskosten des Tice-Syndikats gezahlt. Für 2025 sind 54 Millionen im mehrjährigen Staatshaushalt (2025 bis 2028) veranschlagt, für 2028 rund 59 Millionen. Der Hauptgrund für diesen Anstieg sind vor allem

Investitionen in die Infrastruktur. Das Busdepot mit den Reparaturwerkstätten am Boulevard Charles de Gaulle in Esch/Alzette, wo sich auch der Verwaltungssitz des Tice befindet, wurde kontinuierlich ausgebaut; weil immer mehr Busfahrer/innen aus anderen Landesteilen mit dem Auto zum Tice zur Arbeit kommen, wurde ein Parkhaus errichtet. Weil die Regierung im gesamten öffentlichen Transport bis 2030 CO₂-Neutralität erreichen will, muss auch das Tice-Syndikat seine rund 150 mit Diesel und Erdgas betriebenen Busse durch Elektrobusse ersetzen. Um die für das Laden dieser Busse benötigten Anlagen unterzubringen, muss das Depot erweitert werden, wofür dem Tice derzeit noch die nötigen Grundstücke und das Geld fehlen.

*Einer rezenten
Umfrage zufolge
zeigen sich
42 Prozent der Tice-
Fahrer/innen
unzufrieden oder
sehr unzufrieden mit
ihrer Arbeit*

Der Staatsvertrag des 1914 gegründeten Syndikats, der 2014 um zehn Jahre verlängert wurde, läuft in einem Monat aus. Der vorige Mobilitätsminister François Bausch (Grüne) hatte schon im November 2022 das Tice-Büro darüber in Kenntnis gesetzt, dass er den Vertrag kündigen werde, weil er nicht mehr mit den Anforderungen des Nationalen Mobilitätsplans 2035 (PNM 2035) übereinstimme und nicht mit dem im Dezember 2021 verabschiedeten Finanzierungsgesetz zum Régime Général des Transports Routiers (RGTR) vereinbar sei. Weil im PNM 2035 mit einem Mobilitätswachstum von 40 Prozent in den nächsten zehn Jahren gerechnet wird, wollte Bausch den öffentlichen Transport in der Südregion „massiv“ ausbauen und die Aufgaben zwischen Tice sowie dem in öffentlich-privater Partnerschaft betriebenen und integral vom Staat mit 1,27 Milliarden Euro (von 2022 bis 2032) finanzierten RGTR neu verteilen. Die Hauptlinien Richtung Hauptstadt sollen – auch grenzüberschreitend – von den CFL-Linien 60 und 70 sowie von RGTR-Bussen und ab 2035 zusätzlich von der „schnellen Tram“ und dem Bus à haut niveau de service (zwischen Esch und Audun-le-Tiche) übernommen werden. Während die Tice-Busse künftig vor allem Zubringerdienste innerhalb des Ballungsgebiets übernehmen sollen.

Die Verhandlungen über die neue Konvention hatten schon im Dezember 2022 begonnen. Unterbrochen wurden sie durch die Gemeindevahlen, nach denen der Tice-Vorstand umgebildet wurde. Weil Luxemburg seit einem Jahr auch eine neue Regierung hat, wurden die Verhandlungen erst vor den Sommerferien wiederaufgenommen. Neben Tice-Präsident Marco Lux, LSAP-Schöffe in Kayl, führen die beiden Vize-Präsident/innen Claudia Dall'Agnol (LSAP-Schöffin in Düdelingen) und Patrick Arendt (CSV-Schöf-

fe in Petingen) die Verhandlungsdelegation an. Um ihr zusätzliches politisches Gewicht zu verleihen, einigten die Südgemeinden sich darauf, der Verhandlungsdelegation den früheren Innenminister und Käerjenger *député-maire* Michel Wolter (CSV) sowie den Düdelinger *député-maire* Dan Biancalana (LSAP) als „Sonderverhandler“ zur Seite zu stellen.

Bausch hatte 2022 offenbar angekündigt, die Regierungsbeteiligung am Tice um jährlich neun Millionen Euro zu kürzen, wie der frühere Tice-Ausschussvorsitzende und FNCTTFEL-Vizepräsident Alain Sertic im Mai 2023 in einem Artikel in der *Woxx* berichtete. Inzwischen scheint diese Drohung vom Tisch zu sein. Um sich mehr Zeit zur Aushandlung einer längerfristigen Konvention zu geben, steht eine Übergangskonvention mit einer Laufzeit von einem Jahr kurz vor dem Abschluss. Das Büro des Tice hat sie bereits unterzeichnet, die Regierung noch nicht. Darin wird vereinbart, dass der Anteil des Staats für 2025 bei rund 50 Millionen Euro liegen soll (trotz der im Staatshaushalt veranschlagten 54 Millionen), während die neun Gemeinden (jeweils proportional zu ihrer Einwohnerzahl) zusammen 22,3 Millionen beisteuern. Damit einhergehen soll ein erweiterter Fahrplan, der eine neue Linie zwischen dem Ehleringer Gewerbegebiet Zare und Kayl sowie eine Verlängerung der Linie 4 vom Düdelinger Rathaus bis zum Laboratoire national de Santé vorsieht. Dadurch würde die Zahl der jährlich gefahrenen Kilometer von 5,6 auf voraussichtlich 6,2 Millionen steigen. Die Verhandlungen für die längerfristige Konvention, für die der Tice aus Gründen der Planungssicherheit eine Laufzeit von zehn oder sechs (statt den von François Bausch 2023 in Aussicht gestellten drei) Jahren und ein Finanzierungsgesetz verlangt, laufen noch.



Wer soll die Elektrifizierung der Tice-Flotte bezahlen? Die beteiligten Südgemeinden können sich das offenbar nicht leisten. Der Staat schon, doch im Gegenzug fordert er mehr Mitspracherecht

Im Mittelpunkt dieser Verhandlungen steht die Kostendeckung, wie die Diskussion um die *prime d'astreinte* in den vergangenen Wochen veranschaulicht hat. Der Staat bemängelt vor allem, die finanzielle Situation beim Tice sei „dramatisch“, die Gehälter der rund 360 Fahrer/innen zu hoch. Inklusive technisches und Verwaltungspersonal beschäftigt das Tice-Syndikat insgesamt 540 Menschen. Dass auch die Mitarbeiter eine *prime d'astreinte* erhalten, die nicht verbeamtet sind, war ein historisches Zugeständnis der lange mehrheitlich sozialistisch geführten Südgemeinden an die Gewerkschaften, das nun in Frage gestellt wird. Noch sind rund 80 Prozent der Fahrer/innen im Gemeindebeamten-Statut beschäftigt, doch weil immer weniger Kandidat/innen die *épreuve d'aptitude générale* bestehen, wurde in den letzten Jahren häufiger auf das weniger vorteilhafte Statut des *employé communal* zurückgegriffen. Mutmaßlich, um Urlaubswünsche besser erfüllen und krankheitsbedingte Ausfälle kompensieren zu können, beschäftigt das Tice inzwischen sogar (je nach Quelle) 15 bis 18 Fahrer/innen als *salariés* mit einem befristeten Vertrag.

Einer rezenten Umfrage zufolge, die der OGBL unter 221 Tice-Fahrer/innen durchgeführt hat, zeigen sich 42 Prozent unzufrieden (31,67%) oder sehr unzufrieden (10,41%) mit ihrer Arbeit. Rund 35 Prozent würden den Tice als Arbeitgeber nicht weiterempfehlen; 90 Prozent gaben an, dass sich das Arbeitsklima in den vergangenen Jahren verschlechtert habe. Besorgniserregend ist vor allem, dass rund 62 Prozent aller Befragten (von denen zwei Drittel im Alter von 23 bis 43 Jahren sind) über körperliche Probleme klagen, die durch ihre Arbeit verursacht werden. Neben mehr Respekt von und einer besseren Kommunikation mit ihren Vorgesetzten sowie besseren Arbeitsbedingungen (be-

quemere Sitze, klimatisierte Busse) wünschen die Tice-Fahrer/innen sich vor allem eine bessere Organisation von Pausen und Lenkzeiten sowie mehr Flexibilität bei der Gestaltung ihrer Urlaubspläne und eine regelmäßige und vorhersehbarere Planung ihrer Arbeitszeiten.

Hinzu kommt, dass der neue sektorielle Kollektivvertrag, den OGBL und LCGB im Februar mit dem Verband der privaten Busunternehmen FLEAA unterzeichnet haben, den Privatangestellten Vorteile (Zuschläge für Sonntagsarbeit und Überstunden) und Vergütungen (dreizehnter Monat, *prime d'amplitude*) garantiert, die dazu führen, dass das Tice-Syndikat trotz der Aussicht auf Beamtenstatut an Attraktivität gegenüber Privatbetrieben verliert.

Weil einerseits das Arbeitsklima und die Arbeitsbedingungen unvorteilhaft sind und andererseits nicht ausreichend qualifiziertes Personal gefunden werden kann, das es erlauben würde, die Arbeitsorganisation und die Urlaubsplanung zu verbessern, scheinen sich Mobilitätsministerium und Verhandlungsdelegation nun darauf geeinigt zu haben, die Schülertransporte und die Nachtbusse, die bislang vom Tice betrieben werden, an private Busunternehmen auszulagern. Auch über die Privatisierung der City-Bus-Linien in Esch/Alzette und Düdelingen wird diskutiert. Als Gegenleistung für diese Auslagerungen und um die vom Staat beanstandeten hohen Lohnkosten zu senken, soll nach und nach Personal abgebaut werden – nicht im Rahmen eines Sozialplans oder durch Entlassungen, sondern indem Fahrer/innen, die in Rente gehen, nicht mehr ersetzt werden. Diese Maßnahme würde die Arbeitsorganisation wohl nicht maßgeblich beeinflussen, da beim Tice noch viele vor allem ältere Fahrer/innen be-

Die Diskussion um die Privatisierung des Tice-Netzes ist nicht neu

schäftigt sind, die ihren eigentlichen Beruf aufgrund gesundheitlicher Probleme nicht mehr ausüben können und betriebsintern „reklassiert“ werden mussten, so dass sie lediglich kleinere Hilfs- oder Verwaltungstätigkeiten übernehmen.

Der Anteil des Staats an der Finanzierung des Tice ist in den vergangenen Jahren von 60 auf 70 Prozent gestiegen. Wenn die Regierung die (auf 160 Millionen Euro geschätzten) Kosten für die Elektrifizierung der Flotte übernimmt, wird die staatliche Finanzbeteiligung weiter zunehmen. Im Gegenzug verlangt die Regierung mehr Kontrolle über und mehr Mitspracherecht bei Personal- und Infrastruktur-Entscheidungen, sie könnte sich vielleicht sogar ein Mandat im Büro des Tice sichern, das sich bislang ausschließlich aus Bürgermeistern und Schöffen

der am Syndikat beteiligten Gemeinden zusammensetzt. Die Gewerkschaft der Gemeindebeamten, die beim Tice die Mehrheit im Personalausschuss hält, sieht darin eine „bedenkliche Entwicklung“, denn dazu müsste das traditionsreiche kommunale Syndikat aufgelöst und durch ein sogenanntes „Syndicat mixte“ ersetzt werden, schrieb die FGFC vergangene Woche in einer Mitteilung. Sie spricht sich sowohl gegen eine Privatisierung als auch gegen eine „Übernahme durch den Staat“ aus. Die Verhandlungsdelegation um Marco Lux, Dan Bincalana und Michel Wolter will sich dafür einsetzen, dass das Tice ein öffentlicher Dienst bleibt, wie die Kammer es im Juni einstimmig in einer Motion des DP-Abgeordneten Gusty Graas gefordert hatte. Allerdings müsse dieser öffentliche Dienst finanziell tragbar sein, heißt es aus der Delegation.

Die Diskussion um die Privatisierung des Tice-Netzes ist indes nicht neu. Schon Mitte der 1990-er Jahre, als das Syndikat seinen Fahrplan (gemäß den Vorschlägen des Schweizer Verkehrsexperten Heinrich Brändli) erweiterte und seine Flotte aus ökologischen Gründen teilweise auf Erdgas umstellte, warnte das Innenministerium vor einer Kostenexplosion und empfahl den „finanzschwachen“ Südgemeinden, neue Linien zunächst privaten Busunternehmen zu überlassen (*d'Land*, 13.1.1995). Das damalige Tice-Büro um den Rümelingen LSAP-Bürgermeister Will Hoffmann lehnte das jedoch ab. Ob es auch der aktuellen Verhandlungsdelegation gelingt, die Elektrifizierung der Flotte zu vollziehen und sich gleichzeitig mutmaßlichen Plänen zu widersetzen, das Tice in ein gewöhnliches „mittelgroßes regionales Busunternehmen“ umzuwandeln, wird sich in den nächsten Monaten zeigen. ●

Trumponomics

IIII Georges Canto

Ce qu'il faut attendre de la politique économique du président élu Donald Trump pour son deuxième mandat

L'inflation a été au cœur de la campagne de Donald Trump. Le candidat républicain en a fait porter la responsabilité sur l'administration sortante et a promis de l'éradiquer. Or, si certaines mesures annoncées sont effectivement de nature à ralentir la hausse des prix, d'autres volets-clés du programme économique et politique du président élu pourraient avoir l'effet contraire. La préservation du pouvoir d'achat a aussi été un thème majeur de l'élection présidentielle américaine, de manière quelque peu surprenante car, comme en Europe, la hausse des prix aux États-Unis s'est presque résorbée, tombant à 2,4 pour cent en rythme annuel en septembre, selon l'indice CPI du Département du travail. Ce niveau, le plus bas depuis février 2021, est quatre fois inférieur à celui atteint en juin 2022.

Problème, le ressenti de la population a été tout autre. Un sondage Gallup début octobre plaçait d'ailleurs le pouvoir d'achat en tête d'une liste de 22 préoccupations. La raison est que l'indice des prix est une moyenne pondérée qui ne rend pas compte du vécu de certaines catégories, surtout les plus modestes, frappées de plein fouet par les fortes hausses du prix de l'essence (80 pour cent en Californie entre janvier 2021 et octobre 2022) et des produits alimentaires (le prix des œufs a été multiplié par 2,5 en deux ans). Selon une étude de la Fed, depuis fin 2021 la classe moyenne a pu à peine maintenir sa consommation en volume, les plus pauvres ayant dû réduire la leur. Donald Trump n'a eu de cesse durant sa campagne de fustiger cette « Bidenflation » (les prix ont augmenté de 17 pour cent depuis le début du mandat de l'actuel président contre huit pour cent pendant la totalité du premier mandat de Trump) et de promettre d'y mettre fin. Un pari gagnant puisque 79 pour cent des électeurs qui plaçaient le pouvoir d'achat comme leur souci premier ont voté pour lui.

Pour maintenir l'inflation à un bas niveau et même la réduire encore, la prochaine administration Trump, opposée à tout contrôle des prix, compte d'abord agir sur les taux d'intérêt à court terme et à long terme, dont la forte hausse depuis 2022 a sérieusement affecté une population traditionnellement très portée sur le crédit. Elle a pénalisé non seulement les achats immobiliers (le taux d'intérêt sur les prêts à trente ans a frôlé les huit

pour cent mi-2023, contre moins de trois pour cent au début du mandat de Joe Biden) mais aussi les dépenses courantes, couramment payées au moyen de cartes de crédit, avec des taux très élevés sur les paiements différés : 21,8 pour cent en août 2024, contre 14,6 pour cent au début 2022.

La Fed a commencé à baisser ses taux directeurs en septembre et en a remis une couche le 7 novembre, juste après l'élection, mais ils restent à un niveau supérieur à ceux de la BCE par exemple et Donald Trump compte bien faire pression sur la Banque centrale pour accélérer la manœuvre. Pour faire baisser les prix, ou à tout le moins les empêcher d'augmenter, Trump compte aussi beaucoup sur une « dérégulation massive » dans plusieurs domaines, car « les réglementations rendent tout plus cher », selon ses termes.

Le secteur bancaire, dont la régulation avait déjà été allégée pendant le premier mandat avant un retour de bâton sous Biden, devrait cette fois voir s'éloigner les perspectives d'une mise en place des accords de Bâle III en 2025, l'année même où les banques européennes ont prévu d'en appliquer les règles. Toujours dans le domaine financier, l'écosystème des cryptomonnaies, qui a levé plus de 170 millions de dollars en faveur de Donald Trump et de ses candidats au Congrès, devrait avoir un retour sur investissement rapide. Ainsi le bitcoin a gagné quarante pour cent dans les deux semaines suivant le scrutin.

Dans le secteur immobilier, cher au président élu qui y a construit sa fortune, le détricotage de certaines « réglementations inutiles » devrait permettre de réduire les coûts des logements et, en jouant également sur la baisse des taux, de les rendre plus accessibles, une forte revendication exprimée pendant la campagne surtout de la part des jeunes. Par ailleurs, Donald Trump, qui a promis de soutenir sans réserves le développement de l'intelligence artificielle, souhaite y parvenir en la dérégulant, avec notamment l'annulation du dangereux décret de Joe Biden qui empêche l'innovation en IA et impose des idées de gauche radicale sur le développement de cette technologie ».

Mais de l'avis général, le secteur qui fera l'objet de la dérégulation la plus étendue est celui des éner-

gies fossiles. Lors de son premier mandat, Trump, avait qualifié le réchauffement climatique de « canular », et fait sortir les États-Unis de l'Accord de Paris en 2017 au nom de leur indépendance énergétique. Bien que les mots « climat », « environnement », ou « écologie » ne soient pas apparus dans son programme de 2024, on sait qu'il envisage de se soustraire à nouveau cet accord, que le pays avait réintégré en février 2021, et de réduire ou supprimer de nombreuses réglementations environnementales.

L'exploitation pétrolière et gazière sera favorisée en déclassant de nombreuses zones protégées du territoire américain, comme dans l'Utah et l'Alaska lors du premier mandat. Les contraintes imposées par Joe Biden concernant les émissions des véhicules et l'achat de voitures électriques seront supprimées, tout comme les incitations à « l'investissement vert » figurant dans l'Inflation Reduction Act (IRA) d'août 2022. Plusieurs États, comme la Californie, ne pourront plus avoir des normes anti-pollution plus sévères que dans le reste du pays. Cette politique est la traduction d'une promesse que, selon le *New York Times*, Donald Trump aurait faite il y a plusieurs mois à des magnats du pétrole en échange d'un milliard de dollars de dons pour sa campagne.

Elle sera incarnée par deux fidèles. Chris Wright, PDG de l'entreprise Liberty Energy, spécialisée dans la fracturation hydraulique, a été nommé au poste de secrétaire à l'Énergie avec comme mission de « réduire les formalités administratives » pour stimuler les investissements dans les combustibles fossiles. Climat sceptique avoué, Chris Wright déclarait en 2023 : « Il n'y a pas de crise climatique et nous ne sommes pas non plus en pleine transition énergétique », ajoutant pour faire bonne mesure que « le terme de pollution par le carbone est scandaleux ».

Gouverneur du Dakota du nord depuis 2016, Doug Burgum, 68 ans, un des plus riches politiciens américains avec une fortune estimée à 1,1 milliard de dollars, hérite du secrétariat d'État à l'Intérieur, poste où il pourra affecter davantage de foncier fédéral à des projets d'extraction. La « libération » des forages pétroliers et miniers, en faisant augmenter la production, devrait logiquement faire baisser les prix des énergies fossiles. Selon le nouvel élu, cette déréglementation tous azimuts rapporterait à chaque ménage américain un supplément de pouvoir d'achat de 11 000 dollars en moyenne.

Problème : d'autres volets du programme électoral, qui seront mis en œuvre dès janvier 2025, sont plutôt susceptibles d'accélérer l'inflation. Fidèle à la politique menée pendant son premier mandat, Trump devrait s'engager dans un protectionnisme encore plus marqué. Toutefois, par rapport aux années 2021-2024 il ne s'agirait pas d'un tournant car l'administration Biden s'était bien gardée de « détricoter » les mesures prises par les républicains avant elle, notamment vis-

Donald Trump prévoit « l'annulation du dangereux décret de Joe Biden qui empêche l'innovation dans l'intelligence artificielle et impose des idées de gauche radicale ».

à-vis des produits chinois, et l'IRA contenait un volet clairement protectionniste.

Cette fois Trump veut imposer des droits de douane généralisés de dix pour cent sur les tous produits importés, accompagnés d'une surtaxe de soixante pour cent applicable progressivement aux biens en provenance de Chine. Pour mener cette politique, il devrait à nouveau faire confiance à Robert Lighthizer, 77 ans, déjà représentant au commerce de 2017 à 2021, période pendant laquelle il fut l'une des figures de proue de la guerre commerciale menée par Trump contre la Chine et de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) avec le Mexique et le Canada. C'est un partisan déclaré de droits de douane élevés.

Prétendument applicables dès la fin janvier 2025, ils suscitent les pires craintes chez les partenaires commerciaux des États-Unis, dont les économies traversent déjà une mauvaise passe. Mais ils frapperaient aussi l'économie américaine : selon le FMI il faut craindre un impact négatif de 0,8 pour cent du PIB en 2025 et de 1,3 pour cent en 2026. Par ailleurs, en renchérissant de manière inédite le prix des produits importés, les droits de douane relanceraient l'inflation, alors quelle semble aujourd'hui sous contrôle.

La volonté de mieux maîtriser l'immigration, qui passerait par l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de personnes, aurait également des conséquences négatives pour les prix. À court terme, elle désorganiserait et réduirait la production dans l'agriculture où travaillent les trois-quarts des immigrés, la moitié sans statut juridique permanent. Même situation dans l'industrie de la viande (trente à cinquante pour cent des travailleurs sont des immigrés) et dans le secteur de la construction (vingt pour cent d'immigrés). À moyen terme, la raréfaction de la main d'œuvre disponible se traduira par un renchérissement du coût du travail, avec d'inévitables répercussions sur les prix de vente.

Par ailleurs, de nombreux économistes doutent de l'impact des mesures de dérégulation sur les prix, car l'inflation subie par les États-Unis après la pandémie n'est pas due à l'existence de « distorsions de marché » comme les ententes, les monopoles ou les rentes liées à la réglementation. Pour couronner le tout, Trump a promis un allègement d'impôts de quelque 3 200 milliards de dollars au profit des particuliers, des sommes qui vont alimenter la consommation alors que, pour les raisons déjà citées, l'offre n'aura jamais été aussi inélastique.

Un léger rebond de l'inflation s'est déjà produit en octobre : + 0,2 point en rythme annuel par rapport à septembre soit désormais + 2,6 pour cent. Mais les prévisions sont beaucoup plus pessimistes pour 2025. Traduction de ces anticipations, les taux des obligations du Trésor à dix ans ont nettement augmenté, frôlant les 4,5 pour cent mi-novembre contre 3,6 pour cent deux mois plus tôt. Une situation qui met la Fed en position délicate, car un retour de l'inflation l'obligerait à mettre fin à la baisse de ses taux, voire à les relever, ce qui ne manquerait de susciter l'ire de Donald Trump. Mais il ne pourra pas dire « you're fired » à Jerome Powell : le président de la Banque centrale, inamovible jusqu'à la fin de son mandat en mai 2026, a, de plus, fait savoir dès le lendemain du scrutin qu'il ne démissionnerait pas. ●



Donald Trump le 15 octobre à Chicago, interviewé par le rédacteur en chef de Bloomberg, John Micklethwait



Sven Becker

Feuilleton

„Es muss ein bisschen Coolitude haben“

III Interview: Sarah Pepin

Kälte und Regen. Die Cinémathèque wirkt verlassen, allein zwei Obdachlose haben sich auf den Treppen vor dem Haus niedergelassen, damit sie nicht nass werden. Claude Bertemes, seit 1997 Direktor des Hauses, erscheint in sandfarbenem Pullover und schwarzer Hornbrille. Auch Georges Bildgen ist dabei, Archivar der Cinémathèque. Das Gebäude ist leer, wir nehmen vor den roten Kinostühlen, umringt von Postern mit Marlene Dietrich und John Wayne, Platz. Ein Gespräch über die letzten Jahre – und die großen Renovierungen, die anstehen.

D’Land: Herr Bertemes, Sie waren 15 Jahre alt, als die Cinémathèque 1977 eröffnete. Was sind Ihre ersten Erinnerungen ans Kino?

Claude Bertemes: Mein Urgroßvater war Unternehmer und kam aus dem Elsass nach Differdingen, wo er das Cinéma du Parc eröffnete. Dem Mythos nach ist er auf der Baustelle gestorben, was an Buster Keaton erinnert. Ich konnte später umsonst Schokolade und Eis im Kino essen, was natürlich toll war. Es war ein großer, beeindruckender Saal, ich habe immer vom Balkon hinuntergeschaut. Aber lange Zeit habe ich keine Filme gesehen, weil sie nicht für mein Alter geeignet waren. Mit etwa 15 habe ich damit angefangen, zum Beispiel Antonioni anzuschauen. Nach meinem Studium in Münster habe ich beim hiesigen, deutschen RTL gearbeitet und versucht, Stars zu interviewen. Das war kommerziell, aber spannend – später folgte ein Doktorat zur Unterhaltungsindustrie. Es ist blöd, zu versuchen, rückwirkend eine Linie im eigenen Leben auszumachen, aber es gibt sie schon irgendwie.

Welche gesellschaftliche Aufgabe erfüllt eine Kinemathek Ihrer Meinung nach?

Georges Bildgen: Wir bringen dem Publikum das Filmerbe und die Kinokultur nahe. In dem Sinne verfolgen wir ein Bildungsziel. Wir konservieren einerseits die Filmkopien und erklären diese Arbeit. Aber wir fühlen uns auch zuständig dafür, das Kinoerlebnis, wie wir es kennen, am Leben zu halten und es an die nächsten Generationen weiterzugeben. Dazu gehört auch die Kontextualisierung, denn heute brauchen viele Filme das.

CB: Es ist Fred Junck (Filmsammler und Gründer der Cinémathèque, *Anm.d.Red*) zu verdanken, dass er die Cinémathèque als Projekt durchboxte. Das ist keine Selbstverständlichkeit in einer kleinen Stadt. Es wurde jedoch festgestellt, dass wenig Publikum kam. Die Herausforderung war, neue Wege zu finden, Menschen herzulocken, und auch Kinder für das Medium zu interessieren. Das machen wir zum Beispiel durch die UPC, die Université populaire du cinéma: Am ersten Tag standen die Menschen über den Theaterplatz Schlange, um teilzunehmen. Es gibt ein Bedürfnis nach diesen Diskussionen. Für mich ist die Restauration genauso wichtig wie die Arbeit mit dem Publikum.

GB: Seit 20 Jahren bieten wir das Cinema Paradiso und das Schulkino an. Das wollen wir noch weiter ausbauen, wenn der neue Flügel steht und wir einen pädagogischen Raum dafür zur Verfügung haben.

[...]



Georges Bildgen und
Claude Bertemes

[Fortsetzung von Seite 15]

„L'essence finale du patrimoine cinématographique ne se cristallise pas dans la pellicule mise dans un boîtier et conservée dans des archives climatisées“, sagten Sie letztes Jahr. Wie groß ist das Archiv denn nun, und was sticht an besonderen Kopien heraus?

CB: Wir sind im Besitz von Clarence Badgers *Senorita* (1927), einer Art Zorro-Parodie mit einer weiblichen Hauptfigur, Bebe Daniels. Es ist die einzige Kopie, die es auf der Welt noch gibt, und wir sind dabei, sie zu restaurieren. Generell gehen wir überall hin schnüffeln und fragen, ob Kopien zur Verfügung stehen. Ein Netzwerk zu haben ist für die Akquisition unumgänglich. Unser „core-business“ ist nämlich, die Kopien aus dem Archiv zeigen zu können.

GB: Auch für Abel Gances *Napoleon* (1927) haben wir kürzlich Material nach Paris geschickt, da wir an internationalen Restaurationsprojekten teilnehmen. Insgesamt haben wir 15 000 35mm-Filme, das gängige Kino-Format, und 5 000 16mm-Filme. Sie liegen in klimatisierten Räumen in Cloche d'Or. Wir kontrollieren stetig die Qualität von Ton und Bild. Die letzten Jahre mussten wir uns etwas an das Publikum anpassen; es ist aufgrund des Digitalen gewohnt, eher „geleckte“ Filme zu sehen. Wenn zu viele Kratzer und Laufstrecken drauf sind, sind sie mitunter nicht mehr zumutbar. Aber auch da gehört es dazu, den Menschen zu erklären, aus welchem Grund die Kratzer drauf sind.

Wie entscheiden Sie, was aus diesem Archiv auf die Leinwand kommt?

CB: Das ist eine Frage der Programmierung und der Strategie. Grundsätzlich sind wir kein kommerzielles Kino, aber wir hätten gerne einen zumindest ansatzweise vollen Saal. Nicht immer natürlich, auch im Utopia sitzen manchmal nur drei Leute, das ist völlig in Ordnung. Wie ziehen wir die neuen Generationen an, sagen wir 20- bis 30-Jährige? Diese Frage stellen wir uns täglich. Doch auch „schwierige“ Filme, wie Joy Hoffmann sie nennt, zeigen wir. Das Gesamtpaket muss stimmen, der Zeitpunkt und die Kommunikation drumherum. Vor Jahren hatten wir etwas Angst, dass bald nur noch alte Menschen kämen und wir unsere Türen irgendwann schließen müssten. Eine Weile gab es einen Slot namens Essential Cinema. Dort hilft man dem Publikum auf die Sprünge, auch um der Medien-Überflutung entgegenzuwirken. So werden dann 100 Filme

strukturiert und hierarchisiert, was insbesondere jungen Menschen helfen kann, in die Filmkultur einzusteigen.

Trotzdem stellt man fest, dass Sie sehr oft auf sogenannte klassische Klassiker zurückgreifen. Fellini, Lynch, Kubrick, Hitchcock, Bergman. Cinephile Menschen haben die schon oft gesehen. Woher kommt diese Wahl?

CB: Die neuen Generationen haben diese Filme zum Teil noch nie gesehen. Post-Covid stellten wir fest, dass junge Menschen sich die Klassiker anschauen. Man kann nicht davon ausgehen, dass jeder sie gesehen hat. Für die jungen Leute ist es sehr wichtig, Filme zu sehen, die sich stark von ihren Sehgewohnheiten unterscheiden.

Ist es ein zu großes Risiko für Sie, Raritäten aus dem Archiv zu zeigen, wenn dann nur eine Handvoll Leute im Saal sitzt?

CB: Das machen wir. Bestimmte Filme, die Meilensteine sind, dürfen es jedoch erwarten, mehrmals gesehen zu werden. Ob von alt oder jung. Nicht jeder Film ist gleich, es gibt Hierarchien. Auch wenn man einen solchen Klassiker mehrmals gesehen hat, sieht man jedes Mal etwas Neues. Derzeit zeigen wir surrealistische Filme, was nicht besonders kommerziell ist. Die Reihe wird gut angenommen. Wir sind keine Besuchszahlen-Fetischisten, aber den Leuten muss die Möglichkeit gegeben werden, sich langsam

„Für die jungen Leute ist es sehr wichtig, Filme zu sehen, die sich stark von ihren Sehgewohnheiten unterscheiden.“

Claude Bertemes, Direktor der Cinémathèque

anzunähern. In der Theorie wäre es wünschenswert, jedem Film eine Einleitung voranzustellen – das ist in der Praxis jedoch schwer umzusetzen. Wir wissen nicht genau, wer unser kleines Programmbüchlein von A bis Z liest. Aber 1997 kamen 13 000 Leute im Jahr, derzeit sind es 50 000, das heißt, es läuft gut.

GB: Früher zeigten wir komplette Retrospektiven von Filmemachern, damit haben wir etwas aufgehört, weil die großen Gesamtwerke doch schwer verdaulich sind, sie ziehen sich über zwei bis drei Monate. Entdeckungen muss es natürlich geben, das gehört dazu, auch wenn nur 15 Menschen im Film sitzen.

Der Gemeinderat der Stadt hat am Montag über das Projekt für die Renovierung beraten und es einstimmig angenommen. 43,5 Millionen Euro fließen in die neuen Räumlichkeiten, inklusive neuem Kinosaal. Wie lange sitzen Sie schon daran?

CB: Gefühlt ewig.

GB: Wahrscheinlich fanden die ersten Besprechungen 2017 statt. Das Gebäude der Cinémathèque gehört erst seit etwa acht Jahren der Stadt, vorher vermieteten die Pater von nebenan es uns.

Was erhoffen Sie sich davon und wie wird es die Programmierung beeinflussen?

CB: Ganz wichtig ist, dass nun auch Menschen mit Behinderung zu uns kommen können. Auch mussten die Projektionskabinen verändert werden, damit die Vorführungen dem *state of the art* von heute entsprechen.

GB: Auch die Sicherheitsstandards werden überarbeitet, etwa ordentliche Notfall-Ausgänge in den Kabinen. Schwere Herzens müssen wir uns von einem großen Teil des Balkons in diesem Saal, dem Vox, verabschieden. Er soll erhalten bleiben, aber ohne Balkon wird er natürlich kleiner. Dadurch ist die Idee eines zweiten entstanden, der etwa 180 Plätze hat. Dort können dann die größeren Events stattfinden.

CB: Der große Saal wird ganz neue Möglichkeiten bieten, auch für Kino-Konzerte zum Beispiel, die ja derzeit in der Philharmonie stattfinden. Der Geist des Ortes wird hier so bleiben, wie er ist. Insgesamt sind wir sehr vorsichtig mit den Restaurierungen im Vox.

Im neuen Saal ist auch eine Bühne geplant. Wird es künftig multidisziplinärer zugehen?

CB: Es ist noch zu früh, um das sagen zu können. Mit dem Kapuzinertheater haben wir jedenfalls eine gute Synergie.

Die Baustelle dauert bis 2029. Wo werden die Projektionen bis dahin stattfinden?

GB: Provisorisch steht fest, dass wir im Theater nebenan Filme projizieren können, wenn dort gerade keine Produktionen laufen.

CB: Es gibt Ideen, etwa in der Kirche nebenan Stummfilme zu zeigen. Das Open-Air soll verstärkt werden und wir wollen uns weiter in die Nachbarschaften hinein bewegen. Es gibt einige Pisten.

GB: Viele Menschen entdecken die Cinémathèque ja auf dem Sommer Open-Air auf dem Knuedler.

CB: Es wird eine Art Wanderkino, wie der Crazy Cinematographe vor Jahren. Mit einem Zelt, à l'ancienne.

Die Aufmerksamkeitsspannen werden kürzer. Sich in den Bus zu setzen, um in einen zwei- bis dreistündigen Film zu gehen, ist für manche gar keine Option mehr. Wie wollen Sie dieser Realität in Zukunft Rechnung tragen? Das Arsenal-Kino in Berlin hat zum Beispiel einen digitalen Kinosaal eröffnet, wo restaurierte Filme aus dem Archiv 48 Stunden lang gemietet werden können.

CB: Filme online zu zeigen ist eigentlich keine Option. Die Videos der Université populaire du cinéma setzen wir online, das ist uns wichtig. Ich glaube nicht daran, dass eine Cinémathèque sie online setzen sollte.

„Wenn wir noch Platz für
so einen Flipper fänden ...“

Claude Bertemes

Es geht ja nicht darum, sie integral online zu setzen. Gegen Bezahlung kann man diese Filme mieten, dadurch sind sie einem anderen Publikum zugänglich.

CB: Wir zeigen *Citizen Kane* ja hier, warum sollten wir ihn online setzen? Dass wir eine neue Webseite brauchen, ist klar. Das ist auch in der Pipeline. Zuhause einen Film zu schauen oder im Kino sind zwei verschiedene Welten. Je mehr Leute dem Trend folgen, zuhause mit Popcorn zu schauen, desto mehr werden wir einzigartig.

GB: Wir sind auch ein Kinomuseum, die neuen Generationen sollen in den Genuss des Erlebnisses kommen. Sie kommen zum Beispiel im Rahmen der Afternoon Adventures mit oder ohne ihre Eltern.

CB: Worüber ich nachts nachdenke, ist mein Flipper, der ist nämlich zum Thema Kino. Wenn wir an dem neuen Ort noch Platz fänden für so einen Flipper... Für die Jungen muss es nämlich ein bisschen Coolitude haben; dass es mehr ist, als nur ins Kino zu gehen.

Ein Kinobesuch schließt ein Online-Angebot nicht aus. Wie würden Sie denn die Filmkultur der Luxemburger beschreiben?

CB: Im Norden werden mehr deutsche Filme gezeigt, habe ich den Eindruck.

GB: In der Stadt ist die Multikulturalität von Vorteil. Vor 15 Jahren waren es noch verstärkt französische Cinephile, die kamen. Heute ist es viel internationaler geworden, was dazu führt, dass bei asiatischen Filmen etwa englische Untertitel besser ankommen. Das Englische ist viel präsenter. Früher gab es etwa zehn Menschen, die praktisch jeden Tag kamen, heute sind es noch drei bis vier.

Und dabei gab es in Luxemburg-Stadt früher wesentlich mehr Kinos als heute.

GB: Das ist schade. Der Untergang der Säle hat vor mehreren Jahrzehnten begonnen, weil die Nachfrage sank. Dass Luxemburg keine Weltstadt ist, hat dazu beigetragen, dass manche nicht gerettet werden konnten.

Was hat Sie als Direktor in den letzten fast 30 Jahren am meisten geprägt?

CB: Bevor ich Kinder hatte, bin ich einmal mit einem Kollegen aus dem Filmmuseum München nach New York gefahren. Wir wollten Elemente finden, um *Mr. Arkadin* von Orson Welles zu restaurieren – es ging darum, die längste mögliche Fassung wiederherzustellen. Peter Bogdanovich, der damals Welles’ rechte Hand war und mit ihm daran gearbeitet hatte, schaute sich die Arbeit an und sagte: „Yes. This is what Orson would have done.“ Das war ein großer Moment.

Werden Sie nach der Renovierung aufhören?

CB: Bereits im Lauf des nächsten Jahres werde ich irgendwann nur noch als Zuschauer her kommen, weil ich in Rente gehe. Mein Nachfolger steht noch nicht fest. ●

Fuschneu

Im April 2025 fangen die Renovierungsarbeiten im alten Teil der Cinémathèque an, sie dauern bis November 2026. Das Architektenbüro Fabeck ist für das Projekt verantwortlich und hat in Zusammenarbeit mit dem INPA dafür gesorgt, dass die historischen Elemente, wie etwa die farbigen Glasfenster und die Treppe, erhalten bleiben. Ein Neubau namens Lux, mit Fassade aus Lochblechern, einem begrünten Dach und Fotovoltaik-Anlage, wird im Innenhof hinter der jetzigen Cinémathèque entstehen. Der neue Kinosaal und ein Foyer finden dort ihren Platz. Im alten Gebäude, wo sich derzeit der Ticketshop und der Eingang befinden, ist ein Bistro mit Terrassenzugang geplant. Die beiden Räumlichkeiten werden über eine unterirdische Passage verbunden sein. Die Toiletten im Untergeschoss des alten Gebäudes werden abgerissen und ein Fahrstuhl installiert; ins Gebäude entlang der rue Willy Goergen kommt ein Raum zu pädagogischen Zwecken. Der Umbau kostet 43,5 Millionen Euro und wird 2029 abgeschlossen sein. SP





C'est Karma Mischung

IIII Claire Barthelemy

Es wummerte am frühen Abend im Three Crowns, einem Pub im angesagten Londoner Viertel von Stoke Newington. Im Konzertsaal im Untergeschoss machte Karma Catena an diesem Novemberabend mit ihrer Band C'est Karma gerade einen Soundcheck, und das spürte man oben in der Kneipe. Doch von den Kneipenbesuchern wussten die Wenigsten, dass es Luxemburgs vielversprechendste Talent war, die dort in ein paar Stunden auftreten würde. Rund 40 junge Menschen tanzten später jedoch mit Catena in die Nacht.

Vor ihrem Konzert hat sich die Musikerin Zeit für ein Interview genommen.

Gutgelaunt und gesprächig zeigte sich Karma an diesem Freitagabend. Erwartungen für ihr erstes Konzert in Großbritannien hatte sie keine, sie wollte den Auftritt einfach genießen und Spaß dabei haben. Die Kampagne zu ihrem ersten Album, *How to peel an orange*, war mit viel Druck verbunden, der jetzt abgeklungen ist. „Das Album ist jetzt seit ungefähr anderthalb Monaten raus und ich habe jetzt ein bisschen Distanz. Der Druck der Zahlen ist weg“, so Karma. Und was können sich Fans vom Konzert erwarten? „Ich glaube, es wird ein bisschen wild, ein bisschen emotional, ein bisschen sanft und ein bisschen hart“, so Karma.

Der kleine Konzertsaal des Waiting Rooms eignet sich für solch intime Konzerte, auch wenn C'est Karmas voller Sound sich in einem größeren Raum besser entfalten hätte. Wie viele

Tickets verkauft wurden, wollte Karma vor dem Konzert nicht wissen. „Man hat mir Feedback gegeben, dass ich erstaunlich viele Tickets verkauft habe, dafür, dass ich ja noch nie hier aufgetreten bin“, so Karma.

In Luxemburg ist die 22-jährige bereits seit ihren Teenage Jahren bekannt und ist regelmäßig auf nationalen Radiowellen zu hören. Hier in Hackney, im Nordosten der Stadt, kennen allerdings nur wenige die Band. Wie wirbt man denn in einem Land, wo man noch größtenteils unbekannt ist? Die Musikerin, die zugibt, „eine sehr komplizierte Beziehung mit sozialen Medien“ zu haben, warb fürs Konzert mit bezahlten Werben auf *Facebook* und *Instagram*. Man komme also Künstler dem Marketing auf diesen Plattformen leider nicht vorbei. „Ich probiere trotzdem Wege zu finden, es irgendwie gerne zu machen“, sagt sie.

Der Raum füllte sich gegen 21 Uhr mit vorwiegend jungen Leuten, die zu Beginn des Konzerts noch schüchtern Distanz vor der Bühne hielten. Doch diese Verlegenheit sprach Karma sofort mit Humor an. „Leute, ich weiss es wird passieren, und ihr wisst es wird passieren, wieso machen wir's also nicht sofort, und ihr tretet ein wenig näher?“ so die Sängerin zu Anfang des Konzertes. Die Anwesenden lachen und machen ein paar Schritte nach vorne. Die Newcomerin, die zum ersten Mal auf einer britischen Bühne steht, hilft also dem Publikum, seine Schüchternheit zu überwinden. Karma wirkt sehr selbstbewusst, versteckt ihre Verletzlichkeit jedoch nicht. Diese Eigen-

„Leute, ich weiss es wird passieren, und ihr wisst es wird passieren, wieso machen wir's also nicht sofort, und ihr tretet ein wenig näher?“ so Karma

schaften hört man deutlich in ihrer Musik und den Songtexten raus, und live sorgen sie für eine mitreißende Bühnenpräsenz. „Wir haben alle ein bisschen Angst - lasst uns doch zusammen tanzen!“ So fühlt sich dieses C'est Karma Konzert an.

Street signs ist einer der clubreifen Songs des Albums, bei dem Karma sich an „heiße“ Clubnächte in Amsterdam erinnert, wo man dem Moment verfällt und sich küsst, ohne sich zu kennen. In der niederländischen Hauptstadt hat sie ihr Bachelor in Kulturtheorie zwei Wochen vor dem Konzert in London erfolgreich abgeschlossen. „Und nun lebe ich wieder bei meiner Mutter“, lacht Karma und singt dann *Coffee*, ein Song, den sie 2022 veröffentlichte.

Den Ohrwurm Maria João kündigt die Musikerin als *Fado for the Gays* an, ein Song „für all dieje-

nigen, die oft keinen Platz in Traditionen finden“, so die Musikerin. In diesem Stück demonstriert Karma wieder ihre Vielseitigkeit - die Stimme ist das Hauptinstrument, die Wiederholung des Refrains wirkt hypnotisch. Viele singen nun mit.

Ein unbekümmertes, aber kompromissloses, queere Leben feiert C'est Karma in vielen ihrer Lieder. „Ich glaube, dass die Art wie ich lebe und die Welt wahrnehme, schon sehr von meiner Queerness beeinflusst wird. Deswegen finde ich es auch schwer, Kunst zu machen, ohne dies mit einzubeziehen“, sagte sie vor dem Konzert. Ihre Auftritte seien immer *safe spaces*, in der queere Menschen willkommen sind. Karma ist sich auch bewusst, wie schwierig das Leben für transgener Menschen in Grossbritannien ist. „In einem Land wie England, wo Transfeindlichkeit trendy ist, finde ich es umso wichtiger, meine Position als cis-geschlechtliche Frau zu nutzen, um mich für Transrechte einzusetzen“, so Karma.

Die junge Musikerin, die bereits seit Jahren aktiv ist, hat in ihrer Zeit viel gesellschaftlichen Fortschritt erlebt, erinnerte sie sich im Interview. „Als ich in der Primärschule war, machte man noch viele Schwulenzitate. Natürlich gibt es immer noch zu viele Menschen, die Queerfeindlichkeit als Humor benutzen, aber generell hat sich der Diskurs jedoch sehr verbessert. Das kann man auch schätzen, sagte Karma, warnt aber, dass diese Toleranz nicht performativ werden darf.“

Bevor sie auf der Bühne *anytime/anywhere* ankündigte, erzählte sie dem Publikum, dass sie sich im Sommer bei diesem Lied am Knie verletzt hatte. „We're gonna make it“, lachte sie, als das Sample des Songs ertönt und eine sommerliche Leichtigkeit den dunklen Raum füllte. Verletzungen blieben aus.

Es ist erst das dritte Konzert, das Karma mit einer Band spielt. Es traten mit ihr an diesem



C'est Karma
auf der Bühne
in London

Abend Sabine Müller am Schlagzeug und Valentin Hebel an der Gitarre auf. Kathleen Chen sorgte für die Tontechnik. Das neue Album ist ein vielschichtiges Werk, das zwischen Elektro, Chanson und bittersüßen Pop hin- und herwechselt. Solo-Auftritte wurden plötzlich zu schwierig. „Es war mental sehr anstrengend, das ganze Set alleine zu tragen,“ so Karma. „Musikalisch ist es auch viel dynamischer und die Auftritte machen noch mehr Spaß.“ Doch mit der Band ist die Anreise seit Brexit teurer geworden. Man musste herausfinden, ob eine offizielle Einladung nötig war (ja) und welche Papiere man für das Equipment einpacken musste (viele). Eine Tour in Großbritannien würde sich jedenfalls mehr lohnen als nur ein Konzert. „Wir hatten fast erwägt, das Konzert abzusagen, aber ich wollte unbedingt hier auftreten,“ so Karma vor der Show.

Auf der Bühne gab Karma alles. Jede Note war gefühlt, sie tanzte und plauderte mit dem Publikum. Auch thematisch wurde so Einiges behandelt. „Jetzt habe ich euch erzählt, wie ich mich gefühlt habe, als ich von zu Hause weggezogen bin, und ich habe euch auch davon erzählt, wie es ist, knutschen zu wollen. Ich glaube wir sind uns jetzt viel näher,“ sagte Karma dem Publikum, und bat die Leute noch einmal, nach vorne zu kommen. Dies musste sie an diesem Abend nicht mehr wiederholen, denn das schüchterne Publikum hatte sie für sich gewonnen.

Nun hat Karma ihr britisches Debüt hinter sich und ein Bachelor Diplom in der Tasche. Die Frage über ihre Zukunft bleibt nicht aus. Sie wolle Songs schreiben, um Songs zu schreiben, „ohne den Marketingaspekt dahinter zu betrachten,“ so Karma, die nicht ausschließt, auch für Film und Theater zu schreiben. „Mein Ziel ist es, Musik zu machen und dann in einem Jahr zu schauen, wie es weitergeht.“ Karma's Fans, von denen es nun auch einige in Großbritannien gibt, können sich also auf weiteres Material freuen. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Le thermo-capitalisme dans toute sa splendeur

IIII Jean Lasar

Faut-il en rire, faut-il en pleurer ? La liste des personnes sélectionnées par le président-élu pour faire partie de la nouvelle administration américaine donne une nouvelle dimension au concept de kakistocratie (gouvernement par les pires). Un antivax pour gérer le secteur de la santé ? *Check*. Au ministère de la Justice, un ancien membre du Congrès qui a fait l'objet d'une enquête de ses pairs pour avoir eu des relations sexuelles avec une mineure ? *Check again*. Un présentateur de *Fox News* aux vues rétrogrades et sectaires, « Deus vult », la devise des croisés devenue cri de ralliement des suprémacistes, tatouée sur son biceps, vétéran certes, mais sans expérience aucune du commandement militaire, pour diriger le Pentagone ? Oui mon général. Une admiratrice de Poutine pour coordonner les services de renseignement ? *Da*. Où que l'on regarde, les nominations donnent littéralement le tournis. Concentrons-nous ici sur celles liées aux secteurs de l'énergie, de l'environnement et du climat, les plus susceptibles d'influencer durablement le sort des Terriens vivant au-delà des frontières des États-Unis. Sans surprise, les pedigrees des candidats dénotent un mépris caractérisé pour la science, un amour immodéré de la dérégulation et un goût prononcé pour les énergies fossiles.

Lee Zeldin, qui a dans le passé a représenté l'État de New York à la Chambre des représentants, doit, selon les vœux de Donald Trump, diriger l'EPA (Environmental Protection Agency) à partir de fin janvier. En paroles, il a jusqu'ici affirmé la nécessité de protéger le climat, ce qui fait de lui un modéré parmi les Républicains. En pratique, il n'a jamais avancé de lois pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et a voté avec une assez grande constance (à 85 pour cent, selon un site de sa circonscription) contre les mesures favorables au climat, notamment l'Inflation Reduction Act (IRA) arraché par Joe Biden aux Républicains. Après l'annonce de sa nomination, le doigt sur la couture du pantalon, il a indiqué vouloir utiliser l'EPA pour « restaurer la dominance énergétique américaine, revitaliser notre industrie automobile, et faire des États-

Unis un leader global de l'IA », précisant son intention de poursuivre ces objectifs « tout en protégeant l'accès à l'air et l'eau propres ». Le futur directeur de l'EPA va donc poursuivre des priorités qui n'ont rien à voir avec le mandat de celle-ci. Au lieu de préserver l'air et l'eau, il entend juste protéger « l'accès » à ces ressources – une formulation fumeuse s'il en est.

Doug Burgum, pressenti pour être ministre de l'Intérieur, est depuis 2016 le gouverneur du Dakota du Nord, le troisième État producteur de pétrole et de gaz du pays. L'élu républicain, un ancien homme d'affaires, nie l'existence de la crise climatique. En tant que responsable des territoires fédéraux, parcs et réserves naturelles, en charge des relations avec les tribus indiennes, il sera parfaitement placé pour faire fi de toutes considérations relatives à la préservation de la nature et des droits indigènes, ouvrant un boulevard à la mise en œuvre du slogan « drill, baby, drill » scandé par Trump et ses admirateurs. C'est Burgum qui en avril dernier a participé à l'organisation à Mar-a-Lago d'une réunion entre Trump et des dirigeants de compagnies pétro-gazières au cours de laquelle le candidat leur a demandé un milliard de dollars de dons pour sa campagne en échange de la promesse de l'abandon de réglementations environnementales.

Chris Wright, patron de la compagnie pétrolière Liberty Energy, sans expérience politique, doit diriger le Département de l'Énergie, qui s'occupe notamment de programmes étatiques de promotion des technologies énergétiques. Pour lui, il n'y a ni crise climatique, ni transition énergétique, et les énergies fossiles sont indispensables pour lutter contre la pauvreté. Ceux qui s'inquiètent du réchauffement ont selon lui succombé à une propagande alarmiste de type soviétique.

Ces choix viennent confirmer les rodomontades de Trump en matière de climat, d'environnement et d'énergie qui ont émaillé sa campagne et sont adossées, même s'il s'en est défendu mollement, à l'agenda extrémiste du

Project 2025 rédigé par l'ultra-conservatrice Heritage Foundation. Même sur le sujet de l'adaptation, et alors qu'un grand nombre d'Américains vivent désormais une partie de l'année sous des cieus obscurcis par des incendies à répétition (il y en a onze en ce moment sur la Côte Est !) ou dans l'angoisse d'inondations dévastatrices, il est illusoire d'imaginer que la seconde présidence Trump fasse mieux que la première. On se souviendra que lors de son premier mandat, Trump avait suggéré, au plus fort de la saison des incendies en Californie, en 2018, d'utiliser des râtaux pour empêcher les départs de feux de forêt. En 2019, il avait utilisé un feutre pour modifier une carte de prédictions météo qui contredisait ses affirmations sur l'ouragan Dorian.

Vague lueur d'espoir : une fois aux manettes, ces défenseurs invétérés des énergies fossiles, qui seront chargés de détricoter les dispositions favorables au climat de l'IRA, devraient rencontrer sur leur chemin des résistances quelque peu inattendues : celle de d'États gouvernés par des majorités républicaines, qui en bénéficient grandement.

Les États-Unis, première puissance pétrolière mondiale, s'approprient donc à tourner le dos à la science et à tout faire pour augmenter les émissions. Les sondages montrent qu'au moins deux tiers des Américains sont favorables à des mesures de protection du climat. Qu'à cela ne tienne : un savant mélange de déni, de post-vérité et de polarisation extrême, propulsé notamment par des réseaux sociaux venaux (quand ils ne sont pas, comme dans le cas de Twitter, dénaturés en plateformes de propagande), a préparé le terrain à un programme aux antipodes de ce que recommandent les scientifiques.

Poussé dans ses retranchements et anxieux de grappiller quelques années de plus de dividendes tirés du pétrole, le thermo-capitalisme mise tout sur l'autoritarisme écocidaire, assorti d'une cruauté érigée en spectacle, quitte à aggraver la menace directe qu'il représente pour la survie de la civilisation humaine. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Team Lëtzebuerg

IIII Jacques Drescher



Mir hu kee Choix, mir sinn ze kleng,
An d'Welt, déi ass esou gemeng.
Mir sinn en Team, wou een sech kennt
A gi fir d'Nato zwee Prozent.

Soss si mir fein a maache gär
Eng Politik mat vill PR.
Mir reese vill a sinn d'éischt Gei
Zu Bréissel, Ramstein a Shanghai.

Mir hu jo Fric, eis geet et gutt,
Wat kascht schoonn eng Gedenkminutt
Fir d'Ukrain, mee awer net
Fir Gaza, well dat dach näischt gëtt?

Mir hunn en Häerz a wësse schoonn
Wéi d'Lag ass haut am Libanon.
Mir waarden of a sinn nawell
Fir d'Raiberband an Israel.

Comme un puzzle

IIII Marianne Brausch

Alliance du passé et duprésent chez Valerius Art Gallery. Bach, Casoni et Kesteloot : trois parcours et une recherche



Cosimo Casoni, Max Kesteloot, Enrico Bach aux cimaises de la Valerius Gallery

La Valerius Art Gallery réunit en ce moment trois artistes d’horizons différents sous un intitulé qui voudrait que des choses complexes se résolvent *clac*, comme ça, d’un claquement de doigts : *Things a nice evening can solve*. L’exposition présente le travail d’Enrico Bach (le plus âgé, né en 1980 en Allemagne) et de deux autres, tous deux nés en 1990, Max Kesteloot à Gand en Belgique, Cosimo Casoni en Italie.

On voit rarement des artistes de la scène artistique italienne au Luxembourg. C’est donc avec

lui que nous inaugurerons la visite de l’exposition. Sans avoir noté tout d’abord, que si les expressions et les sujets sont différents, le trait, qu’il soit droit (chez Kesteloot), travaillé en réseau (par Enrico Bach) ou libre (dans les œuvres de Cosimo Casoni), cadre quelque chose qui a rapport à la mémoire.

Comme si le titre énigmatique, *Things a nice evening can solve*, trouvait sa solution grâce à la mise en place de la dernière pièce d’un puzzle. Dans le travail de Cosimo Casoni, il n’y a pas

de « résolution du dernier moment ». Sa mémoire occupe le centre de la toile. À commencer par la plaine de jeu de son enfance (*Playground #18* et *19*), le rack à vélo des rodéos urbains de l’ado dans sa rue natale (*The bike Rack* et *La strada di casa #6*). Enfin, sur un format beaucoup plus petit de 40 x 32 cm, *Déjà vu #19* (*Sant Josep*).

C’est le lieu des origines, la maison familiale. On notera que ces éléments sont travaillés de manière très classique (huile et acrylique). Ainsi, on croit presque toucher la plante grasse si typique des bordures de fenêtres italiennes. À travers le soin pictural de Casoni, on ressent son attachement et son amour du beau paysage toscan, de la maison originelle. Mais tout cela, il l’emporte dans son bouillonnement vital e peintre : traces de pneus et de skate, spray à la bombe. L’art de la rue, ses outils et ses matériaux, au service de figures libres, rapides l’entourent et se superposent à l’origine vénérée comme pour la fêter.

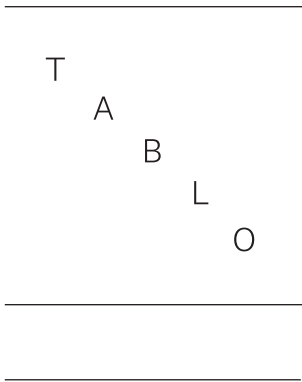
Max Kesteloot voyage, bouge, prend des photos, tourne des petits films sur des choses qui ont de l’importance sur le moment puis qui n’en ont plus, sinon de devenir le fond de ses œuvres. Une fois revenu sur son lieu de vie, à Ostende, celui qui se définit lui-même comme un « pick-pocket d’images » retravaille ses « captures » en images digitales. Sauf à regarder les titres *Untitled*, *Barcelona (ES)*, *Untitled*, *Ibiza (ES)*, *Un-*

titled Malaga (ES), il n’y a pas d’indice de localisation du lieu pour le spectateur de ces pièces, contrairement au travail et à la représentation par Cosimo Casoni.

Kesteloot revient à l’utilisation de la toile de lin comme matériau de fond. Ce fut une spécialité dans l’histoire de l’art des Flandres. Citation historique et travail éminemment intellectuel et cérébral, dont le découpage et le re-montage évoquent la transformation par l’action artistique. Max Kesteloot ne manque pas non plus d’humour, les rectangles peuvent être montrés dans l’espace public sur un support publicitaire. L’image rappellera l’identification demandée par certains sites Internet pour prouver notre humanité. Un puzzle encore, qui mélange plusieurs réalités pour la production d’un travail à l’histoire très contemporaine.

Histoire de l’art et art contemporain, voilà ce que superpose Enrico Bach. L’aîné des trois artistes, de nationalité allemande, diplômé de la Staatliche Akademie der bildenden Künste Karlsruhe, les juxtapose. Car ses tableaux sont tous des diptyques qui recomposent des images d’une l’histoire de l’art imaginaire en assemblant par exemple *La laitière* et *La jeune fille à la perle* de Vermeer de Delft, *Les Ménines* de Velasquez, etc. Ces chefs-d’œuvre semblent comme réémerger d’un brouillard coloré (opale, bleu ciel, gris). Les titres n’aideront pas à les reconnaître (*R.J.VL.G*, *R.VL.G*, *R.PL.G*). Ce n’est d’ailleurs pas le sujet direct de Enrico Bach : à la surface, des lignes blanches « réparent » l’image ancienne et la brouillent. C’est le puzzle du temps lent du passé et pressé du présent. ●

Things a nice evening can solve, group show Enrico Bach, Cosimo Casoni et Max Kesteloot, sont à voir à la Valerius Gallery jusqu’au 24 novembre



LAND ART

Deux autochromes

La page d’artiste est généralement proposée à des contemporains. Une fois n’est pas coutume, cette page s’ouvre sur des photographies historiques de la collection de la Photothèque de la Ville de Luxembourg. Ce sont deux autochromes de Batty Fischer (1877–1958), choisis parmi les 300 du fonds. La technique de l’autochrome est basée sur la théorie de la trichromie. Ce procédé a été développé par les frères Lumière en 1903 et commercialisé à partir de 1907. Ces plaques en verre sont les premières photographies en couleur. Plusieurs expositions assez longues étaient nécessaires pour obtenir au final une image positive en couleur



sur plaque de verre. Chaque image est unique et non reproductible. Batty Fischer est considéré comme un excellent autochromiste. Ses sujets sont souvent la nature à différentes époques de l’année, des compositions avec des bouquets de fleurs, des vues du Luxembourg et de l’étranger. Parmi les photographes les plus connus ayant utilisés la technique de l’autochrome, on trouve Edward Steichen, Alfred Stieglitz, ou Jean-Jacques Lartigue. FC

PATRIMOINE

Touche pas à mes antennes

L’ancien centre d’émission radiophonique de Junglinster, construit en 1932, est classé au

patrimoine culturel national en raison de son rôle dans l’histoire des médias. De là un programme multilingue était diffusé par la station privée Radio Luxembourg à travers toute l’Europe. Les antennes voisines ne sont pas celles d’origine et ne sont pas protégées. Eric Thill (DP) répond ainsi à une question parlementaire de Franz Fayot. Le député socialiste croit savoir que Broadcasting Center Europe, filiale de RTL Group, envisage un projet d’aménagement du site impliquant la destruction des antennes et un reclassement du site dans son ensemble. Le ministre de la Culture confirme qu’un recours contre la décision de classement est en cours devant les juridictions administratives. Le reclassement du site dépend quant à lui du plan d’aménagement de la commune. FC



SCÈNES

Accord historique

En 2022, l’Aspro (Association luxembourgeoise des professionnel·les du spectacle vivant) avait jeté un pavé dans la mare en diffusant une grille de recommandations tarifaires pour les différents métiers des arts de la scène. À l’été 2023, un accord avait déjà trouvé pour les métiers « Op der Bün » (comédiennes, danseurs, musiciennes). Dans un but de justice sociale et de valorisation de tous les métiers des arts de la scène, un accord a été conclu cette semaine incluant les personnes travaillant « Hannert der Bün » (techniciens de son et de lumière, costumières, décorateurs, metteuse en scène, chorégraphe... la liste est longue). Des rémunérations minimales uniformes doivent donc être appliquées pour les productions nationales. Le communiqué conjoint de la « Theater Fondatioun » et de l’Aspro ose le qualificatif « historique » car des mois de négociations entre les structures productrices, d’un côté, et les artistes et techniciens du spectacle, de

l’autre, ont été nécessaire. « Ces accords tarifaires sont un pas supplémentaire primordial vers une plus grande professionnalisation de l’ensemble du secteur culturel national et vers des rémunérations justes et équitables », se félicitent les signataires. Le budget de production des spectacles risque donc de croître. Le ministère de la Culture avait préfiguré cette hypothèse en augmentant les dotations aux structures et associations. FC

CARNET NOIR

Marie-Paule von Roesgen

La comédienne s’est éteinte mercredi à l’âge de 93 ans. Des générations de spectateurs luxembourgeois ont pu voir ses cheveux blancs attachés en chignon et son sourire discret, presque boudeur. Elle a marqué la création artistique pendant des décennies. Si elle fait ses premières expériences sur scène dès le lycée, Marie-Paule ne s’affirme dans le métier que bien plus tard, après des années dans l’entreprise de son mari Léon von Roesgen avec qui elle a eu six enfants. La comédienne a accompagné les premiers

pas de l’industrie cinématographique nationale. On la trouve à l’affiche de *Déi zwéi vum Bierg* de Menn Bodson, Marc Olinger et Gast Rollinger (1985), *Gwynnilla*, *Legend of Dark Ages*, le premier film d’Andy Bausch (1986), *Schacko Klak* de Frank Hoffmann et Paul Kieffer ou *Hochzäitsnuecht* de Pol Cruchten (le deux en 1991), pour ne parler que des débuts. Marie-Paule von Roesgen a également été active sur la scène théâtrale. Impossible d’oublier son rôle dans *Les monologues du vagin* d’Eve Ensler (photo) au Théâtre du Centaure avec Marja-Leena Junker et Myriam Muller. Parallèlement à son activité de comédienne, elle a enseigné la diction au Conservatoire de Luxembourg de 1979 à 1996. « C’est en vieillissant qu’on apprend la modestie », résumait-elle dans un entretien avec Claude Mangen sur *100,7* en 2007. FC



Changer le narratif

IIII Sébastien Cuvelier

Retour sur la conférence de Baha Hilo, sociologue et éducateur palestinien

Simone Zimmerman est une jeune américaine de confession juive comme il y en a des millions aux États-Unis. Dans le film documentaire *Israelism*¹, réalisé par Erin Axelman et Sam Eilertsen, juifs eux aussi, elle raconte comment elle a compris à l’université qu’elle avait été radicalisée, non pas par le judaïsme, mais plus insidieusement par l’ingestion forcée de sionisme, doctrine nationaliste pilotée par l’état d’Israël et ses nombreux groupes de pression.

Le film met en scène de jeunes Juifs américains assistant à des événements flamboyants organisés dans des stades, voyageant tous frais payés en Israël (les « *birthright trips* ») pour découvrir un pays enchanteur (sans aucune mention de la Palestine) et même participant à des camps militaires pour adolescents, tout cela en mettant en avant le *sex-appeal* des soldats israéliens.

Aujourd’hui, de plus en plus de jeunes Juifs ont compris que le but de cette propagande n’était pas de croire en Dieu, mais de croire en Israël. Ils dénoncent la confusion intentionnelle entre judaïsme et sionisme, menant à une société israélienne basée sur l’oppression et la violence, prétendant juive mais trahissant les valeurs du judaïsme. Surtout, ils font savoir qu’ils rejettent cette négation intentionnelle et calculée du peuple palestinien.

Zimmerman est notamment filmée lors d’une visite à Bethléem, en Cisjordanie occupée, où elle rencontre l’éducateur Baha Hilo, qui a collaboré avec l’Onu et a fondé un centre culturel à Beit Sahour. Baha Hilo était à Luxembourg jeudi passé, au lendemain de la diffusion d’*Israelism* au cinéma Utopia, pour une conférence intitulée « Surviving Israeli Apartheid » au Culture Bar².

Baha Hilo fait valoir que cette notion d’apartheid n’est pas une vue de l’esprit, malgré les nombreux efforts israéliens pour réduire au silence les voix qui s’élèvent depuis des décennies pour dénoncer ce qui est considéré comme un crime contre l’humanité³. Human Rights Watch a par exemple publié en 2021 un rapport⁴ détaillant ce système de ségrégation et de discrimination institutionnalisées dans les territoires palestiniens occupés, appliqué notamment via une séparation judiciaire basée sur l’ethnicité, un thème que Baha Hilo a longuement développé.

Ce dernier, natif de Bethléem et diplômé en sociologie de l’université Birzeit (Cisjordanie), a expliqué en détails, via de nombreuses cartes aux découpages rappelant le « gerrymandering » américain, que si les citoyens israéliens sont soumis au droit civil israélien, la population palestinienne est soumise au droit militaire, et ce à travers quatre systèmes, dont les spécificités diffèrent selon que l’on soit de Jérusa-

Baha Hilo explique comment le contrôle de la population palestinienne s’exerce via la planification urbaine et à travers un rationnement des ressources

Baha Hilo, le 14 novembre au Culture Bar



lem, de Nazareth, du reste de la Cisjordanie ou de Gaza. Tous les Palestiniens ne vivent donc pas l’oppression de la même façon. Ce système discriminant est notoirement complexifié pour démoraliser les Palestiniens, les empêchant notamment de se déplacer au sein de leur propre pays, détaille Baha Hilo.

Outre l’application de plusieurs systèmes judiciaires, Baha Hilo explique comment le contrôle de la population palestinienne s’exerce également via la planification urbaine (en s’assurant que les villes ne s’agrandissent) ou encore via un système de rationnement des ressources calculé sur le nombre de calories nécessaires par personne et par jour. Baha Hilo illustre ce concept avec une phrase d’Ehud Barak (ancien Premier Ministre d’Israël) prononcée le 28 août 2000 : « Les Palestiniens sont comme des crocodiles. Plus vous leur donnez de la viande, plus ils en veulent ».

Le maintien de cette occupation (jugée illégale par la Cour internationale de Justice le 19 juillet dernier) et de ce système d’apartheid (dénoncé dans le même avis consultatif) ne seraient pas tenables si Israël ne voulait pas constamment influencer et contrôler le débat public. C’est l’autre sujet mis en avant par Baha Hilo lors de sa conférence, et l’une des clefs de voûte de la politique israélienne : veiller par tous les moyens à fausser la représentation de la Palestine, à commencer par la géographie. Qui aujourd’hui comprend que Palestine et Israël ne sont qu’une seule et même terre ?

À travers cette dénaturation délibérée de la notion de Palestine, Baha Hilo appelle chacun à questionner le vocabulaire utilisé par Israël pour se référer au territoire et à ses habitants. On se rappelle la phrase de Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense (aujourd’hui destitué), prononcée au lendemain des attaques du 7 octobre 2023 : « Nous combattons des animaux humains ». Le Premier ministre Benjamin Netanyahu parle lui d’un « choc entre barbarie et civilisation », formule qu’il prononce fréquemment, notamment lors de son adresse au Congrès américain le 24 juillet dernier. On pourrait lui souffler cette phrase

de Claude Lévi-Strauss dans *Race et Histoire* (1961) : « Le barbare, c’est d’abord l’homme qui croit à la barbarie ».

Le film *Israelism* illustre le refus d’une communauté juive de se soumettre à ce mécanisme de défense israélien, basé sur l’invisibilisation d’un peuple. Un mécanisme engendré par une autre catastrophe, l’Holocauste, générateur d’un trauma transgénérationnel, mais qui ne peut justifier pas ces crimes de guerre perpétrés à l’échelle industrielle. « L’Holocauste a été fait en secret. Je n’ai jamais vu de photos de soldats allemands portant les sous-vêtements de femmes tuées ou déplacées », dit Baha Hilo. « Il y a quelque chose de terriblement malsain dans ce qui se passe à Gaza. »

Et pourtant, malgré les nombreuses violations du droit international dont Israël est accusé⁵, le monde politique occidental avance à pas feutrés sur ce terrain, miné par Israël lui-même, qui n’hésite pas à qualifier d’antisémitisme toute critique à son encontre, qu’elle émane et journalistes ou même des plus hautes juridictions de l’Onu. C’est le combat de Baha Hilo, avec sa tournée de conférences : éduquer, expliquer, informer sur ce qui se passe réellement en Palestine occupée, afin de changer ce narratif largement dicté par Israël. ●

¹ Le film est accessible sur Youtube, à travers la chaîne Al Jazeera

² La conférence était organisée par Collectives for Palestine, incluant Jewish Call for Peace, Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, Cedars United, Luxembourg Christians for Free Palestine, Students for Palestine, Nashama in Luxembourg

³ L’article 7 du Statut de la Cour Pénale Internationale définit onze actes constitutifs de crimes contre l’humanité, dont l’apartheid

⁴ A Threshold Crossed”: hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution

⁵ Si l’on s’en tient à la situation à Gaza, la Cour internationale de justice a conclu à un « génocide plausible » dans son verdict du 26 janvier, et la Cour pénale internationale a demandé le 20 mai des mandats d’arrêt contre Gallant et Netanyahu pour crimes de guerre et crimes contre l’humanité

Schwarze Löcher, kosmische Welten

III Anina Valle Thiele

Ästhetisch eindrucksvoll entführt *Black Air* im Casino einen in kosmische Welten. In der immersiven Ausstellung folgen Künstler/innen auf unterschiedliche Weise den Spuren schwarzer Luft



Nothing is possible von Semiconductor

Schon der Titel der Ausstellung, *Black Air*, löst eine Fülle an Assoziationen aus. Klar, Luft ist unsichtbar. Sie hat keine Form, ist reine Energie ... Aber was ist schwarze Luft?

Die Kuratorin der Ausstellung, Amelia LiCavoli, legt einen breiten Interpretationsspielraum zu Grunde. Für sie ist die „schwarze Luft“ ein Raum, in dem alles möglich ist. Denn die Luft ist frei. Sie bewegt sich in alle Richtungen, fließt unmerklich, interagiert mit Licht und Schwerkraft und setzt sich über Grenzen hinweg. Sie ist das Geheimnis, aus dem die gesamte Schöpfung hervorgeht. Flexibel und porös zirkuliert sie überall und gleichzeitig. „Dass wir etwas nicht sehen, heißt nicht, dass es nicht da ist“, so LiCavoli, die den Entwürfen der schwarzen Luft Raum geben wollte, um sich zu entfalten.

Titelgebend für *Black Air* ist die gleichnamige elektromediale Installation von Aldo Tambellini und Otto Piene aus dem Jahr 1968, in der Videoelemente, Lichtprojektionen und Pneumatik zum Einsatz kommen und die zu diesem Anlass im Museum nachgebaut wurde. Daneben geben Werke von Ibrahim R. Ineke, Semiconductor, Ayako Kato, Max Kuiper, Lisa Slodki und Hans de Wit der schwarzen Luft im Casino ihre eigenen Formen.

Eine Installation mit Zeichnungen von Hans de Wit und einem Gemälde von Ibrahim R. Ineke bilden den Auftakt. Letzterer entwirft eine symbolische Kosmologie (nicht-) menschlicher Interaktionen mit schwarzer Luft. Hans de Wits *Radiation*, gemalt mit verschiedenen Farbpigmenten und schwarzem Toner, zeigt einen Ausbruch elektromagnetischer Wellen, der gleich einem kosmischen Stern gleißende Lichtkegel ins Weltall aussendet.

Direkt gegenüber hängt das Gemälde *Static Agent* des niederländischen Comic-Zeichners Ineke, das eine in einen Mantel gehüllte Figur vor einem leuchtend ockerfarbenen Hintergrund entwirft, eine Landschaft am Fuße eines Berges. Offen für das Universum zeigt sich die Figur entschlossen, mit dem Energiepotenzial der schwarzen Luft zu interagieren.

Drei weitere Landschaftsdarstellungen aus de Wits Serie *Conjunction* gleichen einer Abfolge von Verwandlungen: getrocknete Erdklumpen in den Niederungen, eine dunkle Wolke am Horizont, wogende Luftmassen, Wasserstoff- und Sauerstoffmoleküle verbinden sich und werden schwerer, bis sie zu

Wasser werden. Seine Landschaften geben Strahlungsausbrüche und Luftverwirbelungen wieder und erwecken die Vorstellung, die Erdoberfläche gleiche eher einer atmenden Lunge denn einer abweisend festen Oberfläche.

Von dort aus gelangen die Besucher/innen im ersten Stock in einen großen offenen verdunkelten (Haupt-)Raum, in dem drei Lichtinstallationen zu sehen sind. Ein Herzstück der Ausstellung ist die Videoinstallation *In the Ether* von Lisa Slodki. Sie zeigt eine Reihe dynamischer Vignetten und besteht aus fünf frei hängenden Röhrenmonitoren und einer Reihe von Videorekordern, die mit zahlreichen schwarzen Kabeln verbunden sind.

Slodki, seit Langem als *Noise Crush* in der experimentellen Noise-Community Chicagos aktiv, verwendet archivarisches Filmmaterial von Videokassetten, verfremdet es mit digitalen und analogen Techniken, und überspielt es anschließend wieder auf dasselbe Magnetbandmedium. Auf jedem der fünf Monitore ist ein fortlaufender Video-Loop zu sehen. Die mehrdeutigen Dimensionen der abstrahierten Gesten erinnern an Himmelsphänomene wie Sonneneruptionen, kosmische Strahlung und Blitze in den oberen Schichten der Atmosphäre.

Aldo Tambellinis Beitrag zu *Black Air* umfasst eine skulpturale Videoinstallation und Projektionen von handbemalten Dias und Filmen. Die Videoinstallation besteht aus vier CRT-Monitoren und elektronischen Vintage-Geräten. Auf einem der CRT-Monitore läuft *Black Video 1*. Die Aufnahmen zeigen eine improvisierte Choreografie von Elsa Tambellini, in der sich ihr Körper mit Taschenlampen durch schwarze Luft bewegt.

Diese Performance wurde für die Videokamera konzipiert und auf einem Magnetband aufgezeichnet. Ein Modell des CV-2000 (ein Videorekorder und -spieler mit offener Spule, der das Video ursprünglich auf den Monitor übertrug) ist in der Nähe installiert. Auf den anderen drei Monitoren sind Kopien von *Black Video 2* zu sehen, für das Aldo Tambellini die elektrischen Signale von Black Video 1 mit Hilfe eines speziell angefertigten Steuergeräts (eines Videosynthesizers) und eines Testoszillators manipuliert hat. Die Videos senden verstörende Geräusche aus.

Der Fokus auf das Werk von Otto Piene kann auch als Hommage an den Avantgarde-Künstler gedeutet werden. Der deut-

sche Künstler war Mitbegründer der Künstlergruppe Zero und gilt als ein Pionier der Licht- und Feuerkunst sowie so genannter Sky-Art-Aktionen.

Sein *Pneumatic Garden of Eden*, das im Casino zu sehen ist, besteht aus einer Reihe floraler Formen, die aus transparenten Polyethylenrohren gefertigt sind. Jede der Skulpturen ist mit geräuschvollen Druckluftzylindern verbunden, die die Röhrenformen nach einem bestimmten Muster mit Luft füllen und entleeren und so wie Lungen den Atem eines Lebewesens durch eine Art mechanisches Ein- und Ausatmen simulieren.

Betrachtet Tambellini schwarze Luft als Leiter oder Medium, durch das elektronische Signale übertragen werden, ist sie für Piene ein Material, das geformt und beleuchtet werden kann.

Am stärksten dürfte vielen Besucher/innen wohl die Installation *Nothing is possible* von Semiconductor (Ruth Jarman und Joe Gerhardt) in Erinnerung bleiben. Zu Soundklängen werden wissenschaftliche Daten von Ausdehnungen dunkler Energie in Supergalaxiehaufen kartiert und als skulpturale Reliefs visualisiert.

Nothing is possible besteht aus lichtdurchlässigen Folien, auf denen große Karten montiert sind, die von der Decke hängen. Jede Karte ist ein Relief, das mit Mustern und Ansammlungen von hellen Lichtern übersät zu sein scheint, die aus den kleinen Löchern dringen. Jedes Loch steht für die Koordinaten einer Galaxie, die im Rahmen des *Sloan Digital Sky Survey* erfasst wurden. Das Projekt wird von einem Konsortium von Astrophysiker/innen geleitet, die den Kosmos anhand von beobachtbaren Veränderungen in der Emission elektromagnetischer Strahlungen kartografieren. Diese Gebiete werden als „kosmische Hohlräume“ bezeichnet, doch sind sie mit dunkler Energie gefüllt. Astrophysiker/innen schätzen, dass diese dunkle Energie mindestens 96 Prozent des Universums ausmacht.

Im Bühnenraum der Ausstellung hat zudem der US-amerikanische Sound-Künstler Jeff Kolar eine Radioantenne und einen FM-Radiosender installiert. Das Radio wird während der gesamten Ausstellungsdauer zu bestimmten Zeiten in Betrieb genommen, um analog aufgezeichnete und Live-Radioprogramme zu senden, die die Besucher/innen über Taschenradios mitverfolgen können. Die von Max Kuiper entworfene Mixed-Media-Installation umfasst Sound, Videoprojektionen und transparente Folien mit integrierten Materialien und Drucken.

Im Dezember wird sich die Improvisationskünstlerin Ayako Kato in drei Performances tänzerisch mit der „schwarzen Luft“ auseinandersetzen. Denn „in den Ausstellungsräumen koexistieren Leere und Form als Illusionen, die atmen, sich ständig verändern und transformieren“, so die begleitende Broschüre mit Rekurs auf einen buddhistischen Text.

Black Air gelingt es tatsächlich, mit dem Alltagsverständnis nicht wahrnehmbare Räume und/oder Energien erlebbar zu machen, bisweilen in überwältigender Dichte, wenn man sich denn darauf einlässt. Es ist eine sinnliche Schau, die mit den Kontrasten spielt, gleichermaßen verwunschen wie verstörend-surrend wirkt und einen rätselhaften Sog wie ein schwarzes Loch entfaltet. Bei aller (technischen) Darstellbarkeit bleibt doch der mythologische Anteil, wie schon beim Ether in allen historischen Varianten, nicht abzustreifen. ●

Black Air von Aldo Tambellini, Otto Piene, Ibrahim R. Ineke, Semiconductor, Ayako Kato, Max Kuiper, Luisa Slodki, Hans de Wit noch bis zum 5. Januar 2025 im Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain. Das Rahmenprogramm umfasst neben der Performance von Ayako Kato auch barrierefreie Ausstellungsführungen „für alle“ (jeden Sonntag von 15h bis 16h)



Le dessinateur qui monte, qui monte, qui monte

IIII Pablo Chimienti

C'est la nouvelle star de la BD grand-ducale. Depuis la publication de son album *L'Arnaque des nouveaux pères* chez Glénat, Antoine Grimée est passé dans une toute autre dimension professionnelle

Le rendez-vous avec Antoine Grimée est donné à la Bouneweiger Stuff. Un café choisi pour sa proximité avec Radio Ara où le dessinateur a rendez-vous juste après, pour une autre interview. Car depuis la sortie de *L'Arnaque des nouveaux pères*, celui qui se faisait encore appeler Tunn il n'y a pas longtemps, est très demandé. Certes dans le petit monde du neuvième art, il n'y a pas de paillettes, pas de clinquant, pas d'extravagances. Mais à 32 ans, l'auteur luxembourgeois a clairement passé un palier professionnel et percé le plafond de verre auquel se sont confrontés jusqu'ici les différents acteurs grand-ducaux de BD.

En passant chez le prestigieux éditeur Glénat, fini l'autoédition, les tirages confidentiels, la distribution personnalisée, la promotion faite avec les moyens du bord... « Passer à une vraie édition, ça change une vie. On voit qu'il y a une machinerie énorme derrière, que ce soit au niveau de la distribution, de la communication, de la présence en librairie, de l'invitation en festival, des retours médiatiques... » explique Antoine Grimée. Il a dessiné les 170 pages de *L'Arnaque des nouveaux pères*, un album documentaire réalisé avec Stéphane Jourdain et Guillaume Daudin, sur la charge mentale et la répartition toujours déséquilibrée des tâches domestiques et parentales dans les couples. Il poursuit : « On est sur un premier tirage à 12 000 exemplaires et, alors que l'album est sorti il y a à peine deux mois, on est déjà à la troisième réédition. C'est énorme », note l'artiste. Il est encore étonné de voir que *Le Monde*, *Libération* ou encore *Arte* ont parlé de son travail, mais aussi de trouver son album « dans toutes les Fnac et dans les Relay de toutes les gares. »

Un plaisir décuplé quand il repense au fait que, pour ses précédents albums, comme *De Coyote am Schofspelz*, *D'Geheimnis vum verschwonnene Sall* et une partie de l'album collectif *Fortific(a)tions*. « J'avais les stocks dans ma cave et je faisais la distribution moi-même. Quand j'arrivais à convaincre un libraire de prendre mon album, il en prenait trois exemplaires. Et peut-être que, quand je repassais deux mois plus tard, je pouvais en

remettre trois. Cela prend beaucoup de temps et d'énergie que tu n'utilises pas pour créer » note-t-il.

Ce grand changement, Antoine Grimée le doit, certes à Glénat, ainsi qu'aux deux journalistes qui ont initié ce projet d'album, mais en partie aussi à Esch2022. « J'ai participé à un atelier à la Maison des jeunes à Esch et, complètement par hasard, il y avait un agent littéraire qui était là. Il a trouvé que ce que je racontais était intéressant et je lui ai montré *Fortific(a)tions* et les trucs que je faisais pour la presse (Antoine Grimée dessine régulièrement pour le *Wort*, ndlr). Il m'a demandé si ça m'intéresserait qu'il me propose des projets ». Bien évidemment le dessinateur a accepté. Un choix payant.

Les deux premiers projets arrivés entre les mains du Luxembourgeois n'ont pas abouti, puis, il est arrivé sur *L'Arnaque des nouveaux pères*. « Les deux auteurs sont journalistes. Ils étaient à la recherche d'un nouveau dessinateur qui sache aussi un peu scénariser, qui trouve les pirouettes graphiques et qui donne à leurs recherches journalistiques un côté léger », se rappelle le dessinateur que les lecteurs voient d'ailleurs débarquer dans le récit à la page 174 de l'album.

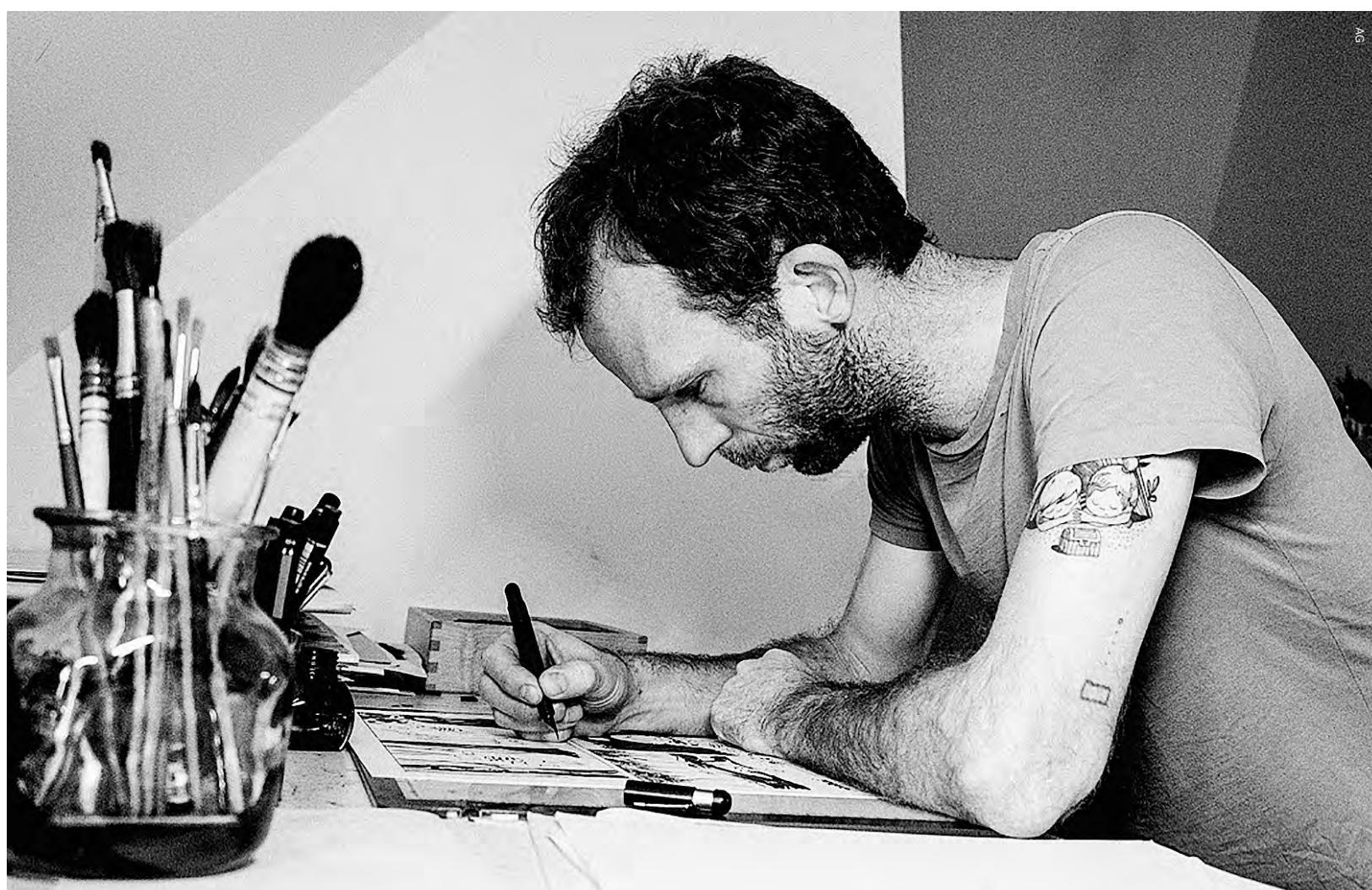
Le projet lui a pris deux ans, dont « huit, neuf mois » de pur dessin, « si j'avais fait tout d'une traite » précise-t-il. Le dessin, justement, est assez simple, proche de la ligne claire, avec des aplats de couleurs et aussi quelques fonds laissés blancs. « C'est quelque chose qui se fait beaucoup dans la BD de reportage » note le principal intéressé qui a tout de même tenu à proposer des décors et à s'intéresser aux détails. « J'aime qu'on puisse suivre les protagonistes dans un Paris qu'on connaît, dans une Suède qu'on peut reconnaître ». Et puis, il l'avoue sans détours : « Je voulais un peu me prouver à moi-même que j'arrivais à faire de beaux dessins ; surtout que c'était pour Glénat ! ». Sans aller vers le réalisme, il a donc tenu à soigner ses cases, ses mises en page. Le Luxembourgeois qui venait de mettre un pied dans le monde de l'édition franco-belge, tenait « à leur

montrer ce (qu'il sait) faire » tout en cherchant « un équilibre entre beaux dessins et travail d'efficacité ».

Un style en tout cas bien différent de que le dessinateur avait montré dans ses précédents albums. Un côté caméléon de la BD qui complique, souligne-t-il la mise en place d'une fanbase, mais qui permet à cet ancien du lycée Michel Rodange, « de ne pas m'emmerder sur ma table à dessin ». Là où certains dessinateurs cherchent des histoires qui correspondent à leur style, Antoine Grimée cherche plutôt un style qui correspond à chaque histoire. Une variété, une qu'il a apprise à l'École de recherche graphique (ERG) à Bruxelles où il a fait son bachelier, puis son master. Des styles variés inspirés par les nombreuses BD lues à la maison depuis son plus jeune âge – « mes quatre grands-parents sont belges, et on avait gardé, dans la famille, cet belgitude de la BD » –, inspirés par certains de ses profs, mais aussi par ses maîtres spirituels que son Hugo Pratt (*Corto Maltese*), Enki Bilal (*La Trilogie Nikopol*, *La Tétralogie du Monstre...*), Guy Delisle (*Chroniques de Jérusalem*, *Le Guide du mauvais père...*) ou encore Emmanuel Guiber (*La Guerre d'Alan*, *Le Photographe...*).

Il se rappelle : « J'ai toujours aimé dessiner, depuis tout petit ; j'étais un enfant assez agité et ça me calmait ». Une idée peut-être pour de nombreux nouveaux pères et nouvelles mères... Calme, il le demeure encore aujourd'hui. Le succès de *L'Arnaque des nouveaux pères* ne semble pas lui monter à la tête. Ce succès est pour lui avant tout une possibilité de trouver d'autres projets intéressants – le prochain devrait être en lien avec la vulgarisation scientifique –, puis, pourquoi pas un jour, « quand les enfants seront plus grands et que j'aurais moins à penser aux lessives et à quoi leur faire à manger », en tant qu'auteur complet.

Un succès, Antoine Grimée l'espère, qui permettra aussi à la petite scène BD du Luxembourg, regroupée désormais dans l'asbl « D'Frënn vun der 9. Konscht », d'être mieux considérée au niveau national et mieux reconnue au-delà de nos frontières. ●



Le dessinateur
Antoine Grimée

Le ciel vu de la terre

IIII Loïc Millot

« Artiste de la Terre » profondément ancré dans les traditions artisanales de son pays natal, la Roumanie, Mircea Cantor a fondé une œuvre entièrement tendue vers le ciel. En témoigne l'étrange avion ficelé à un hameçon doré qui est entreposé dans le préau de l'ancienne école Prouvé de Vantoux, point de départ hybride et indéterminé de l'exposition monographique que la galerie Nathan Chiche consacre au lauréat du Prix Marcel Duchamp en 2011. Confectionné à partir de barils de pétrole récupérés, l'improbable *Fishing Fly* (2011), sculpture aux dimensions éloquentes (400 x 350 x 146cm), métaphorise un grand rêve humain contrarié dans son espoir, dans son envol, dans son élan, tel Icare se brulant les ailes en s'approchant du soleil. Terrible renversement, en effet, que celui réservé à cet avion de ligne, échoué sur les flancs à ras du sol, devenu captif d'une ligne de canne à pêche. De là, chez Cantor, le ciel comme utopie, espace et langage universels, amer irréductible de l'humanité, mais en prise avec les forces négatives qui gouvernent notre monde...

Oiseaux, anges et avions peuplent l'œuvre de Mircea Cantor. Le plasticien s'en explique : « J'ai découvert le vol dans mon enfance dans le conte sur l'oiseau Măiastra, cet oiseau magique qui a inspiré Brâncuși. Il m'a ensuite hanté à travers les figures d'Aurel Vlaicu et Trajan Vuia, pionniers de l'aviation, contemporains des frères Wright et de Blériot. Et bien sûr Henri Coanda avec son moteur à réaction, sans lequel nos avions ne voleraient pas aujourd'hui ! Ensuite, ce vol figé de toutes ces créatures aux couleurs d'un autre monde, qui peuplent les monastères de Bucovine : ces anges, ces séraphins à six ailes, ces chérubins couverts d'yeux hiératiques ». L'écrin légué par l'architecte Jean Prouvé se prête bien à accueillir diverses manifestations de l'innocence. Comme la galerie l'avait fait pour son exposition inaugurale dédiée à Jean-Pierre Raynaud, dont les funestes vanités étaient rehaussées de couleurs primaires liées à l'enfance, les œuvres de Cantor dialoguent, elles-aussi, avec la nature pédagogique du lieu. Ainsi l'artiste roumain s'est-il amusé à revenir au premier âge de la vie : Il a déposé, sur un banc d'écolier, un atlas qui lui appartenait lorsqu'il faisait ses classes dans la Roumanie soviétique de Ceausescu, au début des années 1980. Dans une même veine enfantine, il a calligraphié à l'encre de Chine un très bel alphabet, où chaque lettre est



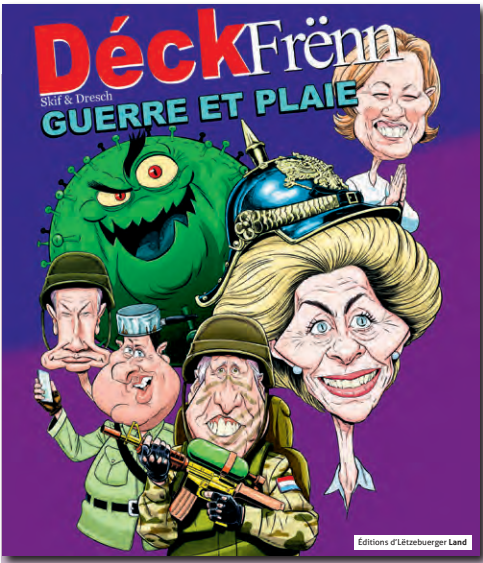
Un alphabet calligraphié et une mappemonde à la suie de bougie

L'école Prouvé est un écrin parfait pour accueillir diverses manifestations de l'innocence : oiseaux, anges ou avions

associée à une image et à un terme roumain (*Alphabet*, 2023). Un arc en ciel a été peint sur la grande baie vitrée de la classe où repose la plupart des œuvres exposées. À y regarder de près, chaque maillon composant cet arc-en-ciel a été réalisé à partir des empreintes de l'artiste. On découvre ainsi, sous l'aspect lumineux et coloré de l'œuvre, une prise de position politique du plasticien roumain. Lequel déplore la façon dont le corps et l'intime sont aujourd'hui investis par les nouvelles technologies au profit du pouvoir des États : passeport biométrique, recherche ADN, etc. Autant d'incursions dans la vie qui caractérisent l'entrée dans l'ère de la « biopolitique », telle que l'a définie Michel Foucault au terme de *Surveiller et punir* (1975). L'emploi direct de la main répond, ici, à la prise d'empreintes à laquelle l'artiste a été contraint de se soumettre sur le sol américain. D'où le fait que cet arc en ciel ressemble à des fils barbelés, à un dispositif d'enfermement. Comme souvent dans le cas de Cantor, l'œuvre est équivoque, ricoche en deux sens contraires, conformément à la mystérieuse ontologie du monde.

Cet attrait des hauteurs est perceptible à la façon dont Cantor explore le moindre recoin de l'école Prouvé, à commencer par cette partie souvent oubliée au sein d'une galerie : le plafond. Là, on y lit « Ciel variable », inscription produite à l'aide d'un procédé qui occupe Cantor depuis ses débuts, celui de la suie de bougie, qu'il développe plus amplement dans d'autres œuvres. Ce choix technique est, elle aussi, pleinement équivoque puisque, si la source productrice est lumineuse, le résultat obtenu relève de la combustion et crée un profond effet de noirceur. Ce procédé peut s'entendre d'ailleurs comme une métaphore du dérèglement climatique, où l'excès de consommation énergétique nous conduit à une consommation planétaire. Le papier blanc servant de support est en grande partie noirci. Aux petits planisphères exposés dans l'atlas d'écolier de l'artiste fait face une immense carte du monde obtenue au seul moyen de la combustion (*The World Belongs to Those Who Set it on Fire*, 2016). Il s'agit bien là de l'autre clou de l'exposition, à côté de l'avion-mouche rencontré en début de parcours. On y décèle le coup de crayon préalable ayant circonscrit les continents, avant d'être recouverts de suie. Impression de contempler un monde cancéreux, en proie à une brûlure généralisée, tout cela restitué avec une technique d'une grande finesse, où tout n'aura été qu'effleuré par le feu, l'une des matières de prédilection de l'artiste. Un sentiment étrange se diffuse alors, celui d'assister au déclin d'un monde. Ce que vient conforter une vidéo consistant en une boucle sans fin dans laquelle un petit garçon déclare, amusé, avoir décidé de ne pas sauver le monde (*I Decided not to Save the World*, 2011). À hauteur de plafond se trouve aussi bien un échantillon de la série *Airplanes and Angels*, qui atteste du savoir-faire artisanal roumain, en l'occurrence la tapisserie de Maramures. Le camouflage apparent de cette tapisserie nous rappelle la proximité de l'humain avec la nature, son principal modèle d'inspiration. Ainsi l'œuvre de Cantor est-elle intensément dialectique : du vol et des éléments terrestres, du tactile et de l'intacte, de l'émerveillement enfantin et de la bio-politique. Tout y est. ●

Exposition *L'école des mondes* de Mircea Cantor à la galerie Nathan Chiche, École Jean Prouvé de Vantoux, jusqu'au 31 janvier



Les Éditions d'Letzebuurger Land ont le plaisir d'annoncer la parution du livre

Déck Frënn Guerre et Plaie
par Skif & Dresch

L'album préfacé par le scénariste contient la suite (2021-2022) de la bande dessinée du même nom parues dans le *Letzebuurger Land*.

Cet ouvrage commente l'actualité luxembourgeoise de manière satirique et se lit comme une chronique des événements de la politique luxembourgeoise.

En librairie et sur www.land.lu (rubrique « Livres »)



SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 10.12.2024 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg.
Intitulé : Lot photovoltaïque, réf. Aa15.
Description :

- L'exécution des travaux d'installation photovoltaïque de deux immeubles résidentiels à Luxembourg-Merl.

Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur pmp.lu : 2402566

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 10.12.2024 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg.
Intitulé : Lot photovoltaïque, réf. Aa11-1.
Description :

- L'exécution des travaux d'installation photovoltaïque de quatre immeubles résidentiels à Luxembourg-Merl.

Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur pmp.lu : 2402567

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 20.12.2024 10.00 heures
Intitulé : Travaux d'installations photovoltaïques à exécuter dans l'intérêt du Lycée Guillaume Kroll à Esch-sur-Alzette.
Description :*Installation photovoltaïque d'un lycée à installer sur deux toitures distinctes, comprenant :*

- Toiture du bâtiment principal : 2 052 modules ;
- Toiture de l'extension : 460 modules ;
- Nouveau poste de transformation : 1 250 kVA.

La durée des travaux est de 35 jours ouvrables, à débiter le 3^{ème} trimestre 2025. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :

Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :

2402507

Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduelles du Nord (SIDEN)

POST Luxembourg

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 20.12.2024 10.00 heures
Lieu : L'ouverture de la soumission aura lieu dans la salle des soumissions affichée à la réception du bâtiment administratif du SIDEN, à Blesbruck, L-9359 Bettendorf.

Intitulé : Assainissement de la commune d'Erpeldange-sur-Sûre.

Description :

- U2013-14 Mise en conformité du déversoir d'orage Erpeldange Pont - Travaux de génie civil (Lot 1) et d'équipements électromécaniques (Lot 2).

Lots 1 : Intitulé: Génie civil

- Description : Travaux

Lots 2 : Intitulé: Équipements électromécaniques

- Description : Travaux

Critères de sélection :

- Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné: 25 personnes (Lot 1) ;
- Nombre minimal des références pour des ouvrages analogues et de même nature : 3 références (Lot 1 et Lot 2) ;
- Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier

concerné : 250 000 euros (Lot 2).

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier :
Sous peine de nullité, les documents de soumission sont à télécharger sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu)

Réception des plis :
Les offres sont à remettre à l'adresse et dans la salle prévue pour l'ouverture de la soumission ou à déposer sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres sous forme papier doivent porter l'inscription « Soumission pour... ».

Autres informations :
Il s'agit d'une adjudication par lots séparés. Le début des travaux pour le lot 1 est prévu pour mars 2025 et le délai d'exécution est de 120 jours ouvrables. Le début des travaux pour le lot 2 est prévu pour mars 2025 et le délai d'exécution est de 150 jours ouvrables.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2402591

Le bureau du SIDEN :
Fernand Mergen, président;
Romain Schroeder,
1^{er} vice-président;
Georges Majerus,
2^{ème} vice-président;
Marc Keilen, Membre;
Annie Nickels-Theis, Membre.

Pour une annonce qui fait dans d'Lëtzebuurger Land

Contact régie : contact@espace-medias.lu

d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

„Das nationale Hemd ist näher als der europäische Rock“

III Interview: Stéphanie Majerus

Der Sozialwissenschaftler Wolfgang Sander über Postsäkularismus, christliche Traditionen und europäische Identitätsfragen

D'Land: Die Säkularisierungsthese, die besagt, dass ein Bedeutungsverlust der Religion zu beobachten sei, hat sich ihnen zufolge nicht bestätigt. Sie gehen davon aus, dass wir in einer postsäkularen Gesellschaft leben. Eine postsäkulare Gesellschaft ist dabei nicht einfach das Gegenteil von einer säkularen?

Wolfgang Sander: Das ist richtig. Der Begriff der postsäkularen Gesellschaft stammt von Jürgen Habermas und besagt zunächst einmal, dass auch unter heutigen Bedingungen, also in modernen Gesellschaften, mit dem Vorhandensein und der Wirksamkeit von Religion zu rechnen ist. Das grenzt sich ab gegen eine Säkularisierungsthese, die die Annahme vertritt, in modernen Gesellschaften seien Religionen zwangsläufig am Verschwinden.

Die Rückkehr der Religion und eine verstärkte Religiosität ist ihnen zufolge in der jüngeren Generation beobachtbar. Wie analysieren Sie die Studienlage; gibt es da bestimmte Tendenzen in spezifischen Milieus?

Wenn man den Blick über Europa hinaus weitet, sieht man, dass Religion weiterhin eine hohe Bedeutung hat, ganz gleich, ob in buddhistisch, hinduistisch oder islamisch geprägten Regionen. Auch das Christentum wächst außerhalb Europas sehr stark. Wenn man vor allem auf westeuropäische Gesellschaften schaut, nimmt die Bedeutung von Religion erkennbar unter muslimischen Jugendlichen zu. Christlich geprägte Jugendliche verhalten sich zu ihrer Religion oft eher distanziert und vor allem unsicher. Bei muslimischen Jugendlichen vernimmt man hingegen häufiger ein deutliches Bekenntnis zur eigenen Religion.

Sie meinen, die christlichen Traditionen Europas könnten eine starke Inspiration für die europäische Zukunft sein. Was aber die christlichen Traditionen ausmacht, ist Gegenstand einer fortlaufenden Debatte. Der Protestantismus, der Katholizismus und die orthodoxen Kirchen des Ostens haben jeweils ihre eigene Interpretation des Christentums. Glauben Sie wirklich es könnte zu

einem Konsens über christliche Impulse für Europa kommen?

Aus einem historischen Blickwinkel betrachtet kann man nicht übersehen, dass die europäische Kulturgeschichte stark christlich geprägt ist. Dass dies kein gerader Weg war, sondern ein von Konflikten und Widersprüchen mit geprägter, will ich nicht kleinreden. Gleichwohl ist aber eine christliche Prägung in ganz Europa, historisch gesehen, überdeutlich. Sie zeigt sich nicht nur in alltäglichen Dingen wie unserer Zeitrechnung, an den vielen christlich geprägten Vornamen oder der Bedeutung der Kirchen für unsere Stadtbilder. Sie zeigt sich vor allem darin, dass zentrale Wertvorstellungen, die Europa heute prägen, aus dem Christentum kommen. Hierzu gehört die Idee des Universalismus, also die Vorstellung, dass alle Menschen unabhängig von Herkunft, Stand oder Geschlecht gleichwertig sind. Ebenso die Vorstellung von der Freiheit des Menschen als Person, die Augustinus mit einem bekannten Wort auf den Punkt gebracht hat: „Liebe, und tue was du willst.“ Hiernach ist es letztlich nur die Verantwortung für andere Menschen, die die Freiheit begrenzt. Diese Ideen aus dem frühen Christentum sind im Sinn einer langen Linie durch die europäische Geschichte wirksam und schlagen sich heute in unserem Verständnis von Menschenwürde und Menschenrechten nieder. Sie enthalten aber auch ein kritisches Potenzial gegen manche Verkürzungen des Freiheitsbegriffs, die wir heute sehen und die auch in den Sozialwissenschaften analysiert werden. Man denke etwa an egozentrische Freiheitsverständnisse, die Freiheit allein mit Selbstverwirklichung verbinden, oder an autoritär-libertäre im Rechtspopulismus und in der Querdenkerszene. Gegen solche Verkürzungen kann das christliche Freiheitsverständnis eine starke Inspiration sein.

Aber es gibt Interpretation des Christentums, die dem entgegenstehen. In rechtsradikalen Gruppierungen wird das Christentum mit nationaler Identität in Zusammenhang gebracht. Wie es in den USA der Fall ist, oder in Ungarn. Wird das Christentum nicht eher als identitärer Marker wieder verstärkt ins politische Feld geführt?

Wie alle großen geistigen Bewegungen, ob Liberalismus oder Sozialismus oder jede andere große Religion, ist das Christentum in sich vielfältig. Aber nicht alle Strömungen sind gleichermaßen gewichtig, und man muss aufpassen, dass man nicht eher randständige Phänomene für das Ganze nimmt. Die evangelikale Rechte in den USA repräsentiert nicht das ganze amerikanische Christentum, und in Europa hat sie keinen nennenswerten Einfluss.

Beginnt dieser Trend nicht bereits in der politischen Mitte, Markus Söder wollte, dass in bayerischen Behörden wieder Kreuze aufgehängt werden. Wird hier das Christentum auf Folklore und Identitätsfragen reduziert?

Einer solchen Reduktion würde ich keinesfalls folgen wollen. Aber man kann die Bewahrung einer Tradition auch konstruktiv angehen. So



Wolfgang Sander

ist die Frage nach der europäischen Identität keine Folklore, sondern von hoher Relevanz für die Zukunft der europäischen Einigung. Denn eines der Probleme der europäischen Integrationspolitik ist gegenwärtig die Frage: Was verbindet Europäer eigentlich? Und zwar nicht im Sinne rein materieller Interessen, sondern eben in einem weiteren kulturellen Verständnis. Eine solche europäische Identität kann man nicht willkürlich am Schreibtisch entwickeln, sondern man kann sie immer nur unter Bezug auf gemeinsame Erfahrungen und damit letzten Endes in Bezug auf eine gemeinsame Geschichte entfalten. Dazu gehören dann auch weitere Traditionslinien, wie die der Philosophie und der Wissenschaften, die auf die griechische Antike zurückgehen, und die des rechtsförmigen Denkens, die wir dem römischen Recht verdanken. Aber man wird eben auch an der christlichen Tradition nicht vorbei kommen, wenn man ernsthaft nach europäischer Identität fragt. Daraus lässt sich zwar kein konkretes politisches Programm ableiten. Aber zentrale kulturelle Referenzen – wie etwa Menschenwürde und Gewissensfreiheit –, die Maßstäbe bieten, von denen aus man konkrete Politik beurteilen kann, finden ihre Grundlage in dieser Tradition.

Haben wir aktuell nicht schon genug Debatten über Identität? Könnte man nicht auch argumentieren und sagen, wir müssen jetzt den Fokus auf stabile demokratische Institutionen legen, europäische Mindesteinkommen sowie den Datenschutz sichern oder bessere Verkehrsrouten zwischen Ost- und Westeuropa planen?

Ja, das muss man natürlich auch tun. Das steht meinem Anliegen nicht entgegen. Aber materielle Vorteile oder Interessen allein reichen meines Erachtens nicht, um auf längere Sicht den Zusammenschluss in der EU und die damit verbundenen Verluste an nationaler Souveränität zu begründen. Spätestens in Krisen ist dann doch wieder das nationale Hemd näher als der europäische Rock, wie man etwa am Brexit oder den Grenzsicherungen in der Coronapandemie gesehen hat.

Wollen Sie uns einen Ausblick auf ihren Vortrag am Dienstag im Cercle Cité geben?

Ich werde am Dienstag darauf eingehen, welche Rolle das Christentum historisch für die Entstehung einer Vorstellung von Europa spielt. Europa ist immer schon ein kulturelles Konstrukt und eindeutige geografische Grenzen hat es nicht. Dann wird es auch um die Säkularisierungsthese gehen und was aus ihrer Widerlegung folgt. Und schließlich werde ich fragen: Welche Bedeutung hat die christliche Tradition für eine künftige europäische Identität? Und natürlich bin ich gespannt, welche Fragen und Einwände das Publikum haben wird. ●

Wolfgang Sander ist ein emeritierter Sozialwissenschaftler. Sein wissenschaftlicher Schwerpunkt liegt vor allem in der Geschichte, Theorie und Didaktik der politischen Bildung. Zuletzt war er an der Justus-Liebig-Universität in Gießen tätig. Am 26. November hält er auf Einladung des Zentrums für politische Bildung einen Vortrag.

„Zentrale Wertvorstellungen, die Europa heute prägen, kommen aus dem Christentum“

S

T

|

L



Sven Becker

Les pâtisseries
n'oublient pas la
forme originelle
de la bûche

land

22.11.2024

De l'âtre à la table

III France Clarinval

La bûche est un des éléments principaux du repas de Noël, au même titre que les huîtres, le foie gras ou la dinde. Classique à la crème de marrons, aux fruits ou au chocolat, glacée ou non, le choix est vaste dans les rayons des pâtisseries et des traiteurs. Certains rivalisent d'audace et d'inventivité pour créer des bûches folles et originales. Dans certains palaces parisiens ou pâtisseries de luxe ce sont même de véritables œuvres d'art, très éloignées du morceau de bois.

Comme beaucoup de traditions que l'on croit immémoriales, la bûche en tant que dessert est relativement récente. En revanche son origine ferait (le conditionnel est toujours de mise quand on fouille dans l'histoire culinaire) référence à une tradition qui date du Moyen Âge. Il était de coutume de mettre à brûler une bûche dans l'âtre à Noël qui devait se consumer très lentement et durer parfois trois jours selon les régions, parfois même jusqu'à l'Épiphanie. Un héritage païen lié au solstice d'hiver où l'on brûlait pendant plusieurs jours un tronc d'arbre afin de garantir une bonne récolte pour l'année à venir. Le bois était arrosé de vin ou de miel (pour garantir de belles vendanges et de belles récoltes) ou de sel (pour préserver la maison de la foudre, des incendies,

des sorcières, du diable). Elle provenait de préférence d'un arbre fruitier, d'un chêne ou d'un hêtre. On en rencontre encore des traces aujourd'hui dans les fêtes traditionnelles de Noël comme la fête de « Yule », dans les régions nordiques, ou du « Cacho Fio » en Provence. Dans différentes régions françaises, la bûche portait des noms divers : choque (Picardie), suche (Bourgogne), tronche (Franche Comté), calignaou (Provence), terfougeau de Nau (Poitou)...

Avec l'urbanisation croissante, la bûche de Noël a perdu en popularité, sans doute parce qu'il n'était pas aisé de transporter un énorme morceau de bois chez soi. La vraie bûche en bois a alors été repensée sous forme de gâteau. Il est impossible de savoir quel pâtissier en aurait-été l'inventeur. Certains attribuent sa création à un apprenti pâtissier de Saint-Germain-des-Prés en 1834. Pour d'autres, la bûche de Noël est née à Lyon dans les années 1860 dans la cuisine du chocolatier Félix Bonnat. On évoque aussi la recette de crème au beurre d'Antoine Charabot de la maison Quillet

à Paris en 1879. Parmi les 1 600 recettes de gâteaux et de pâtisseries régionales que Pierre Lacam publie dans *Le Mémorial historique et géographique de la pâtisserie* (1890), on trouve bien une recette de bûche comestible. Elle consiste en un rouleau de génoise (un biscuit riche et aéré) assemblé avec de la crème au beurre aromatisée au café ou au chocolat, décoré de petites « branches » découpées dans d'autres morceaux de génoise, et recouvert d'une couche de crème au beurre à l'aide d'une douille cannelée pour créer l'effet d'une écorce.

Ce n'est pas anodin que la bûche soit passé de l'âtre à la table à l'époque où l'électricité, le charbon et le gaz équipent de plus en plus les habitations. Allant de la cheminée à l'assiette, du bois au gâteau, la chose change de nature mais le signe demeure. Quand on mange une bûche de Noël, on ne consomme pas seulement une génoise et de la crème au beurre. On avale le symbole de ce qu'elle représente. En reprenant les termes du sociologue et philosophe Jean Baudrillard, on mange un simulacre de bûche de bois dont la fonction est de simuler Noël, d'en recréer l'illusion. Pour lui, cette feinte est caractéristique de la postmodernité : Notre réalité est devenue un grand système de signes, d'imitations du réel, une sorte de spectacle permanent dans lesquelles nous jouons des rôles.

Au début du vingtième siècle, les recettes de bûches ont commencé à apparaître dans les livres de cuisine. La difficulté de rouler le gâteau sans qu'il ne se fissure ou ne se brise décourage bien des amateurs. Le défi de cette confection assure aux pâtisseries de garder la main et une rente saisonnière au même titre que la galette des rois (le feuilletage est assez casse-gueule) ou les œufs de Pâques (manier le chocolat n'est facile pour personne). ●

LA COLLECTION

Romantico Romantico

On connaissait déjà les bijoux de la marque que Fanny Bervard a créée en 2019.



Ces collections continuent à grandir, intégrant régulièrement de nouveaux modèles et de nouveaux matériaux. La dernière marotte de la créatrice va vers les arts de la table. L'ensemble A Tavola comprend des vases colorés et des assiettes aux motifs gourmands (autour des produits de la mer et des fruits), peintes à la main en Italie, des ronds de serviette tissés à partir de feuilles de palmier iraca par un collectif d'artistes en Colombie, des serviettes brodées au

Portugal avec des motifs festifs. Au Pop-Up qu'elle occupe à la Grand'Rue dans l'ancienne boucherie Goedert, Romantico propose aussi d'amusantes salières en forme de bonbons, de coquillages ou des fruits, des carafes figurant des animaux, des sets de tables et des bougies. De quoi décorer les tables pour les fêtes. FC

LE LIVRE

Baking with Anne

Anne Faber est sans doute la plus connue des *foodista* luxembourgeoises. Elle anime des émissions gourmandes et de voyage sur *RTL Télé*, elle propose des cours de cuisine et elle publié une demi-douzaine de bouquins de recettes. Le dernier en date, paru en allemand et en anglais, se focalise sur la pâtisserie. Les saisons et les traditions qui

ponctuent le calendrier sont le fil rouge des préparations proposées : les biscuits de Noël, les beignets de Carnaval, les bretzels de la mi-Carême, le Bamkuch des mariages, gâteau à la rhubarbe, muffins ou marbrés. Le livre contient 75 recettes sucrées et salées généralement faciles à réaliser. La cuisinière propose aussi un package avec les mélanges d'épices (sucrées façon spéculoos et salées façon bagel). Les photos de Dominika Montonen-Koivisto donnent l'eau à la bouche,



même si l'ensemble joue dans le registre des clichés de la « tradwife ». FC

PRINTED IN
LUXEMBOURG

SUPPLÉMENT

LEBEN

DIE DAS LEBEN VON HOLZ

RESSOURCEN WAS KREISLAUFWIRTSCHAFT BRINGEN KANN

DIRECTION DURABILITÉ

• LA DÉCROISSANCE ? J'AI DU MAL •

MAGIE ET TECHNOLOGIE
LA « MAGICIENNE DE L'IMPACT »

ZURÜCK O K O - D U N G E R I N M I T S C H U T Z F A K T O R B O D E N

MADE IN LUXEMBOURG GREEN

ÉDITO

Das Grüne in Luxemburg

IIII PETER FEIST

Als das *Lëtzbuerger Land* am 11. Dezember 2009 seine erste Beilage mit dem Titel „Made in Luxembourg“ herausbrachte, war die weltweite Bankenkrise zur Wirtschaftskrise geworden. Die Begeisterung für die Dienstleistungsgesellschaft, die Wachstum und Wohlstand verhiess, ohne die Umwelt zu belasten, hatte einen Dämpfer abbekommen. Bei den Haushaltsdebatten in der Abgeordnetenversammlung wurden Zweifel an der wirtschaftlichen Nachhaltigkeit des Bankgeheimnisses laut. Die „real economy“ wurde neu entdeckt und gepriesen. Als Branche ohne Gier, Trickserien und ohne Algorithmen, die den Handel mit Finanzprodukten in Nanosekundenschnelle bald für attraktiv, bald für uninteressant erklären. Ein Wirtschaftszweig mit ehrlicher Arbeit, eher Manager- als Stakeholder-Kapitalismus und sicherer Wert eines *Made in Luxembourg*.

Mittlerweile ist das lange her. Die Finanzindustrie wurde rehabilitiert. Rifkin-Bericht und „Luxembourg Strategy“ haben sich an einem modernisierten, „nachhaltigeren“ Modell sowohl für die Dienstleistungsbranche als auch für die „real economy“ abgearbeitet. „Cleantech“ war eine Zeitlang neben „Biotech“ ein politisches Diversifizierungsvorhaben für die Industrie, genau genommen schon vor dem Zusammenbruch von Lehman Brothers.

Heute sind die „ökologische Transition“ und die „Energiewende“ in der ganzen EU politisches Programm. Beihilfen stehen bereit dafür, für die „digitale Transition“ auch. Was Anlass ist, mit dieser Beilage die Frage aufzuwerfen, worin „Made in Luxembourg Green“ besteht. Es geht dabei nicht nur um Produkte. Es geht auch um Dienstleistungen. Und um die Frage, was die betreffenden Betriebe, die Unternehmerinnen und Unternehmer mit ihrem „grünen“ *Made in Luxembourg* verbinden. Handelt es sich allein um Geschäftsideen? Oder ist damit ein besonderer ethischer Ansatz verbunden? Was ist von einem Konzept wie *décroissance* zu halten, über das Mitte Oktober eine Diskussion stattfand? Zu der es aber nicht genau genommen nicht kam, weil Befürworter und Gegner des Ansatzes nicht vermochten, produktiv miteinander zu debattieren.

Was vielleicht darauf hindeutet, dass angesichts von sehr realen Krisen wie Erderwärmung, Artenverlust und knapper werdenden Rohstoffen etwas anderes nötig wäre als ein grüner Kapitalismus, ein grünes Modell von Kapitalakkumulation. Aber was? Romain Poulles, Unternehmer und Präsident des Nachhaltigkeitsrats, ist im Interview ab Seite 32 davon überzeugt, dass *décroissance* nicht weit genug denkt. Dass konsequent verstandene und praktizierte Kreislaufwirtschaft ein Ansatz sei, „die Welt besser zu machen“ und den Unternehmer zum „Teil der Lösung“. Poulles rät, solche Ideen zumindest einmal zu testen, räumt aber ein, dass das in allen EU-Staaten höchstens punktuell geschieht. Woraus man schließen könnte, dass das Grüne in *Made in Luxembourg* noch eine Weile überschaubar bleiben wird. ●



31

Das Leben von Holz

Esch hat seit der Rentrée eine neue Schule. Der Schulcampus Wobrécken ist eine Pionierarbeit nachhaltiger Architektur

FRANZISKA PESCHEL

32

Ressourcen nur nutzen

Romain Poulles, Präsident des Nachhaltigkeitsrats, über *décroissance*, Kreislaufwirtschaft und die Rolle des Unternehmers darin

INTERVIEW: PETER FEIST

34

Direction durabilité

Luxmobility propose une approche qui combine respect de l'environnement et innovation

BÉATRICE DISSI

35

La rencontre de la magie et de la technologie

Indoor Forest et la devise « faire plus avec moins » dont est convaincue la fondatrice de l'entreprise

FIORILA HELL

36

Zurück in den Boden

Eine Firma in Grevenmacher und ihre Schwester in Frankreich betrieben Kreislaufwirtschaft schon, als den Begriff noch niemand benutzte

PETER FEIST



Pit Kuffer, Büro
Witry & Witry

Das Leben von Holz

III FRANZISKA PESCHEL

Esch hat seit der Rentrée eine neue Schule. Der Schulcampus Wobrécken ist eine Pionierarbeit nachhaltiger Architektur

Seit September ist der Schulcampus Wobrécken in Esch von Kinderschritten und Matheaufgaben erfüllt. Ein großer Bau mit Flachdach und dunkelroter Außenfassade. Die Innenräume sind mit hellem Holz verkleidet. Drei Stockwerke öffnen sich zu einem Atrium mit verglastem Dach, das viel Licht einlässt. Vormittags lernen und lärmern hier bis zu 340 Schüler/innen der Primärschule, am Nachmittag wird das Gebäude zur Maison Relais. Im Park treffen Kinder auf die Senioren vom Pflegeheim nebenan.

Das Gebäude wurde vom Echternacher Architektenbüro Witry & Witry entworfen. Darin stecken acht Jahre Arbeit. 2015 hatte die Stadt Esch das Projekt ausgeschrieben. Kaum ein öffentliches Gebäude in Luxemburg ist so nachhaltig wie die Schule Wobrécken. Vorab haben die Architekten die Schule in ihrem ganzen Lebenszyklus betrachtet, den Energieverbrauch über Jahrzehnte im Voraus geplant und die Pläne dahingehend verfeinert, ihn so niedrig wie möglich zu halten. In den kommenden Jahren wird die Schule mehr Energie erzeugen, als sie verbraucht.

Der optimierte Lebenszyklus und die ideale Betriebsenergie würden in der Regel getrennt betrachtet, sagt Pit Kuffer, Architekt der Schule. Bei diesem Projekt haben Witry & Witry beide Überlegungen zusammengelegt. „Heutzutage findet man dazu reichlich Informationen, aber als wir 2016 mit der Planung begannen, mussten wir danach suchen. Wir haben uns im Ausland informiert und Fortbildungen besucht.“ Mittlerweile gebe es auch in Luxemburg Architekturbüros, die sich theoretisch damit auseinandersetzen. „Aber es ist schade, dass es nur so wenig umgesetzt wird.“ Nicht alles, was Architekten wollen, können sie umsetzen.

Wichtig ist, dass die Auftraggeber die Ideen unterstützen, denn sie müssen die Projekte annehmen und bezahlen.

Pit Kuffer leitet gemeinsam mit seiner Lebenspartnerin Anabel Witry das Familienunternehmen Witry & Witry. Seit 2008 ist er Teil des Unternehmens. Das letzte Jahrzehnt war vom Generationswandel geprägt. Die beiden Gründer Ursula und René Witry sind weiterhin im Büro tätig, haben die Geschäftsleitung aber der Folgegeneration übergeben. Pit Kuffer erklärt: „Als Anabel und ich angefangen haben, wussten wir, dass wir Gebäude anders planen und bauen müssen als bisher. Das Denken in Lebenszyklen kam ins Spiel. Wir haben uns das Thema angeeignet, und die Mitarbeiter haben die Thematik mitgetragen.“ Das heißt: Ein Gebäude ab dem Moment zu betrachten, in dem die Rohstoffe für das Baumaterial wachsen, bis zum Recycling der Komponenten am Lebensende des Baus. Wo wird wie viel Energie verbraucht? Welche Auswirkungen hat die Nutzung der Materialien auf die Umwelt? Wie können sie am besten weiterverwendet werden? Diese Fragen stehen am Beginn von Hochrechnungen und Plänen. „Wir mussten viel recherchieren, um diese Prinzipien zu verstehen und verständlich aufzubereiten“, sagt Kuffer. „Einen großen Teil dieser Recherchearbeit haben wir unentgeltlich geleistet, aber das fließt in künftige Projekte mit rein.“ Kenntnisse, die einmal da sind, können sich in der Zukunft auszahlen. Nachhaltigkeit durch Lernen.

Etwa 50 Jahre lang sollte ein Gebäude seinen Zweck erfüllen. Auch wenn einige Gebäude länger, andere kürzer nutzbar sind, dient diese Zeitspanne Architekten als Berechnungsgrundlage für die Effizienz. Konsens in der Branche ist nach aktuellen Standards, dass ein Gebäude innerhalb seiner Lebensdauer die Energie einsparen soll, die beim Bau verwendet wird. Stahlbeton oder Ziegelsteine werden stundenlang bei bis zu 1 000 Grad Celsius gebrannt, ein Energieaufwand, der sich kaum wettmachen lässt. Pit Kuffer hat sich auf Holzbau spezialisiert. Holz ist nachhaltiger. Aber es ist auch „ein Material, das sich gut anfühlt“. Kuffer spricht von Baukultur, einem Begriff, der Witry & Witry wichtig sei. Was die Architekten damit meinen, ist für Kuffer schwer in Worte zu fassen. Es gehe um Farben, Formen, um Tradition und Menschen. Die Architekten möchten nicht einfach ein Gebäude aufstellen, das ihrem eigenen Stil entspricht, sondern in Auseinandersetzung mit dem Ort etwas erschaffen, das der lokalen Gesellschaft entspricht, ihre Werte, Geschichte und Identität widerspiegelt. „Die Nutzer müssen Gebäude akzeptieren. Vandalismus ist oft die Folge von Ablehnung. Es gibt Gebäude, die sind auch nach Jahren in einem super Zustand, weil sie in von den Benutzern geschätzt werden.“

Der politische Wille

Auf einem Diagramm zeigt Kuffer, wie viel weniger CO₂ Holzbau generiert. Es gelingt damit, den anfänglichen Energieverbrauch so zu mindern, dass der Verbrauch des gesamten Gebäudes über seinen Lebenszyklus hinweg sogar negativ wird. Zwei Tricks sind dazu nötig: Zum einen bezieht Kuffer die CO₂-Menge mit ein, die das Holz in seiner Zeit als Baum aus der Luft gefiltert hat und in verbauter Form weiterhin speichert. Zum anderen musste der Energieverbrauch der Schule Wobrécken tatsächlich so stark gesenkt werden, dass sie schließlich mehr Energie erzeugt als sie verbraucht.

Die Berechnung scheint einleuchtend und weitblickend. Doch steht sie auf wackligen Beinen – denen der Politik. Eine Lebensdauer von 50 Jahren setzt voraus, dass die nötigen Wartungsarbeiten unternommen werden, dass Material gut behandelt wird und defekte Komponenten ausgetauscht werden. Von Anfang an sind dieser Aufwand und damit verbundene Kosten und Energieaufwand eingeplant. Doch 50 Jahre sind mehr als acht kommunale Legislaturperioden. Was ein Schöffenrat heute bestimmt, kann ein nächster über den Haufen werfen. Das wäre es dann mit der Nachhaltigkeit. Für die Stadt Esch stellt sich die Frage nicht. Die Schule sei „kein *nice to have*-Gebäude, wie zum Beispiel eine öffentliche Badeanstalt, sondern eine für die Escher Bevölkerung essenzielle Infrastruktur“, erklärt die Stadtverwaltung dem *Land*. Also müssten Wartungsarbeiten auch in Zukunft gemacht werden und das Gebäude müsse bestehen bleiben. „Die Kosten, ebenso wie die CO₂-Bilanz, lassen sich am besten dadurch im Rahmen halten, dass man die Gebäude so lange wie möglich nutzt“, so die Stadtverwaltung.

Heutzutage sind Abriss und Neubau häufig noch günstiger als Renovierungen. Regulierungen und gestiegene Rohstoffpreise könnten das in Zukunft ändern. Zu häufig würden Gebäude abgerissen, statt sie umzubauen und zu renovieren, meint Pit Kuffer. 2023 hat die Gemeinde Rosport-Mompach in Folge des Hochwassers die ertränkte Mehrzweckhalle in Born an der Sauer abgerissen. Die Halle war erst neun Jahre zuvor komplett saniert, erweitert und energietechnisch auf den neusten Stand gebracht worden. Dass dieser Umbau von Witry & Witry gestaltet wurde, tut dabei besonders weh. Er sei selbst nach dem Hochwasser dort gewesen, um den Zustand des Gebäudes zu prüfen, sagt Kuffer, und ist überzeugt, dass es zu retten gewesen wäre – günstiger und nachhaltiger als Abriss und Neubau.

Die Überlegungen der Gemeinde Rosport-Mompach waren andere. Witry & Witry sei das einzige Büro gewesen, das gegen den Abriss stimmte, sagt Bürgermeisterin Stéphanie Weydert (CSV). „Der vorherige Bau hatte immer die Füße im Wasser.“ Die gesamte Gebäudetechnik sei im Keller untergebracht gewesen, der auch bei jedem kleinen Hochwasser überschwemmt wurde. „Ist das nachhaltig, wenn wir jedes Mal Gemeindearbeiter dorthin schicken und Pumpen in Betrieb nehmen müssen?“, fragt Weydert. „Wir können es uns nicht erlauben, dass der Sportunterricht immer wieder ausfällt.“ Anhand von Gutachten und mit Zustimmung des Innenministeriums entschied der Schöffenrat sich für den Abriss. „Manchmal ist es einfacher, *tabula rasa* zu machen und neu anzufangen“, meint Stéphanie Weydert.

Für Pit Kuffer ist das kaum zu verstehen. Abriss ist nach der Philosophie der Architekten fast nie eine gute Idee. Wenn das Gebäude nicht gerade von Asbest durchsetzt ist oder alle Materialien mit Giftstoffen belastet sind, könne man Gebäude zurückbauen und die Materialien weiterverwenden – auch nach 50 und mehr Jahren. Nachhaltigkeit heißt für Kuffer auch, das Bauerbe zu erhalten. Die Gemeinde habe zwar versucht, die Materialien zu verkaufen, so Weydert, doch abgesehen von einigen Fenstern hat nichts Abnehmer gefunden. So wurde schließlich doch das meiste verschrottet. Der Neubau des Centre Polyvalent samt Sporthalle, Maison Relais und Musikschule beginnt nächstes Jahr und kostet 56,5 Millionen Euro. Der Bau wird 70 Zentimeter höher liegen als der höchste Punkt, den das verheerende Hochwasser von 2021 erreicht hat. ●

„Die Schule ist kein Nice-to-have-Gebäude, wie zum Beispiel eine öffentliche Badeanstalt, sondern eine für die Escher Bevölkerung essenzielle Infrastruktur.“

Stadtverwaltung Esch/Alzette



Sven Becker

Romain Poules
am Sitz seiner
Firma in
Windhof.
In seinem Büro
ist jeder
Einrichtungs-
gegenstand
ein wieder
genutzter

Ressourcen nur nutzen

||||| INTERVIEW: PETER FEIST

Romain Poules, Präsident des Nachhaltigkeitsrats, über *décroissance*, Kreislaufwirtschaft als neues Modell und die Rolle des Unternehmers darin

d'Land: Herr Poules, Sie sind Unternehmer und Präsident des CSDD, des Nachhaltigkeitsrats. Wie passt das für Sie zusammen?

Romain Poules: Das passt wie die Faust aufs Auge! Ich bin seit fast 30 Jahren Unternehmer. Über Nachhaltigkeit nachzudenken, begann ich früh, dachte die ersten 15 Jahre ganz klassisch: Wir müssen den nach uns kommenden Generationen eine Welt mit denselben Lebenschancen hinterlassen. Um 2008/2009 kam ich zu dem Schluss, dass das nicht reicht. Wir können eine bessere Welt hinterlassen. Dazu müssen wir ein neues System aufstellen.

Vor vier Wochen veranstaltete der CSDD einen Diskussionsabend mit dem Ökonomen Timothée Parrique, der über *décroissance* forscht. Während der Diskussion bekam Parrique unter anderem vorgehalten, *décroissance* heiße für Unternehmer „Auto-Sabotage“. Stimmt das nicht, letzten Endes? Im Kapitalismus wäre es nicht rational, auf Wachstum zu verzichten.

Aber nicht jeder Unternehmer ist getrieben vom Wunsch nach immer mehr Wachstum und Gewinn. Von Luxemburger Familienbetrieben kenne ich nicht ganz viele, die unendlich wachsen wollen. Viele stellen fest, und das war auch bei mir so, dass sie an ein Plateau kommen. Darüber hinaus zu wachsen, würde heißen, erst einmal weniger zu verdienen. Also sagen viele: Ich bin jetzt auf Reisegeschwindigkeit, das reicht mir. Das ist ein wichtiger Punkt, denn er weist darauf hin, dass der Unternehmer Teil der Lösung ist. Die Ideen zu *décroissance* verstehe ich und teile sie. Sie bedeuten nicht, in eine Rezession zu marschieren. Sie gehen mir aber nicht weit genug.

Lassen Sie uns zunächst weiter von Ihrem Werdegang sprechen. Sie sind Bauingenieur und Ihre Firma ist in der Baubranche tätig.

Richtig. Meine Firma plant nachhaltige Bauten und organisiert die Umsetzung. Insbesondere erarbeiten wir Konzepte für Bauten. Wir nennen

„Ich verstehe die Ideen zur *décroissance* und teile sie. Sie gehen mir aber nicht weit genug“

das „Phase null“. Traditionell beginnt ein Bauvorhaben mit Phase eins. Da werden mit Architekten erste Ideen entwickelt, Budgets aufgestellt und so weiter. Wir fragen den Kunden in Phase null: Warum wollen Sie bauen? Muss das sein? Das ist eine berechnete Frage, denn in vielleicht 20 Prozent der Fälle kommen wir mit ihm zu dem Schluss, dass wir gar nicht bauen müssen.

Aber dann verdient die Firma nichts.

Das kann sein. Aber mein Ansatz ist, verknüpft mit meiner Auffassung von Systemveränderung, zu fragen: Was machen wir hier überhaupt? Was produzieren wir mit welchem Ziel? Ein Schulgebäude zum Beispiel wird nur während fünf Prozent seiner Lebensdauer genutzt. Trotzdem werden immer mehr Schulen gebaut. Klar kann man nicht nachts unterrichten und nicht am Wochenende; jedenfalls nur mit großen Problemen. Aber es ist wichtig zu bedenken, welchen Nutzen ein Bau haben soll. Genauso wie, und da denke ich über mein Metier hinaus, darüber nachzudenken, wozu wir produzieren. Das ist jetzt mehr Philosophie als ein Wirtschaftsmodell, aber unsere Industrie produziert nur Abfall. Die Natur produziert heute keinen Abfall mehr, sie

hat nur einmal Abfall hervorgebracht. Das war vor etwa zweieinhalb Milliarden Jahren, als sie Sauerstoff zu produzieren begann. Ihn nutzbar zu machen, war eine Riesenherausforderung für die Natur. Noch heute oxidiert überall etwas. Bei allen Verbrennungen oder wenn etwas korrodiert oder wenn wir atmen. Die Natur fand einen Weg, Sauerstoff als Ressource einzusetzen, sonst gäbe es uns nicht. Dagegen produziert die Industrie nur Abfall. Wir recyceln, doch nur ein paar Prozent des weltweit produzierten Plastik werden recycelt. Wir denken über Recycling erst nach, wenn ein Produkt schon hergestellt ist. In dieser Hinsicht müssen wir das System ändern. Ein Gebäude lässt sich theoretisch vollständig recyceln, aber nur, wenn das vorher so geplant wurde. Baut man traditionell und schaut nach vielleicht 30 Jahren: „Was haben wir denn da?“, klappt es nicht.

Das ist die Idee der Kreislaufwirtschaft. Wie kamen Sie dahin?

Vor gut 15 Jahren las ich Bücher des deutschen Chemikers Michael Braungart. Er hat gemeinsam mit dem amerikanischen Architekten William McDonough das Konzept *Cradle to Cradle* entwickelt. 2008 bin ich Braungart persönlich begegnet. Das war für mich ein regelrechter *tipping point*. Wichtig war für mich sein Satz: „Was ihr macht, ist immer noch schlecht.“ Die traditionelle Nachhaltigkeitsidee sagt ja, weniger CO₂-Emissionen, weniger Ressourcenverbrauch und so fort. Aber wenn man von etwas Schlechtem weniger macht, ist, was übrig bleibt, immer noch schlecht. Ich meine, wir sollten danach streben, die Welt besser zu machen.

Also nicht weniger Ressourcenverbrauch, sondern gar keiner mehr?

Was die Natur uns gibt, können wir verbrauchen. Ressourcen dagegen, vor allem mineralische, dürfen wir lediglich nutzen. Deshalb finde ich den Ansatz *décroissance* nicht ambitioniert genug. Er sagt weiterhin: Weniger! Doch bleibt der Rest schlecht, gehen wir nicht weit genug.

Aber nicht alles lässt sich recyceln. Für Rückgewinnungen fehlt es zum Teil an Technologien.

Deshalb müssen wir dafür sorgen, dass möglichst kein Abfall entsteht. Einfach ist so eine Systemänderung nicht. Über Kreislaufkonzepte diskutiert der Nachhaltigkeitsrat mit Unternehmen. Vielen ist klar, nicht allen, aber vielen, dass etwas geschehen muss. Allerdings verstehen sie das als Personen. Gehen sie zurück in ihren Betrieb, sagen sie: „Den muss ich aber am Laufen halten.“ So hält das bestehende System sie gefangen. Sie gehen Engagements ein, die sie eigentlich gar nicht eingehen wollen. Sie sehen keine andere Option. Und fassen Nachhaltigkeit als Zumutung auf, nicht als Opportunität.

Gibt es keine Märkte für Kreislaufkonzepte?

Sie kommen allmählich auf, aber nicht nur neue Märkte sind nötig, sondern ein neues Modell. Ein Problem dabei ist, dass wir die Frage: „Was machen wir eigentlich und wozu?“ nicht wirklich beantworten können, denn wir kennen unseren Rohstoffverbrauch nicht. Wir wissen nicht, wieviel von welchen Rohstoffen wir verbrauchen, die in importierten Waren stecken. Wir wissen das in Euro, aber nicht in Kilo. Luxemburg weiß es nicht, die anderen EU-Länder wissen es auch nicht. Unser wichtigster Indikator ist das Bruttoinlandsprodukt. Steigt das BIP, ist alles in Ordnung. Als wäre allein das der Ausdruck von Reichtum und Wohlergehen. Aber ereignet sich eine Naturkatastrophe, wächst das BIP, weil die Schäden beseitigt werden müssen. Dass abgesehen vom BIP Indikatoren und Daten fehlen, macht es schwierig, ein neues Modell aufzustellen. Es müsste nach meiner Ansicht unbedingt beinhalten, bestimmte Industrieprodukte nicht mehr zu verkaufen, sondern sie als Service zu vermieten. Außerdem müssten Rohstoffe anders gehandelt werden.

Was genau würde das ändern?

Das ändert alles! In einer Feuerwehrekaserne in den USA hängt die älteste noch immer funktionierende Glühbirne der Welt – seit 1902. Damals wurden Glühbirnen mit sozusagen „unbegrenzter“ Lebensdauer hergestellt. In den 1920-er Jahren fanden Unternehmen wie General Electric, Osram oder Philips, dass das ihrem Geschäft schadet. Sie vereinbarten, die Lebensdauer auf 1 000 Stunden zu begrenzen. 1925 gründeten sie dazu ein Kartell. Aus der Business-Perspektive war das sinnvoll. Aus der Nachhaltigkeitsperspektive ist sowas das Schlimmste, was man machen kann, denn man produziert mehr Abfall. Solche geplanten Ausfälle, Obsoleszenzen, gibt es heute überall. Die Wirtschaft lebt davon. Würde dagegen, um bei dem Beispiel zu bleiben, eine Glühlampe nicht als Glühlampe verkauft, sondern würde Licht als ein Service vermietet, wäre die Einkommensquelle für das Unternehmen nicht mehr das Produkt, das einmal verkauft wird, sondern der Service, solange er funktioniert. Der Hersteller hätte ein Interesse daran, dass er so leistungsfähig wie möglich ist. Zweitens bliebe der Hersteller Besitzer des Materials. Und würde beginnen zu überlegen: Wieviel davon brauche ich? Wieviel lagere ich, denn das kostet ja? Was mache ich mit dem Abfall – oder besser: mit den im Produkt gelagerten Ressourcen? Denn die bleiben bei ihm, nicht beim Kunden. So ein Service-Angebot könnte außerdem um weitere Services ergänzt werden. Im Flughafen Amsterdam wird die Beleuchtung nach diesem Modell bereitgestellt. Von einer Philips-Tochterfirma, die für solche Zwecke gegründet wurde. Das ist eine gute Entwicklung. Im Grunde muss es darum gehen, nicht den Abfall loszuwerden, sondern uns von Abfall als Konzept, als Idee zu verabschieden.

Setzt dieser Ansatz sich allmählich durch, siehe Flughafen Amsterdam?

Allmählich. Schiphol Airport ist ein Paradebeispiel. Ehe es realisiert wurde, hatte Philips lange argumentiert: „Für so etwas gibt es keinen

Markt!“ Da stellt sich eine Art *chicken and the egg*-Frage: Muss zunächst jemand ein großes und interessantes Angebot in so einer Richtung machen, oder muss eine große Nachfrage, ein großes Projekt, den Anstoß liefern? In dem Gebäude, in dem meine Firma ihren Sitz hat und das mir gehört, wurden vor kurzem neue Lifte eingebaut. Die wurden nicht als Lifte gekauft, sondern es wurden vertikale Transporte gemietet. Abgerechnet wird pro Kilometer. Den Lieferanten zu finden, war nicht leicht.

Ist es ein Luxemburger Lieferant ?

Nein.

Könnte der Staat oder könnten Staaten allgemein mit öffentlichen Bauvorhaben eine Entwicklung anstoßen?

Sie könnten und müssten eine große Rolle spielen. Öffentliche Aufträge könnten die *chicken and the egg*-Frage entschärfen. Sie könnten als Pilotprojekte dienen und für das Thema sensibilisieren. Der Staat müsste auch mit Zuckerbrot und Peitsche vorgehen, müsste bestimmte Entwicklungen fördern, andere bremsen, uninteressant machen oder sogar verbieten. Die Amerikaner sagen: „You get what you incentivize.“ Allein am Bau sind viele Service-Ansätze denkbar. Teppiche und Fußbodenbeläge wären einer. Oder Fenster: Sie sollen natürliches Licht in einen Raum lassen und zur Wärmedämmung dienen. Zwecks Wärmedämmung sind die Zwischenräume der Fensterscheiben mit einem Edelgas gefüllt, Argon oder Krypton. Die Fensterrahmen aber sind nie ganz dicht. Es waren schon Menschen auf dem Mond, aber dichte Fenster kriegen wir nicht hin, weil das Geschäftsmodell der Fensterbauer davon ausgeht, dass Fenster alle 20 Jahre ausgetauscht werden. Bis dahin aber entweicht nach und nach das isolierende Edelgas. Nach zehn Jahren liegt die Wärmedämmung eines Fensters nur noch bei 70 Prozent, nach 20 Jahren bei 30 oder 40 Prozent, und ich brauche doppelt so viel Heizleistung wie im ersten Jahr. Wärmedämmung als Service würde die Fensterbauer anreizen, die Fenster besser abzudichten. Sie müssten weniger Edelgas einkaufen, das rar ist und teuer. Der Kunde wäre zufriedener, weil seine Heizkosten sinken. Es würden weniger Fenster hergestellt, weil man nicht alle 20 Jahre neue bräuchte, und es gäbe weniger Abfall. Alle würden gewinnen.

Lassen öffentliche Bauaufträge sich mit solchen Vorgaben aufstellen?

Im Prinzip ja, aber weit gediehen ist das noch nicht. Auch die Staaten sind in ihren Prozeduren gefangen. Im Lastenheft einer öffentlichen Ausschreibung kann der Staat qualitative Vorgaben machen. Aber um das Modell komplett zu ändern, braucht man Pilotprojekte, Kommunikation, man muss drauf vorbereiten. Das ist schwierig. In den Niederlanden wurde vor zehn Jahren ein Gemeindehaus so geplant. Vier Jahre vorher wurde ermittelt, wozu der Bau dienen sollte und was die Gemeinde als Bauherr darin gerne hätte. So wurde ein Markt vorbereitet. Es wurde gesagt: Wir wollen Komponenten dieser und jener Qualität zu einem festen Preis. Die Auswahl des Lieferanten war rein qualitativ, da der Preis festlag. Den Zuschlag erhielt die qualitativ beste und nachhaltigste Lösung. Die Unternehmen bekamen vier Jahre Zeit, um sie zu liefern. Und ihnen wurde gesagt: Wenn ihr diese Kriterien erfüllt, kaufen wir in Zukunft alle unsere Komponenten so. Solche Anreize sind wichtig. Und ein Austausch: Die Unternehmen stellen sich zu so einem Projekt ja Fragen. Heute wird ausgeschrieben und man hat drei Wochen Zeit, einen Preis anzubieten. Einen richtigen Austausch gibt es nicht. In einer Ausschreibung der neuen Art könnte stehen: Das ist mein Preis, zum Beispiel 30 Euro pro Quadratmeter Teppich. Dafür möchte ich den nachhaltigsten Teppich, den es gibt. Aber wer analysiert, was der nachhaltigste Teppich ist? Und was soll „nachhaltig“ heißen? Der Teppich hier zum Beispiel (*deutet nach unten*) fängt Feinpartikel aus der Luft ein und ist vollständig recycelbar. Ist das nachhaltig? Ich meine ja, aber sowas müsste definiert werden.

«Meine Idee wäre, einen Zweig der Fongenindustrie aufzubauen, der Ressourcen an eine Industrie vermietet, die kreislaufwirtschaftlich funktioniert»

Gibt es so etwas in einem EU-Land?

Nein. Die Niederlande und die skandinavischen Länder sind in der Kreislaufwirtschaft am weitesten vorangekommen, aber die Staaten spielen dabei noch keine Rolle.

Wahrscheinlich müsste man das auf EU-Ebene einführen. Sonst könnte es heißen, da vergreift sich jemand am Binnenmarkt und führt vielleicht unzulässige Staatsbeihilfen ein.

Stimmt. Der CSDD hatte sich bei der vorigen Regierung dafür eingesetzt, eine Mehrwertsteuer auf Reparaturen einzuführen. Keine *taxe sur la valeur ajoutée*, sondern eine *taxe sur la valeur maintenue*. Nicht zum Steuersatz von 17 Prozent, sondern am besten zum super-reduzierten Satz von drei Prozent. Damit kam die Regierung bei der EU nicht durch. Es wäre aber ein wichtiger Anreiz zum Reparieren.

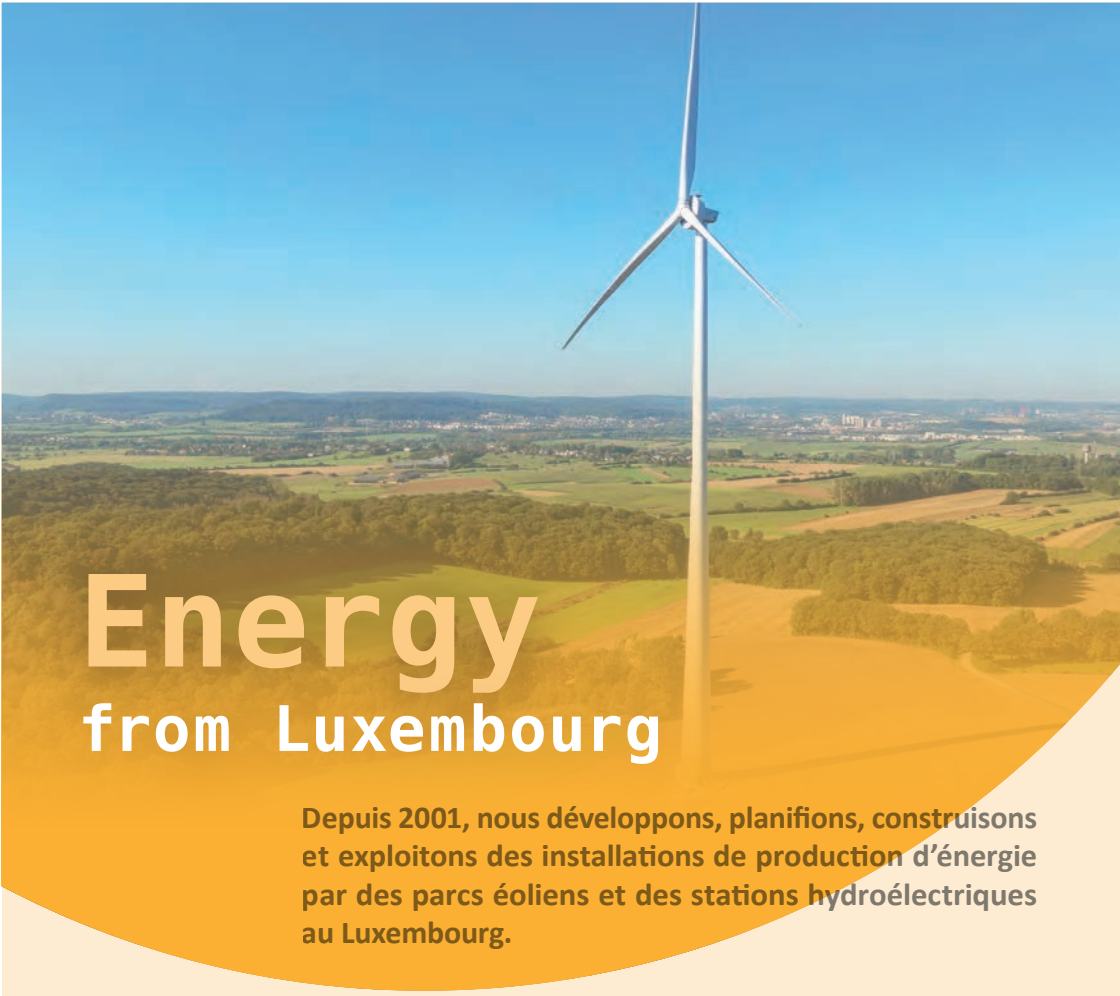
Dann sind die Aussichten für ein Umdenken politisch schlecht?

Ich bin kein Politiker. Im CSDD dachten wir: Wir sind das Land der kurzen Wege. Wenn der Staat das Modell versteht, kann er helfen, in diese Richtung zu gehen. Der Unternehmer würde dann Teil der Lösung. Darum geht es. Dafür kann Luxemburg sich in der EU politisch einsetzen. Gewisse Entwicklungen könnte es allein anschieben. Zum Beispiel helfen – das habe ich am Anfang erwähnt – Rohstoffe anders handelbar zu machen. Meine Idee wäre, einen Zweig der *Fongenindustrie* aufzubauen, der Ressourcen vermietet. Der vorigen Regierung habe ich das vorgeschlagen. Das wäre kein spekulatives Geschäft. Es würde nicht darauf beruhen, Rohstoffe zu kaufen und einzulagern, bis der Preis hoch genug ist. Sondern es wären Fonds mit *futures*, Terminkontrakten. So ein Fonds würde Ressourcen kaufen und sie an eine Industrie vermieten, die kreislaufwirtschaftlich funktioniert, für ein oder zwei Prozent vom Wert im Jahr. Die EU müsste als Verbund rohstoffarmer Staaten großes Interesse an solchen Modellen haben. Es gibt eine Liste von 32 für die europäische Industrie kritischen Ressourcen, die in der EU nicht vorkommen. Die EU verlässt sich darauf, dass sie weiterhin importiert werden können und am Ende alles eine Frage des Preises ist. Das ist schon deshalb falsch, weil die Ressourcen endlich sind. Also müsste man Ansätze von Kreislaufwirtschaft mit Services, Rohstofffonds, Reparatur-TVA et cetera einfach mal testen.

Wie kommen Sie und der CSDD mit diesen Ideen bei der Luxemburger Wirtschaft an?

Sie werden gehört, verstanden auch. Kreislaufwirtschaft ist schon seit Jahren ein Thema.

Die Idee kommt absolut nicht nur von mir. Der CSDD bringt es gegenüber der Wirtschaft immer besser fertig, zu zeigen, was unsere Hausaufgaben sind. Neben mir sind im CSDD noch drei andere Unternehmer Mitglied. Wir haben zum Beispiel dafür gesorgt, den ökologischen Fußabdruck Luxemburgs transparenter und ein Stück realistischer berechnen zu lassen. Jedes Jahr kommt Luxemburg, wenn der *Global Footprint* veröffentlicht wird, an zweiter Stelle nach Katar mit dem Datum, an dem wir das Äquivalent eines Planeten verbraucht haben. Am Ende eines Jahres haben wir das Äquivalent von acht Planeten verbraucht. Aber der Ansatz hat ein paar Probleme. Zum Beispiel bezieht er sich vor allem auf physische Produkte. Finanzprodukte, die nicht physisch sind, rechnet er so, als würde der gesamte Finanzplatz nur für die Luxemburger arbeiten. Was ja falsch ist. Das entspricht einem Planeten-Äquivalent, das hat das Luxembourg Institute of Science and Technology für uns ausgerechnet. Ein zweites Problem: Die Methodologie für den *Global Footprint* betrachtet beim Ressourcenverbrauch nur Durchschnitte. Für die Eisenindustrie nur Durchschnitte von Eisenerzabbau und Energieverbrauch an Kohle. Dass in Luxemburg recycelter Stahl hergestellt wird und das in Elektroöfen geschieht, wird nicht berücksichtigt. Daraus wird im Footprint noch ein Planet. Am Ende sind es für Luxemburg eher sechs Planeten als acht. Das ist noch immer viel, aber mit der transparenteren Berechnung konnte der CSDD zu Handelskammer und Fedil gehen und sagen: Das sind unsere Hausaufgaben! Wenn man Transparenz schafft, statt nur moralisch zu argumentieren, hört die Wirtschaft zu. Das ist ein Beitrag, den die Unternehmer im Nachhaltigkeitsrat leisten. ●



Energy from Luxembourg

Depuis 2001, nous développons, planifions, construisons et exploitons des installations de production d'énergie par des parcs éoliens et des stations hydroélectriques au Luxembourg.

Nos sites témoignent de l'importance que nous accordons à un développement de nos activités dans le respect de la nature et en harmonie avec les citoyens.

Grâce à nos nouveaux projets de parcs éoliens, nous contribuons non seulement aux objectifs européens en matière d'énergies renouvelables, mais assurons également la mise en place d'une production énergétique durable pour le Luxembourg.

www.soler.lu

Direction durabilité

III BÉATRICE DISSI

Active au Luxembourg depuis 2013, Luxmobility conseille des clients qui souhaitent réduire leurs émissions de carbone ou améliorer leur comportement en matière de transport. En consultant des communes ou des entreprises luxembourgeoises sur leurs stratégies et leurs plans de mobilité, elle propose une attitude qui combine respect de l'environnement et innovation et se définit comme « verte ». Que signifie cette affirmation ? En-dehors de l'objectif de l'entreprise – contribuer à lutter contre le changement climatique – se distingue-t-elle par un mode de fonctionnement spécifique ?

Patrick van Egmond, directeur de Luxmobility et expert en mobilité durable et innovation, explique : « Toutes nos activités s'inscrivent dans notre objectif général, mais au-delà de ce but, nous avons en effet intégré certains principes. » Il y a quelques mois, l'entreprise a obtenu le statut de société d'impact sociétal (SIS) – avec le critère de la protection d'environnement – qui suppose certaines obligations liées à la composition du capital social, au plafonnement des salaires ou à l'endettement. « Nous pratiquons déjà le principe du réinvestissement de la majorité des bénéfices dans le développement de l'activité de l'entreprise », dit Patrick van Egmond.

L'entreprise a-t-elle déjà refusé une occasion de faire de l'argent en honneur de ses principes verts ? « C'est difficile en tant que sarl, dont le but doit aussi de faire des bénéfices, même si on les réinvestit et qu'on ne paie pas de dividendes aux actionnaires », admet le directeur. « Si c'est une évaluation au cas par cas, on ne peut pas se permettre d'être trop rigides. » Un exemple : si certains experts prennent le train pour assister à des réunions éloignées de plus de mille kilomètres, ce n'est pas dans les pratiques de l'entreprise, pour des raisons de temps et de faisabilité.

Qu'en est-il de la « décroissance » ? « Je suis sceptique quant au concept. Une croissance qualitative, oui ; la décroissance, j'ai du mal. Qui écouterait l'Europe si nous ne faisons plus preuve de capacité d'innovation ? » L'innovation reste un mot-clé pour l'entreprise qui a démontré son engagement vis-à-vis du « verdissement » des moyens de transport y compris les plus nouveaux, comme ceux liés à l'hydrogène vert. Elle promeut aussi des instruments combinant réduction des émissions et intelligence artificielle. Il en va ainsi de la proposition faite à la commune de Merttert d'utiliser des bacs autonomes pour traverser la Moselle.

Luxmobility tient à lutter contre le *greenwashing* ou les discours populistes. « Nous ne vendons pas de contes de fées, mais des solutions réalistes qui tiennent compte des enjeux réellement complexes que ce soit au niveau social, environnemental ou économique. Il faut pouvoir affirmer que sans un minimum de volonté politique, sur l'accès des voitures privées en ville ou le nombre de parkings, les résultats ne peuvent pas être impressionnants. »

Patrick van Egmond s'oriente vers le principe du « net-positive » popularisé par Paul Polmann, ex-CEO de Unilever. L'idée est de donner plus à la société qu'on ne prend. « C'est finalement une question d'équilibre général. Cette attitude exige qu'on fasse régulièrement le bilan, pour évaluer où il est possible de s'améliorer. » Ne jamais s'endormir, toujours se réaligner en fonction des connaissances les plus récentes sur la durabilité est certainement une des obligations de l'entreprise. « Nous travaillons par exemple beaucoup avec le concept de 'pauvreté liée à la mobilité', en fonction des dernières conclusions des études menées autour du comportement des citoyens. » Notamment ceux qui pour des raisons financières habitent loin de leur lieu de travail et sont obligés d'avoir recours à des moyens de transport plus polluants (et plus coûteux). Mais ce n'est pas une fatalité : « Une fois que ces mécanismes sont compris, il est possible de les interrompre, par exemple en proposant aux pouvoirs publics d'intervenir pour permettre la mise à disposition, dans les banlieues, de moyens comme des bicyclettes électriques », que les entreprises privées chargées de ces réseaux ne placent souvent que dans les centres-villes.

« La décroissance, j'ai du mal. Qui écouterait l'Europe si nous ne faisons plus preuve de capacité d'innovation ? »

Patrick van Egmond

Luxmobility postule également à des appels d'offres provenant des pouvoirs publics (Commission européenne, LuxDev...) afin de proposer des solutions innovantes aux populations migrantes, ou impliquant des acteurs de la mobilité dans des

pays en développement (Nigeria ou Afrique du Sud où ils ont participé à un inventaire des feux rouges). Au Sénégal, l'entreprise a contribué à un projet pour améliorer la sécurité routière en élaborant un instrument pour enregistrer les accidents de la route. « Nous sommes aussi dans la course dans un appel d'offres pour des solutions qui réduisent les émissions de grandes entreprises dans des pays en développement. » Patrick van Egmond souhaite justement se focaliser davantage sur la coopération avec des partenaires dans les pays émergents, même s'il s'agit souvent de projets petits ou ponctuels. Il est fier du projet avec des villes turques qui leur ont demandé conseil pour leurs stratégies de mobilité, ou du partenariat avec les autorités maltaises pour leur plan urbain.

L'entreprise offre aussi des formations aux entreprises et institutions qui souhaitent apprendre davantage sur les enjeux de la mobilité durable et les mesures possibles, sur la neutralité carbone et l'innovation dans le contexte luxembourgeois (« Les fresques de la mobilité »). Elle participe à des projets internationaux pour étudier de nouvelles solutions, comme des drones, pour améliorer l'utilisation de l'espace aérien (moins de pollution, de bruit, de risques). Pour ces projets, l'équipe à Luxembourg s'appuie sur un vaste réseau d'experts établi dans plusieurs pays européens. ●



Patrick van Egmond, directeur de Luxmobility

Sven Becker

La rencontre de la magie et de la technologie

III FIORILA HELL



Virginie Ducommun se surnomme la « magicienne de l'impact » sur les réseaux sociaux

Le développement durable n'est pas une option, c'est une direction incontournable, selon Virginie Ducommun. La fondatrice d'Indoor Forest, nous a accueillis dans ses locaux pour partager sa vision du développement durable et des bénéfices pour les entreprises de « se mettre au vert ». Cette société d'impact sociétal (SIS) est reconnue par le label « Impact Luxembourg ».

Mêlant technologie, science et bien-être, Indoor Forest est le terrain de jeu de cette entrepreneure engagée. Virginie Ducommun utilise à foison les mots magie et intelligence. « Parler de magie, c'est montrer l'ampleur des bénéfices tout en soulignant la simplicité d'utilisation », précise-t-elle. L'offre développée s'adresse autant aux particuliers qu'aux entreprises soucieuses de répondre à leurs obligations en matière de RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

Rien ne prédestinait Virginie Ducommun, spécialiste du marketing de niche, à l'entrepreneuriat. Arrivée au Campus Contern il y a dix ans, elle s'est intéressée aux problématiques RSE dans le secteur du bâtiment, un intérêt qui s'est transformé en passion. Suivant son désir de devenir « actrice » plutôt que simple « supportrice », elle lance Indoor Forest en 2020, incarnant une nouvelle forme d'entrepreneuriat tourné vers la transition sociale et écologique. En tant que SIS, Indoor Forest répond aux obligations qui accompagnent ce statut, notamment la transparence et la réinjection des bénéfices dans l'entreprise.

En saisissant les opportunités rencontrées, Virginie Ducommun a développé une solution innovante pour optimiser les bâtiments, réduire leur consommation énergétique et améliorer la qualité de l'air intérieur. Celle qui se surnomme la « magicienne de l'impact » sur les réseaux sociaux est convaincue de la devise « faire plus avec moins », qui résume la sobriété qu'elle préconise. « La sobriété fait peur, mais si elle est pensée intelligemment, elle peut devenir un levier d'impact au quotidien », estime-t-elle.

Ce que la fondatrice définit comme la « magie » d'Indoor Forest repose sur le mariage entre la biotech et la high-tech. De ce mariage est né un système de capteurs multi-protocole, conçu en partenariat avec AIO Technologies. Les capteurs

mesurent les paramètres environnementaux d'un espace, comme la qualité de l'air, la température ou les nuisances sonores. Les données collectées sont ensuite traduites en indicateurs exploitables, permettant aux entreprises d'ajuster leurs stratégies environnementales.

La partie biotech se cache derrière le nom d'Indoor Forest, la forêt intérieure, inspiré par son produit phare, « BioOrg ». Composée d'eau et de onze différentes souches de bactéries, cette solution promet une réduction de moitié des polluants

présents dans l'air ambiant. Cette micro-biodiversité reproduirait l'atmosphère forestière, créant un environnement plus sain pour les occupants des locaux. La vaporisation est réalisée par Virginie Ducommun elle-même, munie d'un équipement porté sur son dos, qu'elle compare avec humour à celui des « ghostbusters ».

Breveté treize fois en Belgique où il a été conçu, ce produit y est actuellement le sujet de cinq thèses universitaires. Virginie Ducommun affirme avoir récolté les preuves scientifiques au fil du temps. « J'ai la preuve empirique que ça marche, grâce à mes années d'expérience à l'utiliser. J'ai pleine confiance dans ce qui est dit et ce qui est promis », avance-t-elle. En quête de validation par un organisme neutre et scientifique, Indoor Forest est actuellement en discussion avec le Luxembourg institute of Science and technology (List) afin de tester son produit et en récolter des données chiffrées et approuvées.

Virginie Ducommun a fait du bien-être sa préoccupation principale et la qualité de l'air est son angle prioritaire pour y arriver. Elle insiste sur l'influence de l'atmosphère d'un espace de travail sur la performance des employés. « La qualité de l'air est une ressource vitale. Avec nos solutions, nous contribuons à un cadre de travail plus sain, tout en aidant nos clients à atteindre leurs objectifs environnementaux », vante-t-elle.

L'entrepreneure aspire avant tout à sensibiliser et éduquer les entreprises sur l'importance de la durabilité, une démarche qu'elle qualifie de *sus-*

tainability empowerment. Son but est d'autonomiser ses clients pour qu'ils trouvent eux-mêmes des solutions qui améliorent leur empreinte écologique. Cette ambition peut surprendre venant d'une entreprise prestataire de services. « L'impact est justement là : Le but n'est pas de vendre. Bien sûr, il s'agit aussi de vendre, mais c'est surtout de créer un changement. »

Selon elle, investir dans des initiatives sociales et écologiques constituerait un véritable levier de pérennité de l'entreprise. « Se mettre 'au vert' est un investissement dans le bien-être de ses employés, dans l'image et l'attractivité de l'entreprise. Au-delà des bénéfices écologiques, cela permet d'attirer et de garder les talents tout en réduisant les dépenses énergétiques. Il ne faut pas dépenser pour dépenser. Il ne faut pas se mettre dans le rouge pour faire du vert. Il s'agit de grandir autrement, de manière intelligente », plaide Virginie Ducommun.

Alors que la pression réglementaire et les attentes des consommateurs en matière de durabilité continuent de croître, adopter des pratiques plus vertes peut devenir un véritable avantage compétitif. Pour Virginie Ducommun, il est évident que le développement durable n'est plus un choix, mais une transition inévitable. Elle encourage les entreprises à s'emparer du sujet et à profiter des avantages qui découlent d'une transition « verte ». La « magicienne de l'impact » conclut : « Ce que je fais n'est peut-être pas grand-chose, mais ça a le mérite d'exister. J'y crois. Ça m'amuse. Et je suis contente de l'impact que ça a. » ●



Wollen Sie hinter die Kulissen der SuperDrecksKëscht® schauen?

- Dann buchen Sie einen geführten **Rundgang** für ihre Mitarbeiter oder ihren Verein (Gruppen von 5 bis 15 Personen).
- Entdecken Sie die gelebte **Kreislaufwirtschaft** bei uns in Colmar-Berg.
- Wir würden uns über Ihren **Besuch** freuen.



SDK Geliefte Klimaschutz
SuperDrecksKëscht®

Kontaktieren Sie uns unter akademie@sdk.lu oder telefonisch unter 488 216-400.

« Il ne faut pas se mettre dans le rouge pour faire du vert »

Virginie Ducommun

Zurück in den Boden

III PETER FEIST



Sébastien David (rechts): „Das klebt ein bisschen, nicht wahr? Und es riecht süßlich“

Eine Firma in Grevenmacher und ihre Schwester in Frankreich betrieben Kreislaufwirtschaft schon, als den Begriff noch niemand benutzte

In einer Fabrikhalle in Grevenmacher liegen Substanzen angehäuft, die man von weitem für Sand halten könnte. „Nehmen Sie das mal in die Hand und riechen Sie daran“, sagt Sébastien David seinem Besucher beim Nähertreten an einen dieser kleinen Hügel. „Das klebt ein bisschen, nicht wahr? Und es riecht süßlich.“

In der Tat. Was man für Sand halten könnte, ist ein Granulat auf Zuckerrüben-Basis. „Keine Chemie“, betont David, „da ist kein synthetischer Stickstoff drin. Wir produzieren Öko-Dünger.“

Fertilux im Gewerbegebiet Potaschberg ist die Schwesterfabrik von FCA Fertilisants in Vireux-Molhain in den französischen Ardennen. Beide gehören zum SHFC Group, der seinen Sitz in Luxemburg hat. Es herrscht Arbeitsteilung: Die französische Schwester stellt festen Dünger her, die luxemburgische flüssigen. Beide werden in Grevenmacher verpackt und versandt, der feste Dünger in Säcken, der flüssige in Kanistern.

„Wir haben Kunden in Westeuropa und Osteuropa, vor allem in Frankreich und in Polen. Aber auch in Afrika, in Senegal zum Beispiel“, erzählt Sébastien David. Der studierte Agraringenieur ist technischer Direktor und Marketingchef zugleich bei Fertilux. Seit dem Jahr 2000 besorgt Fertilux Logistik und Versand für die Fabrik in Frankreich, die ihren Betrieb 1994 aufnahm und Pulver und Granulate herstellt, wie das orangefarbene, das süßlich riecht und ein wenig klebt, wenn man es anfasst. In Grevenmacher kam 2017 die Produktion von Flüssigdüngern hinzu.

Pflanzen benötigen vor allem drei Nährstoffe: Stickstoff, Phosphor und Kalium. Bei der Produktion synthetischer Dünger werden sie in Verfahren hergestellt, die viel Energie verbrauchen. Stickstoffdünger zum Beispiel wird aus

Statt auf chemische Synthese wird auf Nebenprodukte der Agro-Lebensmittelindustrie zurückgegriffen. Und auf raffinierte Biotech

Ammoniak gewonnen, einem Gas, das man mit Kohlendioxid aus der Luft reagieren lässt. Am Ende liegt der Stickstoff in kristalliner Form als Ammoniumnitrat vor. So kann er auf Feldern und Äckern ausgebracht werden. Eine Tonne Ammoniumnitrat herzustellen, verbraucht etwa dieselbe Menge Energie, wie in einer Tonne Diesel steckt. Eine Tonne Ammoniumnitrat reicht zum Düngen von drei Hektar Fläche.

„Unsere Energiebilanz ist um den Faktor 100 besser“, betont Sébastien David. Der CO₂-Fußabdruck sei um den Faktor zehn besser. „Bei der Herstellung einer Tonne Ammoniumnitrat fallen zwei Tonnen CO₂ an. Wir generieren nur 200 Kilo CO₂ pro Tonne unserer Produkte.“

Statt Nährstoffe chemisch zu synthetisieren, greifen FCA Fertilisants und Fertilux auf Nebenprodukte zurück, die bei der Verarbeitung von Ackerfrüchten entstehen. Bei der von Zuckerrüben etwa: Wird aus ihnen Zucker gewonnen, bleibt das Fruchtfleisch der Rüben übrig. Es wird für Tierfutter genutzt, vor allem für Wiederkäuer. Zuckersirup ist ein zweites Nebenprodukt. Es wird ebenfalls zur Futterherstellung verwendet, aber auch für Fermentierungsprozesse in der

Biotechnologie. Ein festes Nebenprodukt schließlich wird in der Lebensmittelindustrie mit Hefen zusammengebracht, die Glutaminsäure bilden, die als Geschmacksverstärker dienen kann. „An dieser Stufe fällt ein weiteres Nebenprodukt an. Das benutzen wir. Es ist einer der Grundstoffe für unsere Produktion.“ Am Ende, sagt David, gehe es als Dünger in den Boden. „Da schließt sich der Kreis.“

Firmengründer Pascal Tronçon kam als Landwirt schon in den Achtzigerjahren auf die Idee, dass Dünger sich aus Nebenprodukten der Agro-Lebensmittelindustrie herstellen lassen könnten. 1990 gründete er FCA Fertilisants und der Bau der Fabrik in Vireux-Molhain begann. Bei den festen wie bei den flüssigen Düngern ist das Prinzip jeweils dasselbe: Zwei bis drei Grundstoffen, welche die Nährstoffkomponenten Stickstoff, Phosphor und Kalium enthalten, werden Vor-Mischungen hinzugefügt; *prémixes* nennt Sébastien David sie. Sie enthalten Spurenelemente, Zucker und Aminosäuren. „Die Grundstoffe ernähren die Pflanzen, die *prémixes* verbessern die Bodenfruchtbarkeit.“ Das besondere Knowhow der Firmen von SHFC liege in der schlaun Mischung all dieser Komponenten, sagt David. Je nach Anwendungsfall kämen noch Komponenten hinzu. Silizium zum Beispiel im *prémix* für Dünger im Weinbau. „Silizium steigert die natürliche Widerstandsfähigkeit der Reben. Wir fügen noch ein Bakterium hinzu, das sie weiter erhöht.“ Was zum Beispiel Bio-Winzer interessiere.

Das verweist auf einen neuen Markt, der seit zehn Jahren aufstrebte, die sogenannte Biostimulierung: „Wir hatten uns anfangs auf Düngung, also die Ernährung von Pflanzen konzentriert. Biostimulierung will die Pflanzen obendrein schützen.“ Auf ein Verfahren, zu

diesem Zweck einer Mischung Bakterien hinzuzufügen, halten Fertilux und die Schwester in den Ardennen ein Patent. „Wir sind da Pionier“, sagt David.

Gerne weist er darauf hin, dass der Ansatz ab 1990 schon auf Kreislaufwirtschaft beruhte, als den Begriff noch niemand benutzte. Mit mehr als 10 000 Nutzern allein der Fertilux-Produkte, sind die beiden SHFC-Betriebe keine Start-ups. Die Jahresproduktion von 120 000 Tonnen der Anlagen in Grevenmacher und Vireux-Molhain kann sich sehen lassen, auch wenn sie zum Beispiel verglichen mit dem gesamten Düngemarkt in Frankreich von acht Millionen Tonnen im Jahr klein erscheint. „Wir sind nicht Elon Musk“, sagt David, „und wir wollen das auch gar nicht werden.“

Teurer als synthetische Dünger seien die von Fertilux und seiner Schwester nicht. Obendrein würden sie höhere Erträge zu erzielen erlauben. „Wir erreichen das vor allem auch dadurch, dass wir unsere Kunden in ihrer Praxis begleiten.“

Dass die Grundstoffe für die Öko-Düngerproduktion eines Tages knapp werden könnten, glaubt Sébastien David nicht. „Wir hatten noch nie Probleme mit der Versorgung und den Lieferketten. Außerdem ist die Palette der Grundstoffe, auf die wir zurückgreifen können, ziemlich breit.“ Das gestatte, einen Grundstoff durch einen anderen zu ersetzen, falls nötig. „Wie in einem Lego-Spiel. Oder wie in einer Küche.“

Am Ende aber ist es raffinierte Biotech. Bakterien etwa werden den Mischungen nicht nur zugesetzt, sondern so miteinander kombiniert, dass sie Synergien eingehen. „Wir innovieren auf diesem Gebiet ständig“, sagt Sébastien David. Forschung und Entwicklung fänden sowohl innerhalb des SHFC Group statt, als auch in Zusammenarbeit mit Forschungsinstituten. Und weil die beiden Schwesterbetriebe in engem Kontakt mit ihren Kunden stünden, kämen neue Ideen auch von ihnen. Das sei wie bei der Gründungsidee vor nunmehr fast 35 Jahren, und auch damit schließe sich ein Kreis. ●